



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL



RAPPORT ANNUEL

2024

PROGRÈS PAR L'INNOVATION



RAPPORT ANNUEL

2024

PROGRÈS PAR L'INNOVATION



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Vienne, 2025

Rapport annuel de l'ONUDI 2024

© ONUDI 2025. Tous droits réservés.

La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, au tracé de leurs frontières ou limites, ou à leur système économique et degré de développement. Les appellations « développé », « industrialisé » ou « en développement » sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou telle ou telle zone. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'ONUDI.

La présente édition du *Rapport annuel* rend compte, dans l'un de ses appendices, des résultats obtenus par l'ONUDI à l'aune des indicateurs définis dans le programme et les budgets 2024-2025, qui constituent un sous-ensemble du cadre intégré de résultats et de performance.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis et quand une quantité est exprimée en « tonnes », il s'agit de tonnes métriques.

Photos © ONUDI, sauf indication contraire. Icônes © AdobeStock/iStock

Production éditoriale : Section des publications, Office des Nations Unies à Vienne.

La version imprimée de la présente publication a été produite conformément aux normes de durabilité les plus récentes applicables aux produits imprimés. Le papier est certifié par le Forest Stewardship Council (chaîne de contrôle) et le Programme de reconnaissance des certifications forestières (chaîne de contrôle).

La Section des publications et le Service central d'impression du Centre international de Vienne suivent un système de management environnemental et sont certifiés ISO 14001-2015.

L'intégralité du présent rapport et les appendices sont disponibles en ligne à l'adresse : www.unido.org.

ISSN 1020-7651

Distribution : GÉNÉRALE

IDB.53/2-PBC.41/2 2025

FRANÇAIS-Original : ANGLAIS

Appendices (disponibles en ligne à l'adresse : www.unido.org)

Statistiques opérationnelles • Projets approuvés au titre des contributions volontaires • Assistance technique aux pays les moins avancés (PMA) • Fonds non réservés à des fins spécifiques • Programme de partenariat pays (PCP) • Nominations de personnel au titre de contrats de service individuels • Accords et autres arrangements conclus par l'ONUDI en 2024 • Présentations de pays/séminaires organisés par les bureaux de promotion des investissements et de la technologie en 2024 • Représentation hors Siège • Vue d'ensemble du personnel de l'ONUDI • Perfectionnement du personnel • Statistiques industrielles • Budgétisation axée sur les résultats : indicateurs de résultats

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| Avant-propos | iv |
| Temps forts de 2024 | vi |
| L'ONUDI en bref | x |
| 1 ACCÉLÉRER LA RÉALISATION DU PROGRAMME COMMUN : MODERNISER LES POLITIQUES ET LES NORMES INDUSTRIELLES | 1 |
| Politique en matière de développement industriel inclusif et durable | 11 |
| L'ONUDI dans le programme mondial de développement | 15 |
| Le G20 et le groupe BRICS : s'investir dans la gouvernance mondiale pour l'avenir | 17 |
| 2 CRÉER UN ENVIRONNEMENT PROPICE À UNE CROISSANCE DURABLE : PASSER À L'ÉCHELLE SUPÉRIEURE POUR METTRE EN PLACE UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL RÉSILIENT | 21 |
| Créer les passerelles qui vont rendre possible un monde libéré de la faim | 23 |
| Créer des passerelles pour promouvoir des chaînes d'approvisionnement équitables et durables | 28 |
| Créer des passerelles pour promouvoir l'accès à l'énergie propre et l'action climatique | 32 |
| 3 TRAVAILLER SUR LE TERRAIN : TRANSFORMER LES VIES GRÂCE À DES ENTREPRISES INNOVANTES, INCLUSIVES ET DURABLES | 37 |
| Donner aux entreprises les moyens de rendre possible un monde libéré de la faim | 39 |
| Donner aux entreprises les moyens de promouvoir des chaînes d'approvisionnement équitables et durables | 41 |
| Donner aux entreprises les moyens de promouvoir l'accès à l'énergie propre et l'action climatique | 44 |
| 4 PERSPECTIVE RÉGIONALE : STIMULER LA SOLIDARITÉ ET LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL | 51 |
| Les régions en un coup d'œil | 54 |
| Afrique | 56 |
| Pays arabes | 60 |
| Asie et Pacifique | 64 |
| Europe et Asie centrale | 68 |
| Amérique latine et Caraïbes | 72 |
| 5 UNE GESTION STRATÉGIQUE EFFICACE AXÉE SUR LES RÉSULTATS | 77 |
| Services juridiques | 79 |
| Évaluation et contrôle interne | 79 |
| Déontologie et responsabilité à l'ONUDI | 80 |
| 6 EXCELLENCE DES SERVICES ET OPÉRATIONS INTERNES | 83 |
| Financement et contributions financières | 84 |
| Administration des ressources humaines | 87 |
| Achats | 87 |
| Services de transformation numérique, d'innovation et d'optimisation des activités de coopération technique | 88 |
| Services de gestion des installations | 90 |
| Sigles et acronymes | 91 |
| Organigramme de l'ONUDI | 92 |



AVANT-PROPOS

Le monde d'aujourd'hui est marqué par des problèmes qui redessinent les contours du paysage économique mondial et aggravent les crises causées par la faim et la pauvreté. Raréfaction des ressources, conflits, conséquences des changements climatiques, accroissement démographique et creusement des écarts socioéconomiques au sein des nations et entre elles : les problèmes sont de taille, mais des solutions existent. Ce qu'il faut, c'est une volonté politique et des investissements d'une nouvelle ampleur. Aujourd'hui plus que jamais, le monde doit s'unir et mettre les ressources existantes au service de son action. Les pays industrialisés ont une responsabilité particulière dans le respect des engagements qu'ils ont pris de longue date en matière d'aide au développement et de financement de l'action climatique. Le secteur privé doit également promouvoir des chaînes d'approvisionnement équitables et durables et saisir les occasions d'investissement au niveau mondial afin de créer des situations gagnant-gagnant pour un monde plus pacifique et plus prospère. L'ONUDI est en première ligne pour proposer des approches et des solutions innovantes afin de créer des perspectives d'avenir.



2024 a été une année de travail acharné et de progrès remarquables pour l'ONUDI, grâce au soutien important de nos États Membres, de nos partenaires financiers et, surtout, de notre personnel dévoué. Nous avons augmenté notre offre de coopération technique de 29 %, dépassant ainsi notre objectif. La mobilisation de contributions volontaires a atteint un niveau record (plus de 660 millions de dollars), ce qui nous a permis de lancer de nouvelles initiatives, notamment avec le secteur privé et des partenaires de développement tels que le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'adaptation. Avec le Japon, nous avons lancé des programmes à grande échelle pour coopérer avec des entreprises japonaises au transfert de technologies à faible émission de carbone vers l'Ukraine et le Sud mondial. Notre programme pour la compétitivité commerciale et l'accès aux marchés en Afrique, mis en œuvre en collaboration avec l'Union européenne et le Centre du commerce international, est essentiel pour supprimer les obstacles au commerce et ouvrir de nouvelles perspectives économiques en Afrique. Enfin, le pôle d'excellence Chine-Afrique-ONUDI qui vient d'être ouvert promeut une industrialisation durable, la modernisation de l'agriculture et le développement des compétences dans toute l'Afrique.

L'année 2024 a également été celle de la création du centre mondial des petits États insulaires en développement ONUDI-Barbade, qui aide ces États à gagner en résilience, à diversifier leurs économies et à développer une économie bleue, et qui a accueilli un nouvel État Membre, les Îles Salomon. Les manifestations phares que nous avons organisées – le forum multilatéral sur la politique industrielle, avec l'Arabie saoudite comme pays hôte, « Bridge for Cities », avec la Chine, et la première Conférence sur un monde libéré de la faim, avec l'Union africaine et l'Éthiopie – ont rassemblé des parties prenantes de haut niveau. À cette dernière conférence, nous avons présenté une nouvelle étude de l'ONUDI et de la FAO, qui montre qu'il est possible d'éliminer la faim et que les investissements consacrés à la création de valeur ajoutée au niveau local jouent un rôle décisif à cet égard. L'ONUDI est devenue un membre fondateur de l'Alliance mondiale du G20 contre la faim et la pauvreté et elle a présenté sa nouvelle Stratégie face aux changements climatiques à la COP 29, où elle a également lancé, avec le Brésil et le Royaume-Uni, un nouveau pôle de décarbonation de l'industrie.

La situation mondiale est en train de changer. L'ONUDI doit continuer de s'adapter face à l'évolution des tendances et à l'apparition de nouvelles perspectives dans le paysage industriel de ses États Membres. Nous avons besoin d'une mondialisation équitable où les industries sont le moteur d'une croissance durable et inclusive et d'un progrès sociétal de plus grande portée. Partenaire des pays en développement, l'ONUDI sert de plateforme mondiale de transfert de technologies et de connaissances et collabore de plus en plus avec les investisseurs du secteur privé. L'industrie est un élément essentiel de la solution aux problèmes planétaires, et comme le montre le présent rapport, l'ONUDI est pour ses États Membres un partenaire fiable qui leur permet de mettre en œuvre des solutions pratiques.

Le Directeur général de l'ONUDI
Gerd Müller

ÉLIMINATION DE LA FAIM

CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT DURABLE

ÉNERGIE PROPRE ET ACTION CLIMATIQUE

TEMPS FORTS DE 2024

Le montant des fonds mobilisés par l'ONUDI pour la prestation de services de coopération technique a atteint un nouveau record en 2024, s'établissant à 663,6 millions de dollars. Les montants nets approuvés, définis comme les contributions volontaires affectées à l'exécution des projets et les entrées de trésorerie, ont également atteint un niveau record : ceux provenant des États Membres se sont élevés à 139,7 millions de dollars et ceux provenant de l'Union européenne à 65,6 millions de dollars.

L'offre de coopération technique a augmenté de 29 % par rapport à 2023, dépassant ainsi l'objectif fixé.

Dépassant également l'objectif fixé, 69 % des projets approuvés ont contribué dans une large mesure à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

L'ONUDI a accueilli un nouvel État Membre, les îles Salomon, et ouvert le centre mondial des petits États insulaires en développement ONUDI-Barbade.



+ 29 % d'activités de coopération technique

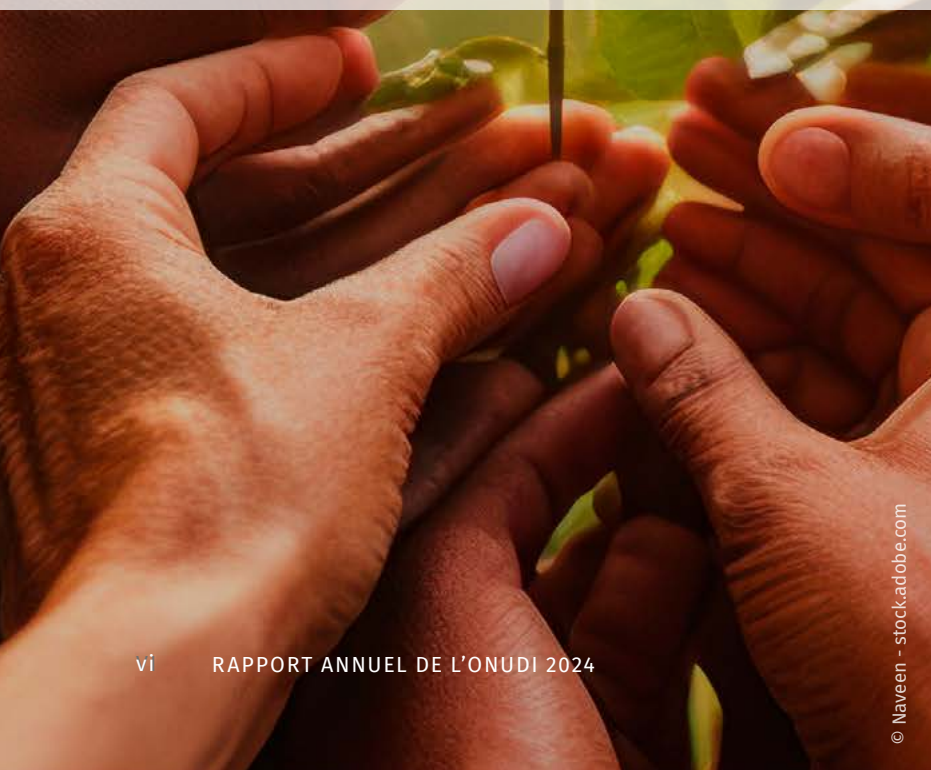


+ 102 % de fonds de coopération technique mobilisés

69 % des projets ont contribué dans une large mesure à l'égalité des sexes

1 nouvel État Membre

34 accords nouveaux ou actualisés avec des partenaires commerciaux





© Getty Images

ÉLIMINATION DE LA FAIM

Sur le plan des programmes

La Conférence sur un **monde libéré de la faim**, organisée par l'ONUDI avec le Gouvernement éthiopien et la Commission de l'Union africaine et avec l'appui technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a été l'occasion d'**intensifier l'action menée pour éliminer la faim**. Une nouvelle étude menée par l'ONUDI et la FAO a montré qu'il était possible de générer des revenus en créant de la valeur ajoutée et en offrant des possibilités d'investissement concrètes. À cette conférence, des solutions ont été proposées, des investissements mobilisés et un document d'orientation élaboré, l'Appel à l'action d'Addis-Abeba. L'ONUDI a également lancé le **Transformation Pathways Fund**, un fonds innovant destiné à aider les PME à décarboner les systèmes agroalimentaires.

Le **pôle d'excellence Chine-Afrique-ONUDI**, inauguré en marge de la conférence, sera un centre d'activités au service de la modernisation de l'agriculture, de l'amélioration du secteur agroalimentaire et du développement des compétences dans toute l'Afrique, et s'appuiera sur les technologies les plus récentes, l'intelligence artificielle et les énergies renouvelables.

L'ONUDI est également devenue un membre fondateur de l'**Alliance mondiale du G20 contre la faim et la pauvreté**.

La nouvelle **équipe spéciale de l'ONUDI sur l'industrie bleue** soutient les activités industrielles en lien avec les ressources en eau qui s'occupent d'approvisionnement alimentaire, de lutte contre les changements climatiques et de renforcement des chaînes d'approvisionnement.

L'Organisation a obtenu un nouveau financement d'Afreximbank pour **15 autres agroparc en Afrique**. Le **réseau des bureaux de promotion des investissements et de la technologie** de l'ONUDI transpose à grande échelle des solutions pour l'agro-industrie afin d'augmenter les revenus locaux et d'améliorer la sécurité alimentaire.

Enfin, l'ONUDI est le principal partenaire d'exécution d'une nouvelle **initiative privée-publique de chaînes d'approvisionnement mondiales du café**, lancée sous la présidence italienne du G7.

En ce qui concerne les **chaînes d'approvisionnement équitables et durables**, l'ONUDI est un partenaire d'exécution essentiel du **programme pour la compétitivité commerciale et l'accès aux marchés en Afrique**, une initiative dotée de 200 millions d'euros qui vise à renforcer le commerce durable en Afrique, en collaboration avec l'Union européenne et l'ITC.

Le **programme de renforcement de la compétitivité en Afrique de l'Ouest** a aidé les exploitations agricoles, les coopératives et les PME de Sierra Leone à se développer sur les marchés régionaux et internationaux en améliorant la sécurité sanitaire des aliments.

À la Conférence mondiale sur l'intelligence artificielle, l'ONUDI a inauguré le **pôle d'excellence de l'Alliance mondiale sur l'IA pour l'industrie et la fabrication**, soutenu par la Chine.

Partenaire de l'**initiative en faveur du coton**, l'ONUDI soutient la création d'une industrie textile durable dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Elle a signé avec



CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT DURABLE

les institutions financières une nouvelle déclaration commune pour répondre aux besoins d'investissement du secteur.

Le **programme de formation à la direction des parcs industriels** aide des entreprises de 11 pays d'Afrique, du monde arabe et de la région de l'Asie et du Pacifique.

Des **initiatives nationales** ont été prises : par exemple, le Smart Manufacturing Innovation Centre inculque à la main-d'œuvre serbe et slovène des compétences de pointe pour réduire les déchets et la consommation d'énergie.

L'ONUDI a continué d'accorder la priorité au **renforcement de la qualité et au respect des règles du marché**, par exemple en soutenant le secteur du miel en Éthiopie, en aidant des coopératives rurales à obtenir des certifications de qualité au Paraguay et en améliorant les chaînes de valeur agricoles en Sierra Leone.

L'ONUDI a promu l'**accès à l'énergie propre et l'action climatique** grâce au succès de certains projets et au lancement de nouvelles initiatives.

La nouvelle **Stratégie de l'ONUDI face aux changements climatiques** énonce les engagements pris par l'Organisation à la COP 29 de Bakou, où plus de 50 gouvernements et autres parties prenantes ont également pris des engagements, grâce à l'appui de l'ONUDI. De nouveaux projets ont été lancés : le projet relatif à l'**efficacité énergétique en Afrique, avec la Suède**, le projet de **pôle de décarbonation de l'industrie, avec le Brésil et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** dans le cadre du partenariat pour la réduction à zéro des émissions

nettes, et le projet de **décarbonation de l'industrie sidérurgique en Afrique du Sud**, avec le **Mitigation Action Facility**, un fonds destiné à financer des mesures d'atténuation des changements climatiques.

La **Global Matchmaking Platform** du Climate Club, une nouvelle plateforme hébergée par l'ONUDI, offrira un guichet unique aux pays en développement qui veulent décarboner leurs **industries à fortes émissions**. Elle bénéficie d'un financement de 1,3 milliard de dollars promis par l'Allemagne, le Canada, le Royaume-Uni et les fonds d'investissement climatiques.

Le **Centre international de promotion de l'hydrogène comme source d'énergie**, établi en Chine, a promu neuf entreprises et cinq technologies et lancé la plus grande démonstration de production d'hydrogène au monde, et il est en train d'élaborer des normes internationales en vue de l'utilisation de l'hydrogène à grande échelle.

Le **réseau mondial de centres régionaux pour les énergies durables** de l'ONUDI a inauguré deux nouveaux centres – en Azerbaïdjan et en Angola – et l'**accélérateur du Programme mondial d'innovation par les technologies propres**, créé en 2014, soutient désormais plus de 1 650 entreprises d'innovation en matière énergétique, réparties dans 14 pays.

Le **programme de l'Union européenne pour l'environnement (EU4Environment)** aide les industries de cinq pays à adopter des procédés plus propres et les principes de l'économie circulaire.

Dans le cadre de l'**Alliance pour la protection du climat et de la couche d'ozone**, l'ONUDI coordonne des échanges internationaux sur les dispositifs réglementaires à créer et les meilleures pratiques à appliquer.



Des **initiatives nationales innovantes** ont été prises, notamment un programme triennal, lancé au Nigéria en collaboration avec l'Union européenne pour mettre au point au moins six petites centrales hydroélectriques afin d'élargir l'accès à l'énergie pour l'irrigation et l'électrification.

En **mobilisant les investissements du secteur privé**, l'ONUDI a permis à l'Égypte de recevoir des investissements pour réduire les déchets et produire des engrais biosourcés, et à l'Uruguay de diversifier son portefeuille énergétique. Dans le cadre du Réseau consultatif pour le financement privé, un fonds de capital-investissement a été créé pour que des investissements soient engagés en Asie du Sud, en particulier au Pakistan, et un mécanisme de financement a été mis en place aux Fidji pour électrifier des localités.

Les **partenariats, notamment avec le secteur privé**, sont au cœur de la stratégie appliquée par l'ONUDI pour stimuler les investissements et l'innovation nécessaires à la mise au point de solutions concrètes. La **plateforme de solutions de l'ONUDI** est un outil numérique innovant qui présente des solutions efficaces et évolutives pour une industrialisation durable.

L'ONUDI a annoncé une solution phare pour la transformation numérique et durable de la **chaîne de valeur du café en Afrique** avec l'**Organisation internationale du café, illycaffè SpA, Lavazza, Google et NGIS**.

L'ONUDI a lancé le **programme de relance industrielle verte pour l'Ukraine**. La valeur des projets à exécuter dans le cadre du programme dépasse 210 millions de dollars, dans lesquels est comptabilisée une nouvelle et importante contribution du Japon destinée au transfert de technologies en provenance d'entreprises


japonaises, ainsi que le soutien de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Bulgarie, de la Pologne, de la Suisse, de la Tchéquie, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de l'Union européenne.

La question des compétences de l'ONUDI en matière de **recherche** et de **conseils stratégiques** a été au centre des débats du **forum multilatéral sur la politique industrielle organisé par l'Arabie saoudite**. Ce forum a été l'occasion de montrer comment exploiter le potentiel de l'intelligence artificielle (IA) dans l'industrie manufacturière, adopter des énergies propres et créer des chaînes d'approvisionnement durables et résilientes pour créer de la valeur ajoutée et des emplois au niveau local. Pour intégrer durablement l'IA dans les industries et promouvoir des pratiques plus écologiques, l'ONUDI a mis au point l'**indice AIM GREEN**.

En soutenant les jeunes et en intégrant les questions de genre dans ses nombreux projets, l'Organisation aide les femmes à apporter leur contribution dans tous les types d'industrie. Par exemple, les femmes dirigent aujourd'hui des entreprises de pêche au Cambodge, réparent des camions en Éthiopie et en Zambie, et collectent et démontent des appareils électroniques pour les recycler aux Philippines. L'ONUDI a également travaillé en étroite collaboration avec ses **partenaires des Nations Unies**, notamment pour mettre en place des systèmes alimentaires plus équitables en Jordanie, mettre en œuvre des initiatives d'autonomisation des femmes au Liban et exécuter un projet d'autonomisation des jeunes en Tunisie.

Les innovations, les projets et les capacités qui ont vu le jour en 2024 dessinent les contours d'une mondialisation équitable, axée sur un monde plus juste et plus pacifique.

L'ONUDI en bref

-  Outre son Siège à Vienne, l'ONUDI a des bureaux de liaison à **Bruxelles, Genève et New York**.
-  Sa représentation hors Siège comprend **49** bureaux sous-régionaux et bureaux de pays, qui desservent **158 pays**.
-  L'ONUDI a des bureaux de promotion des **investissements et de la technologie** dans **10 villes** (Beijing, Berlin, Bonn, Lagos, Manama, Moscou, Rome, Séoul, Shanghai et Tokyo).
-  Il existe des **centres régionaux pour les énergies durables** dans **9 villes** (Bridgetown, Kampala, Katmandou, Le Caire, Luanda, Nuku'alofa, Praia, San Salvador et Windhoek). En 2024 a démarré le chantier de construction d'un dixième centre, à Bakou, dont la mise en service est prévue en 2025.

Carte d'identité de l'ONUDI



L'ONUDI, **créée en 1966**, est devenue une institution spécialisée des Nations Unies en 1985



L'Organisation compte **173 États Membres** (au 31 décembre 2024)



Gerd Müller a été nommé **Directeur général** de l'ONUDI à la dix-neuvième session de la Conférence générale, en novembre 2021



L'ONUDI emploie **698 fonctionnaires**, ainsi que **1 586 consultants et consultants**, venus de **154 pays**, liés par des contrats de services individuels (au 31 décembre 2024)



Contribution de l'ONUDI au **système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents** approuvée par les États Membres pour 2024 : **2 237 177 dollars**



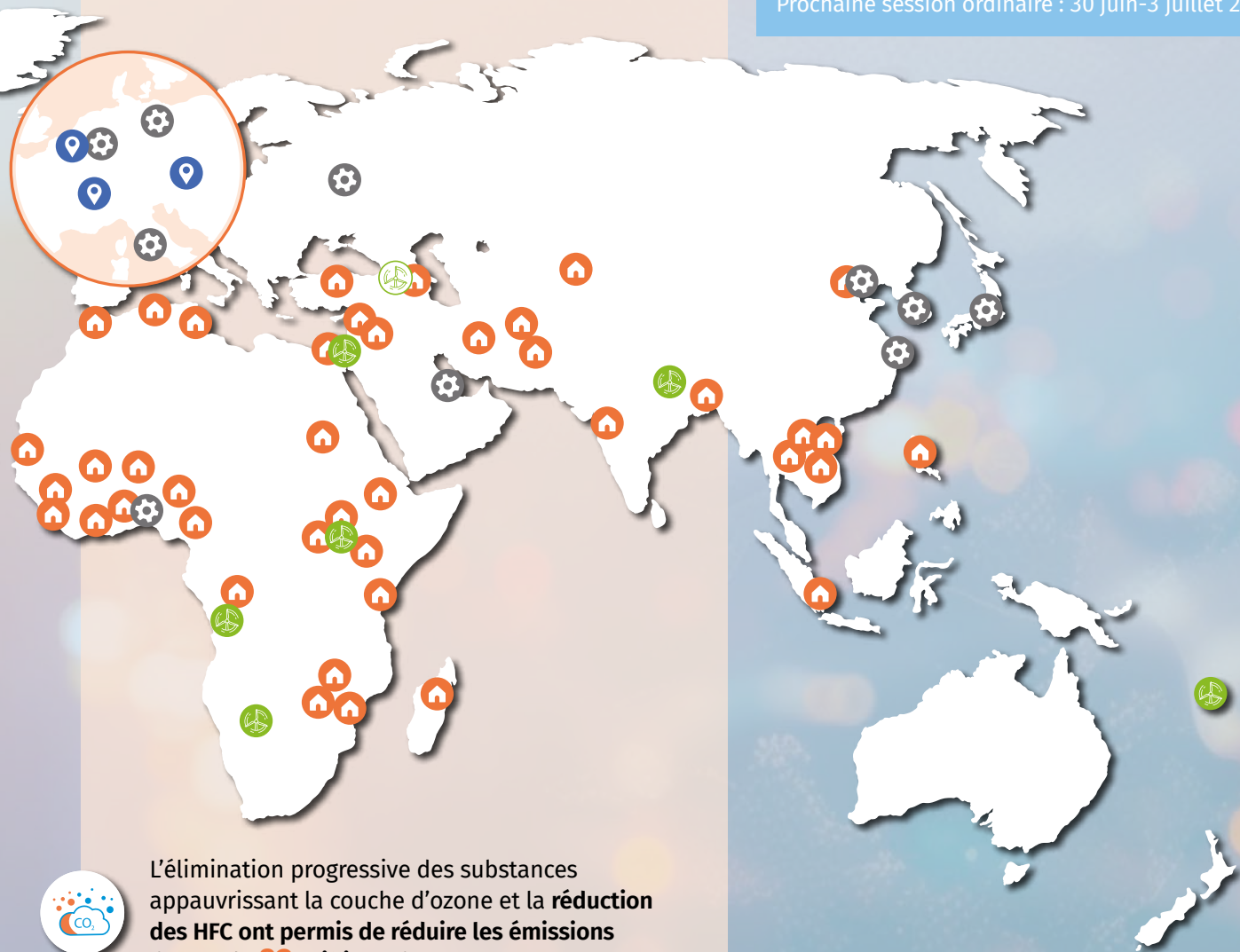
Mise en œuvre de projets



Des services de coopération technique d'une valeur de **291,2 millions de dollars** ont été fournis en 2024



En 2024, **350,3 millions de dollars** de contributions volontaires nettes ont été consacrés à la mise en œuvre des projets, et la valeur totale du portefeuille de projets en cours s'est élevée à **1 099 millions de dollars**



L'élimination progressive des substances appauvrissant la couche d'ozone et la **réduction des HFC ont permis de réduire les émissions de CO₂ de 82 millions de tonnes** en 2024



Projets mis en œuvre dans **119 pays** en 2024



L'ONUDI travaillait dans **120 équipes de pays des Nations Unies** en 2024



CONFÉRENCE GÉNÉRALE

Tous les États Membres • Se réunit tous les deux ans.
Prochaine session ordinaire : 23-27 novembre 2025



CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

53 Membres • Se réunit une fois par an
Prochaine session ordinaire : 30 juin-3 juillet 2025

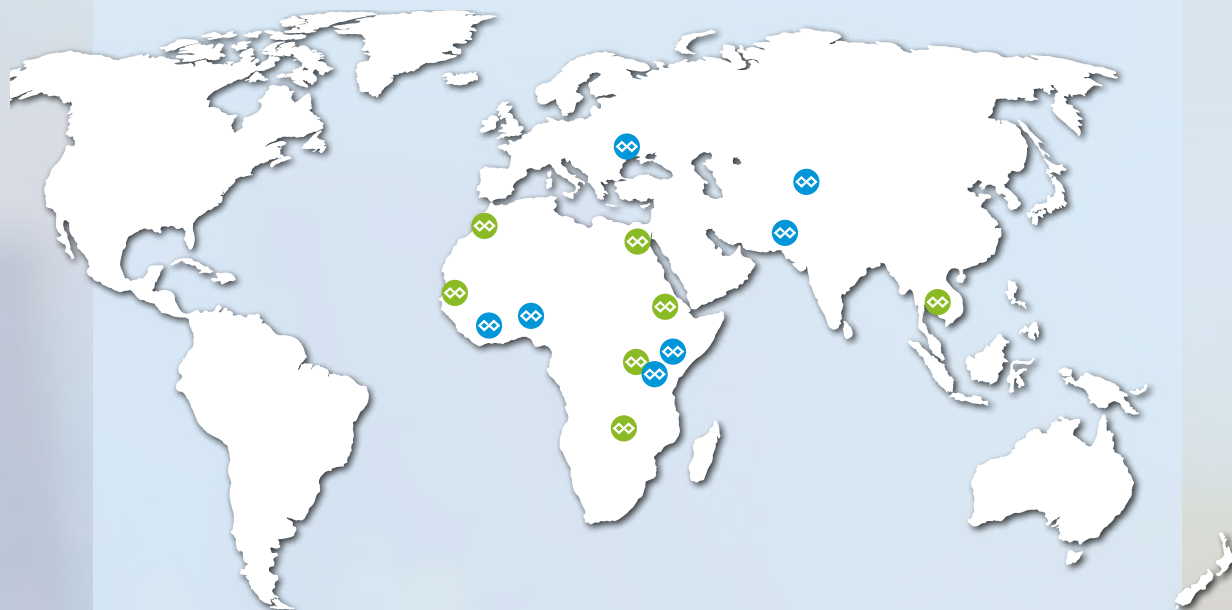



COMITÉ DES PROGRAMMES ET DES BUDGETS


27 Membres • Se réunit une fois par an
Prochaine session ordinaire : 13-15 mai 2025

↘ L'ONUDI en bref

Programme de partenariat pays (PCP)



 **Phase de mise en œuvre :** Cambodge, Égypte, Éthiopie, Maroc, Rwanda, Sénégal, Ukraine, Zambie

 **Phase de programmation :** Côte d'Ivoire, Kenya, Kirghizistan, Nigéria, Pakistan, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie



Membre du **Groupe des Nations Unies pour le développement durable**, l'ONUDI collabore avec les organismes, fonds et programmes du système des Nations Unies pour le développement afin de **faire mieux comprendre le rôle essentiel du développement industriel**. En 2024, elle a contribué, par ses compétences, au développement industriel et **s'est associée à de nombreux organismes des Nations Unies, notamment la FAO, l'UIT, le PNUD, le PNUE, l'ONU DC, l'UNOPS, les Nations Unies Cabo Verde et le PAM.**

Principaux partenaires ayant financé les programmes et projets de l'ONUDI en 2024 (montants en millions de dollars)



Japon
84,47



Royaume-Uni*
21,59



Suisse
10,68



Suède
9,9



Italie
7,7



Allemagne
5,97



Chine
5,18



Norvège
4,51



Canada*
3,13



République de Corée 2,51



Union européenne
65,6



Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal
45,0



Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
42,4

*Conformément au principe de recouvrement intégral des coûts.



L'ONUDI promeut un développement industriel inclusif et durable dans les pays en développement et les économies en transition



Faire qu'un monde libéré de la faim soit possible



Promouvoir des chaînes d'approvisionnement équitables et durables



Promouvoir l'accès à l'énergie propre et l'action climatique

Priorités de l'ONUDI

Priorités transversales

Politique industrielle et économique



Développement des compétences



Production propre et économie circulaire



Transition numérique et intelligence artificielle



Autonomisation des femmes et des jeunes



Optimisation des investissements et des ressources financières



Plateforme de transfert de connaissances et de technologies, d'innovation et d'investissement

Fonctions

Soutien de nos partenaires



Coopération technique



Recherche orientée vers l'action et services de conseil stratégique



Élaboration de normes et mise en conformité avec des normes



Mobilisation



Promotion des partenariats



Individus



Entreprises



Institutions



Gouvernements



Acteurs mondiaux





Accélérer la réalisation du programme commun : moderniser les politiques et les normes industrielles à l'échelle mondiale

Le développement de capacités industrielles durables ne peut se faire sans des politiques, des stratégies et des normes fondées sur des données objectives, qui favorisent la croissance et la résilience de l'industrie. L'ONUDI œuvre aux côtés des autorités locales et nationales à l'élaboration de politiques industrielles qui favorisent la transformation et la croissance économiques à long terme et à la révision des politiques existantes. Dans le même temps, aux niveaux mondial et régional, elle promeut une industrialisation inclusive et durable dans les stratégies et politiques de développement.



Développement industriel

Faire qu'un monde libéré de la faim soit possible



Au titre de ses fonctions de mobilisation mondiale et de promotion des investissements, l'ONUDI convoque des réunions d'experts et établit des partenariats afin d'élaborer des normes, des cadres et des lignes directrices permettant de renforcer les chaînes de valeur alimentaires, de bâtir des infrastructures industrielles telles que les parcs agro-industriels intégrés et de produire des aliments en utilisant moins d'énergie et de pesticides.

Accélérer la transition de la Jordanie vers un système agroalimentaire sûr et durable

En Jordanie, de nombreux ménages n'ont pas accès à des aliments nutritifs et d'un coût abordable, un problème aggravé par les obstacles à l'emploi auxquels se heurtent les femmes, les jeunes et l'importante population de personnes réfugiées. Les changements climatiques menacent l'agriculture locale, et le pays reste trop dépendant de denrées alimentaires importées via des chaînes d'approvisionnement sujettes à perturbations.

En 2024, l'ONUDI et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont commencé à aider l'administration jordanienne à opérer la transformation des systèmes alimentaires du pays et à mettre en œuvre sa stratégie nationale de sécurité alimentaire 2021-2030, en étroite collaboration avec le Conseil de la sécurité alimentaire. Ce partenariat vise à lutter contre trois problèmes interdépendants : l'insécurité alimentaire, les changements climatiques et le manque d'intégration des femmes, des jeunes et des personnes réfugiées. Il s'appuiera sur des recherches, des partenariats public-privé, des changements d'orientation et des financements mixtes pour renforcer les capacités institutionnelles nécessaires à l'administration publique et aux principales parties prenantes pour préparer et conduire la transition du pays vers un système agroalimentaire plus durable.

La phase d'assistance préparatoire, financée par le fonds commun visant à faciliter l'application des objectifs de développement durable, a débuté en 2024 par un examen complet des failles du système agroalimentaire. Celui-ci a consisté à mener des entretiens avec les principales parties prenantes et à évaluer sur quels éléments du système porterait l'intervention. Le Fonds est favorable



« Ce programme conjoint poursuit l'action menée par la FAO pour renforcer les capacités des parties prenantes, encourager l'échange de connaissances et de données d'expérience et promouvoir des politiques et des interventions efficaces afin de mettre en place un système agroalimentaire durable, inclusif et résilient en Jordanie. »

Nabil Assaf, Représentant de la FAO en Jordanie

à une approche incitative, selon laquelle les changements d'orientation et les investissements stratégiques suscités par le projet permettent d'attirer des financements publics et privés supplémentaires. D'ici à août 2025, des stratégies d'investissement améliorées et des cadres de suivi pour l'évaluation des résultats devraient être mis en place pour permettre à l'administration de commencer sa transformation, en élargissant l'accès à une alimentation de qualité et en améliorant la sécurité alimentaire, en particulier parmi les groupes vulnérables, tout en prenant des mesures contre les changements climatiques.



Communiqué de presse

Développement industriel

Faire qu'un monde libéré de la faim soit possible

Financer des solutions technologiques pour mettre en place des systèmes alimentaires mondiaux durables

L'ONUDI joue un rôle central, car elle utilise son réseau mondial de bureaux de promotion des investissements et de la technologie répartis dans toute l'Afrique, l'Asie et l'Europe pour généraliser des solutions destinées aux entreprises de l'agro-industrie. En 2024, le réseau s'est concentré sur les mesures pouvant contribuer à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2 (Faim zéro) à l'horizon 2030, et il a donc favorisé les investissements consacrés à l'augmentation de la productivité, des revenus et de la sécurité alimentaire.

En réponse au cinquième Appel mondial de l'ONUDI, lancé en novembre 2024 par le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de la République de Corée, établi à Séoul, une sélection a été faite entre les propositions de 55 pays qui présentaient des technologies innovantes, notamment des aliments de substitution à la viande à base d'algues, de la viande cultivée à partir de cellules, des solutions de congélation alimentées par l'énergie solaire et des emballages intelligents associés à l'IA. Le prix du Directeur général de l'ONUDI a été décerné à 17 entreprises, et 5 entreprises nationales ont reçu des prix spéciaux remis par des organismes publics de la République de Corée, notamment le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation

et des affaires rurales et l'Office coréen de la propriété intellectuelle. Cette manifestation a été l'occasion de découvrir de nouvelles technologies prêtes à recevoir des investissements et de développer des réseaux précieux pour les collaborations internationales en cours.

Par ailleurs, les représentantes et représentants des 10 bureaux de promotion des investissements et de la technologie ont participé à la Conférence sur un monde libéré de la faim, à Addis-Abeba, pour présenter leurs services de promotion des investissements et de la technologie aux personnes participantes issues des secteurs public et privé. Leurs échanges ont permis de poser les bases d'une future collaboration interrégionale et d'ouvrir la voie à des investissements destinés à mettre en place puis à généraliser de nouvelles technologies.

Les neuf autres bureaux ont poursuivi leur travail, qui consistait à doter les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (PME) du secteur agro-industriel de nouvelles compétences et à leur consacrer de nouveaux investissements de diverses provenances – de Bahreïn à la Chine en passant par le Nigéria –, ce qui a directement conduit à la création de milliers d'emplois.



Appel mondial 2024 de l'ONUDI



À l'occasion de l'Appel mondial 2024 de l'ONUDI, des entreprises ont été saluées et récompensées pour leurs solutions innovantes à des problèmes planétaires.

Développement industriel

Faire qu'un monde libéré de la faim soit possible



Exemples de réalisations des bureaux de promotion des investissements et de la technologie en faveur d'un monde libéré de la faim (2024)



fondée en
1995

Bahreïn

A permis à des PME et à des start-up d'acquérir une culture financière, de bénéficier de conseils et de découvrir des possibilités de collaboration avec des investisseurs à l'occasion du World Entrepreneurs Investment Forum.



fondée en
1989

Chine (Beijing)

A aidé 227 entreprises, dans le cadre du pôle consacré à l'accélération de la quatrième révolution industrielle, à Hangzhou, à se pencher sur des solutions relevant de l'approche dite « de la ferme à la table », concernant notamment l'agriculture intelligente, le stockage frigorifique et le traitement des déchets alimentaires.



fondée en
2001

Chine (Shanghai)

A ajouté neuf solutions agro-industrielles à sa plateforme de coopération mondiale en matière de technologies industrielles et innovantes, afin de favoriser la collaboration entre les innovateurs, les fabricants, les investisseurs et les partenaires financiers.



fondée en
2023

Allemagne (Berlin)

A mobilisé des partenariats public-privé stratégiques en faveur de systèmes agroalimentaires durables, en signant des déclarations conjointes avec des entités telles que Bayer AG, l'Association économique germano-africaine et l'Agence allemande de coopération internationale.



fondée en
2017

Allemagne (Bonn)

A mis en relation 35 fournisseurs de technologies allemands avec des chefs d'entreprise de six pays africains. A mis en relation des entreprises allemandes des secteurs de la volaille et du biogaz avec des chefs d'entreprise de sept pays africains.



fondée en
1985

Italie

A lancé une publication présentant des exemples de réussite tirés de la phase II du projet de promotion des investissements en Iraq, qui mettait l'accent sur le potentiel de l'agriculture iraquienne et sur l'importance de ce secteur pour la subsistance de la population locale.



fondée en
1980

Japon

A développé sa plateforme de promotion des technologies durables, qui présente désormais 148 technologies, notamment des innovations en matière de décorticage du riz, des solutions pour la chaîne du froid et du matériel destiné à tester la sécurité sanitaire des aliments.



fondée en
1987

République de Corée

A servi de cadre au cinquième Appel mondial de l'ONUDI, une manifestation phare annuelle, qui avait pour thème « FOODTECH Innovation and ISID: Nourishing the Future » (Innovation en matière de technologies alimentaires et développement industriel inclusif et durable : nourrir le monde de demain). A reçu 228 candidatures de 55 pays représentant cinq continents.



fondée en
2015

Nigéria

A facilité l'ajout de plus de 30 profils d'entreprises agro-industrielles à la plateforme Invest in ACP et obtenu des investissements pour 200 serres intégrant des technologies, ce qui a contribué à la création de 3 000 emplois. A aidé à mettre en place le corridor de transport des produits agricoles et des matières premières, qui devrait permettre de créer plus de 100 000 emplois.



fondée en
1989

Fédération de Russie

A donné la priorité à la gestion durable des terres et à la lutte contre la désertification.

Développement industriel

Promouvoir des chaînes d'approvisionnement équitables et durables



Les normes de qualité permettent de renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales et, ce faisant, de rendre les pays plus résilients face aux chocs économiques et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. Une culture de la qualité, associée à une infrastructure propice à la réalisation des objectifs susmentionnés, permet aux PME de se conformer aux exigences du marché, de prouver cette conformité, d'être compétitives sur les marchés internationaux et d'intégrer les chaînes de valeur mondiales, en améliorant leurs performances internes et en augmentant leur compétitivité.

Promouvoir la fabrication intelligente en mettant en place un système d'innovation en Serbie

Pour rester compétitifs à l'heure où les industries sont transformées par des technologies telles que l'IA, les fabricants et la main-d'œuvre devront s'adapter. Pour soutenir cette transformation dans la région des Balkans occidentaux, l'ONUDI a coopéré avec les administrations serbe et slovène pour créer le Smart Manufacturing Innovation Centre (SMIC), centre pédagogique et plateforme de mise en réseau, à l'Université de Novi Sad, en Serbie. En dotant la main-d'œuvre de compétences de pointe, l'industrie de la région peut tirer parti de technologies de fabrication intelligente qui permettent de réduire les déchets et la consommation d'énergie et d'optimiser l'utilisation des ressources.

Inauguré officiellement en juin 2024, à l'occasion de la conférence intitulée « Enabling Progress: Industry 4.0 in the Western Balkans » (Ouvrir la voie au progrès : l'industrie 4.0 dans les Balkans occidentaux), le centre a accueilli plus de 100 personnes venues de sept pays de la région, notamment des personnalités éminentes représentant l'administration publique, le monde universitaire, l'industrie et des organisations internationales. Lors de cette conférence, des débats se sont tenus sur la promotion des technologies nécessaires dans les Balkans occidentaux, et des expositions ont été organisées par des entreprises de Slovénie et de Serbie, le but étant d'échanger des idées, de stimuler la recherche et de présenter des pratiques innovantes appliquées à des problématiques du monde réel.



« Nous espérons que ce centre deviendra un pôle d'innovation essentiel dans les Balkans occidentaux, où le mariage des connaissances et des nouvelles technologies donnera naissance à des solutions industrielles durables. »

Matjaž Han, Ministre slovène de l'économie, du tourisme et des sports

Le centre propose des cours spécialisés destinés aux ingénieurs et aux étudiants sur des sujets tels que l'automatisation industrielle, l'ingénierie automobile, l'électronique de puissance et l'IA. Pour étendre sa portée au-delà de la Serbie et faire venir des personnes de l'ensemble des Balkans occidentaux, il a également mis en service une plateforme d'apprentissage en ligne et organisé des webinaires sur des sujets tels que l'utilisation de l'IA dans les PME. Ce faisant, il permet d'accélérer la maîtrise, l'application et la diffusion internationale des solutions innovantes, suivant ainsi la devise de l'ONUDI invitant au progrès par l'innovation pratique.



Site Web
du SMIC

Développement industriel

Promouvoir des chaînes d'approvisionnement équitables et durables

L'ONUDI aide le Paraguay à accroître sa compétitivité

Le projet intitulé « Enhancing Business Intermediary Organizations' Support Services for MSMEs Competitiveness in Paraguay » (Améliorer les services d'appui offerts par les organisations intermédiaires pour accroître la compétitivité des microentreprises et des PME au Paraguay) démontre de manière éclatante qu'une coopération ciblée favorise une croissance inclusive et durable. Mise en œuvre par l'ONUDI et financée par l'Union européenne de 2019 à 2024, cette initiative a joué un rôle moteur dans l'amélioration de la compétitivité et de la viabilité de centaines de microentreprises et de PME paraguayennes.

Le projet a permis de renforcer les capacités institutionnelles et techniques de deux organisations intermédiaires : la Fédération des coopératives de production, composée principalement de coopératives rurales, et l'Union industrielle paraguayenne, qui soutient des microentreprises et des PME de nombreux secteurs. Avec le concours de l'ONUDI, ces deux organisations ont aidé près de 400 entreprises membres, dont 76 % étaient dirigées par des femmes, à obtenir des certifications de qualité, à mettre en œuvre des plans de production propre, à acquérir des machines agricoles et à optimiser leurs processus pour gagner en efficacité. Elles ont également mis en place, pour leurs membres, 14 nouveaux services d'aide au développement des entreprises, qui allaient de l'aide à la certification à la gestion des flux de travail.

Dans le cadre du projet, un programme de débouchés pour l'économie circulaire a permis d'octroyer des subventions d'un montant pouvant aller jusqu'à 30 000 euros à des initiatives adoptant les principes de l'économie circulaire. Des formations et des manifestations ont été organisées pour près de 300 travailleurs et travailleuses, qui ont été soutenus dans la création de produits innovants, tels que du bio-cuir ou des aliments pour le bétail fabriqués à partir de déchets industriels. Ainsi, une entreprise dirigée par des femmes a élaboré une ligne de vêtements en cuir végétal fabriqué à partir de peaux de mangue mises au rebut. Une autre entreprise a lancé une gamme de biscuits sains fabriqués à partir de son de maïs, un sous-produit de la farine, qui est maintenant vendue dans 15 magasins. Ces projets illustrent la réalisation de deux objectifs fondamentaux de l'ONUDI, consistant à promouvoir des chaînes d'approvisionnement durables et à stimuler le progrès par l'innovation.

Retombées des projets au Paraguay (2024)



21 PME appliquent désormais des plans de production propre

+ de 650 chefs d'entreprise, collaborateurs et collaboratrices ont amélioré leurs compétences par la formation

Les organisations intermédiaires ont mis en place **14 nouveaux services d'aide aux entreprises** et en ont amélioré **16**

20 emplois ont été créés

19 microentreprises et PME ont obtenu des certifications de produits ou de services

31 associations rurales ont obtenu de petites machines agricoles

6 mécanismes de financement de l'innovation ont été mis en œuvre

15 microentreprises et PME industrielles et **8** associations rurales ont fait l'objet d'un audit interne ISO 9001:2015 et sont prêtes pour la certification ; **2** l'ont déjà obtenue



Programme de débouchés pour l'économie circulaire

Développement industriel

Promouvoir l'accès à l'énergie propre et l'action climatique



Il est essentiel de disposer de solides cadres juridiques et institutionnels pour assurer la compétitivité et la résilience des industries. L'ONUDI aide les États Membres à réglementer la gestion durable des ressources et de l'énergie, des polluants industriels et des autres substances toxiques en donnant aux décideurs les moyens de tracer la voie d'un progrès économique à faible émission de carbone et en favorisant, au niveau local, l'essor de celles et ceux qui font preuve d'esprit d'entreprise et d'innovation.

Se faire les pionniers de l'innovation fondée sur l'hydrogène à faibles émissions au Centre international de promotion de l'hydrogène comme source d'énergie

L'utilisation de l'hydrogène comme énergie de substitution aux combustibles fossiles pourrait garantir la neutralité carbone à l'avenir. L'ONUDI dirige de nombreux programmes sur les technologies faisant intervenir l'hydrogène dans son Centre international de promotion de l'hydrogène comme source d'énergie, créé en Chine en 2021, en collaboration avec l'Institut de recherche et de développement industriel Tsinghua de Beijing, le Bureau municipal de l'économie et de l'informatique de Beijing et le Centre chinois international d'échanges économiques et techniques.

En 2024, le Centre a fait progresser les travaux de recherche-développement menés sur cinq technologies essentielles faisant intervenir l'hydrogène, et incubé neuf entreprises qui cherchaient à les commercialiser. Il a également organisé la plus grande démonstration au monde de production d'hydrogène à partir d'énergies renouvelables dans une installation de la région autonome de Mongolie intérieure, en Chine. Une fois sa construction achevée, cette installation devrait produire environ 1 million de tonnes d'ammoniac vert et de fer de réduction directe, des intrants courants utilisés respectivement pour la production d'engrais et d'acier, qui nécessitaient traditionnellement la combustion de combustibles fossiles. Les démonstrations du Centre créent des précédents mondiaux – c'est en effet la première fois que de l'hydrogène vert est utilisé dans l'industrie lourde – et ouvrent de nouvelles perspectives de réduction des émissions de carbone.

Le Centre est un pôle mondial pour les gouvernements, les scientifiques et les chefs d'entreprise qui souhaitent participer à des échanges sur l'hydrogène comme



Retombées des projets du Centre international de promotion de l'hydrogène comme source d'énergie (2024)



1 norme internationale et **2** normes nationales ont été élaborées pour l'industrie de l'hydrogène

100 professionnels ont été formés dans le cadre de séminaires sur l'hydrogène

90 publications pédagogiques ont été diffusées

5 projets concernant des technologies essentielles faisant intervenir l'hydrogène ont progressé au stade de la recherche-développement

9 entreprises s'occupant de technologies faisant intervenir l'hydrogène ont bénéficié d'un accompagnement

source d'énergie et constituer de nouveaux partenariats d'investissement. En 2024, il a été visité plus de 100 fois par des parties prenantes internationales et il a organisé un forum international pour le développement d'une industrie de l'hydrogène. Il contribue également à l'élaboration de normes internationales pour l'utilisation de l'hydrogène à grande échelle et de normes nationales pour l'utilisation de l'ammoniac vert en Chine.

Toutes ces activités concourent à la création de l'infrastructure industrielle, de l'écosystème entrepreneurial et de la base de connaissances nécessaires pour favoriser la croissance de systèmes énergétiques reposant sur une utilisation d'hydrogène sans incidence sur le climat.



Site Web du projet

Développement industriel

Promouvoir l'accès à l'énergie propre et l'action climatique

Promouvoir le développement de petites centrales hydroélectriques et l'économie circulaire au Nigéria

Le Nigéria fait face à de graves pénuries d'électricité, car ses capacités de production sont insuffisantes, il dépend trop des combustibles fossiles et ses réseaux de transport et de distribution de l'énergie sont fragiles. Afin d'améliorer l'accès à une énergie abordable, fiable et durable dans ce pays, l'ONUDI élabore des plans pour équiper tout le territoire de petites centrales hydroélectriques, à l'aide d'un financement de l'Union européenne et des administrations des États fédérés.

En mars 2024, l'ONUDI et l'Union européenne ont lancé un programme triennal de 9 millions d'euros dont l'objectif est de repérer et d'aménager dans le pays au moins six emplacements pour ces petites centrales hydroélectriques. À ce jour, quatre des six emplacements ont été choisis et les administrations des États fédérés se sont engagées à cofinancer 30 % de chaque chantier. L'ONUDI apporte également son aide pour doter six entreprises locales des capacités nécessaires pour fabriquer de petites turbines hydroélectriques, et elle prévoit, à cette fin, de les former et de leur accorder une licence sous la direction de constructeurs européens réputés.

Dans l'État fédéré de Gombe, l'administration a fourni 575 millions de nairas pour financer les travaux de génie civil et couvrir le coût de la main-d'œuvre locale, tandis que l'ONUDI se charge de l'achat de matériel électromécanique et de la modernisation d'une installation de 320 kilowatts au barrage de Balanga. À pleine capacité, le site du barrage de Balanga devrait répondre aux besoins d'irrigation et d'électrification de dizaines de milliers de Nigériens vivant en milieu rural. Dans la perspective de l'aménagement d'un deuxième site dans l'État de Cross River, des discussions sont en cours avec le Ministère du tourisme, l'administration de l'État fédéré et des partenaires régionaux pour organiser le cofinancement de la construction d'une petite centrale hydroélectrique de 2,5 mégawatts destinée à alimenter en énergie des stations touristiques et des localités rurales dans une région connue pour son tourisme.

Ce projet permettra à l'ONUDI d'élargir l'accès à l'énergie pour l'irrigation et l'électrification, ce qui contribuera à la sécurité alimentaire, à l'augmentation de la productivité et à l'amélioration des moyens de subsistance dans les localités rurales.



Annonce du projet

Guider l'Égypte dans sa transition vers une croissance verte inclusive

En Égypte, les microentreprises et les PME dont la mission est d'atténuer les effets des changements climatiques voient leur croissance et leur développement entravés par de grandes difficultés, notamment des investissements limités et des normes réglementaires obsolètes. À l'aide d'un financement de l'Italie et de la Suisse, l'ONUDI aide les entreprises œuvrant dans les domaines des déchets agricoles, des énergies renouvelables et de l'agriculture durable, dont beaucoup se trouvent dans les régions rurales et sous-développées du sud de l'Égypte, dans le cadre de son projet intitulé « Inclusive Green Growth in Egypt » (Une croissance verte inclusive en Égypte). Les interventions de l'ONUDI se déroulent à petite échelle, par la facilitation des investissements, et à moyenne et grande échelles, par le soutien d'un changement systémique propice à l'essor de l'économie circulaire.

Mise au point conjointement avec le Ministère de l'environnement et lancée en 2023, la plateforme électronique d'investissement pour le climat et l'environnement donne accès aux travaux de recherche sur les secteurs verts et aux profils de microentreprises et de PME vertes, le but étant de mettre en relation des chefs d'entreprise avec des investisseurs et des parties prenantes du secteur public. Tout au long de l'année 2024, des données et des études y ont été ajoutées, et des ateliers et des manifestations ont renforcé la mobilisation des chefs d'entreprise et des investisseurs.

Le projet de croissance verte inclusive en Égypte a permis d'élaborer, en collaboration avec les parties prenantes du secteur public, des politiques et des réglementations propres à favoriser la croissance des microentreprises et des PME vertes. L'ONUDI a aidé le Ministère de l'industrie à élaborer une nouvelle stratégie industrielle, axée précisément sur l'industrie verte et la fabrication de technologies vertes. Elle a également aidé le Ministère de l'environnement à établir un document d'orientation pour organiser la transition vers une bioéconomie circulaire. Parmi les réalisations à leur actif, on peut citer l'élaboration de normes relatives aux engrais biosourcés

Développement industriel

Promouvoir l'accès à l'énergie propre et l'action climatique

ou l'actualisation de celles qui existaient, pour répondre aux exigences en matière d'exportation et d'enregistrement applicables aux industries vertes naissantes, qui a contribué à renforcer les moyens dont disposaient les microentreprises et les PME vertes pour se développer et accroître leur capacité d'action en faveur du climat.



Plateforme électronique d'investissement

Deux nouveaux centres l'ont intégré en 2024. Bakou est devenu le pays d'accueil du Centre de l'Asie occidentale, et à Luanda, le Centre de l'Afrique de l'Est pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique est devenu pleinement opérationnel. Avec le soutien de l'ONUDI et un financement de l'Autriche et de la Commission européenne, un système régional d'information sur l'énergie en Afrique centrale et des normes minimales de performance énergétique pour les appareils électriques sont en cours d'élaboration.

Dans le cadre du Centre de l'Afrique australe pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, 16 pays ont adopté des normes minimales de performance énergétique pour la réfrigération et la climatisation. En partenariat avec l'Alliance internationale pour l'énergie solaire et l'ONUDI, les centres de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique de l'Ouest et du Pacifique ont fini d'élaborer les cadres régissant la qualité et la certification en matière d'énergie solaire pour leurs membres, dans lesquels sont énoncées des lignes directrices relatives à la création d'infrastructures pour les produits et les services liés à l'énergie solaire. L'établissement de ces normes constitue une étape essentielle sur la voie de l'élimination des secteurs très polluants et marque le début de la transition vers des systèmes énergétiques ne portant pas atteinte au climat.

À l'occasion de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, qui comptent parmi les plus vulnérables aux effets des changements climatiques, l'ONUDI a coorganisé, en 2024, dans le cadre de son réseau mondial de centres régionaux pour les énergies durables, quatre manifestations pour diffuser les meilleures pratiques en matière de chaînes d'approvisionnement durables, d'action climatique et d'innovation verte. À la Conférence sur un monde libéré de la faim, qui s'est tenue à Addis-Abeba, le réseau a lancé un appel à l'action en faveur d'un programme d'investissements public-privé massifs consacrés à des solutions d'énergie renouvelable décentralisées et à du matériel agroalimentaire rentable. Ce programme soutiendrait les pays en développement touchés par la hausse des prix et par les perturbations qui secouent les chaînes d'approvisionnement en denrées alimentaires et en biens de première nécessité (voir chap. 2).



Site Web du projet

Résultats du projet de croissance verte inclusive en Égypte (2024)

2 stratégies nationales sur l'industrie verte et l'économie circulaire

2 documents d'orientation sur les technologies vertes

4 normes relatives aux engrais biosourcés

1 ensemble de lignes directrices relatives à l'enregistrement des engrais biosourcés

52 nouveaux acteurs du marché participent à des concertations sur les politiques à mener (dont 31 % de femmes)

Le réseau mondial de centres régionaux pour les énergies durables de l'ONUDI s'étend pour accélérer la transition vers des énergies renouvelables et vertes

Depuis 2010, l'ONUDI travaille en partenariat avec les communautés économiques régionales du Sud mondial dans le cadre de son réseau mondial de centres régionaux pour les énergies durables. Ce réseau permet aux États Membres qu'il rassemble d'apprendre les uns des autres et de communiquer les uns avec les autres dans le cadre de leur transition vers des énergies propres.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL INCLUSIF ET DURABLE

L'ONUUDI collecte, produit et diffuse des données qui aident les États Membres à suivre leurs performances industrielles à court et à long terme. Elles s'appuient sur les six indicateurs relatifs à l'industrie de l'objectif de développement durable n° 9, de la réalisation duquel l'ONUUDI est l'organisme responsable. Le suivi et l'évaluation continus, l'assistance technique et la formation à la collecte de données aident les États Membres à fournir des données nationales de qualité.

Des statistiques fiables sont essentielles pour cerner les chances à saisir et les obstacles à surmonter et pour définir une politique efficace en faveur d'un développement durable et de la prospérité. L'ONUUDI fournit des données industrielles cohérentes, comparables et granulaires permettant de suivre la production manufacturière et la participation aux chaînes d'approvisionnement partout dans le monde, et d'adopter des technologies propres susceptibles de réduire les émissions.

Pour faciliter l'utilisation du portail de statistiques de l'ONUUDI, une nouvelle interface et un catalogue amélioré d'indicateurs de la performance industrielle et d'outils d'analyse de données ont été rendus publics en 2024 pour aider les États Membres à suivre leurs performances et leurs progrès.

Les données de l'ONUUDI ont également été utilisées pour la rédaction de l'édition 2024 du rapport du Secrétaire général intitulé *Point sur les objectifs de développement durable*, ainsi que de l'édition 2024 du *Rapport sur les objectifs de développement durable*, des rapports mensuels et trimestriels de l'ONUUDI et de l'édition 2024 de son *International Yearbook of Industrial Statistics* (annuaire international de statistiques industrielles), qui recense les tendances observées, les obstacles à surmonter et les chances à saisir en matière de développement industriel durable.

En 2024, l'ONUUDI a introduit quelques changements pour améliorer la communication des données relatives

à la réalisation de l'objectif 9. Pour se conformer plus strictement aux statistiques officielles, elle a commencé à rendre compte de l'indicateur 9.b.1 (Proportion dans la valeur ajoutée totale de la valeur ajoutée des secteurs de moyenne et haute technologie) en fonction de la classification des activités déclarée par chaque pays. Pour améliorer la représentativité des données, elle a proposé des modifications à l'indicateur 9.3.1 de manière à permettre une définition plus souple des petites entreprises, qui tienne compte des définitions propres à chaque pays.

Cette amélioration constante du traitement des données permet à l'ONUUDI de définir de nouveaux éléments de référence en matière de suivi et de communication des performances industrielles, ce qui donne lieu à des politiques plus étayées et forme un socle plus solide pour permettre l'innovation dans les pratiques industrielles durables.



[Portail de statistiques de l'ONUUDI](#)

Les rapports statistiques orientent l'élaboration des politiques

Dans l'édition 2024 de l'*International Yearbook of Industrial Statistics*, il est indiqué que, si la part de l'industrie manufacturière dans le produit intérieur brut mondial a augmenté entre 2000 et 2023, il n'en a pas été de même de l'emploi. Les femmes restent sous-représentées dans l'emploi manufacturier, en particulier dans les secteurs de haute technologie. Des données très récentes sont présentées pour montrer qu'il est possible de découpler la croissance économique des émissions de CO₂ et que cela se produit déjà. Bien que l'activité industrielle ait



Un représentant de l'ONUDI présente le projet EQUIP lors d'un atelier en Mongolie.

augmenté, il n'y a pas eu d'augmentation équivalente des émissions de gaz à effet de serre. Cette analyse des données permet de réduire l'importance de ces problèmes dans l'action à mener.

À l'occasion de la trentième édition de l'annuaire, un chapitre thématique passe en revue le passé et le présent du développement industriel, ainsi que les tendances mondiales qui ont des incidences sur le secteur, comme les émissions de gaz à effet de serre, le progrès technologique, le déplacement du pouvoir économique et les disparités en matière d'emploi.

Pour la première fois en vingt ans, une version en ligne du *Rapport sur le développement industriel* a été publiée en 2024, ce qui a permis à son lectorat de parcourir ses principales conclusions et données de manière conviviale et interactive. Quatre rapports de région, y compris les versions du rapport consacrées aux régions, et six notes de synthèse ont apporté des éclairages particuliers, propres à aider les États Membres à planifier et adopter des politiques en faveur de systèmes industriels solides et durables.



International Yearbook of Industrial Statistics 2024



L'Annuaire international de statistiques industrielles



Rapport sur le développement industriel 2024 (version en ligne) (en anglais)



UNITED NATIONS
INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION
Progress by innovation

رؤية
2030
مملكة العربية السعودية
KINGDOM OF SAUDI ARAB

Ministry of Industry
& Mineral Resources

Le Directeur général de l'ONUDI, Gerd Müller, et le Ministre de l'industrie et des ressources minérales de l'Arabie saoudite, Bandar Alkhorayef, signent une déclaration conjointe de partenariat stratégique.

Une boîte à outils apporte une validité scientifique au processus d'élaboration des politiques industrielles

Avec l'appui de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), l'ONUDI a rendu publique la boîte à outils entièrement remaniée du projet d'amélioration de la qualité des politiques industrielles (EQUIP). Le projet EQUIP propose une méthode multidimensionnelle, fondée sur des données probantes, pour étayer le processus d'élaboration des politiques et suivre les progrès accomplis dans la réalisation d'un ensemble concerté d'objectifs de développement industriel. Il fournit des lignes directrices pour élaborer des politiques de manière structurée et stratégique en utilisant des outils et des méthodes de pointe, afin de renforcer les capacités internes dont disposent les administrations publiques pour concevoir, gérer et mettre en œuvre des politiques industrielles.

S'appuyant sur les connaissances théoriques et l'expérience pratique accumulées pendant des années, cette boîte à outils permet aux responsables politiques des pays en développement de promouvoir efficacement la transformation structurelle de leurs pays d'une manière inclusive et durable. Depuis sa création, en 2014, elle a été déployée dans plus de 25 pays. Dans sa dernière version,

sa validité scientifique et sa portée ont été considérablement améliorées.



Projet EQUIP d'amélioration de la qualité des politiques industrielles

Un forum aide les États Membres à accroître l'efficacité de leurs politiques

L'ONUDI organise le forum multilatéral sur la politique industrielle, qui aide les États Membres, en particulier les pays les moins avancés (PMA), à mettre en commun leurs connaissances et leurs meilleures pratiques afin de concevoir et de mettre en œuvre des politiques industrielles plus efficaces.

En 2024, le forum a été organisé à Riyad, en partenariat avec le Ministère saoudien de l'industrie et des ressources minérales. Plus de 3 000 personnes venues de plus de 80 pays y ont participé, et plus de 10 000 internautes l'ont suivi en ligne, ce qui montre son intérêt et son influence croissante sur la scène mondiale. Les trois grands thèmes sur lesquels il a porté étaient : l'IA, la transition numérique et

l'automatisation dans l'industrie manufacturière ; la transition vers des énergies propres ; et des chaînes d'approvisionnement durables et résilientes pour la création de valeur ajoutée et d'emplois au niveau local.

Lors de ce forum, la signature du cadre de programmation stratégique ONUDI-Arabie saoudite et la création d'un bureau sous-régional de l'ONUDI à Riyad ont été annoncées, le pays s'engageant à investir 24 millions de dollars dans des projets techniques de l'ONUDI, portant par exemple sur la transformation numérique des PME et la formation à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.



Forum multilatéral sur la politique industrielle

En plus d'avoir signé un programme de partenariat pays avec la République démocratique du Congo pour évaluer les lacunes et les besoins de ce pays sur le plan des politiques publiques, l'ONUDI a lancé son centre d'apprentissage sur l'objectif 9, qui centralise plus de 150 cours en ligne complets, supports de formation et outils de développement des capacités de l'Organisation sur un portail unique et convivial.



Centre d'apprentissage de l'ONUDI sur l'objectif 9



Le centre d'apprentissage de l'ONUDI sur l'objectif 9 contribue au renforcement des connaissances et de la formation sur l'industrie au niveau mondial.

L'ONU DI DANS LE PROGRAMME MONDIAL DE DÉVELOPPEMENT

L'année 2024 a été une année charnière, marquée par plusieurs conférences phares qui ont permis de définir le programme international de développement pour les années à venir. L'ONU DI a travaillé avec les États Membres à faire reconnaître l'importance d'un développement industriel durable pour relever les défis actuels, notamment la faim, les changements climatiques et la durabilité des chaînes d'approvisionnement.

Dans la perspective du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2024, le Conseil du développement industriel a apporté sa contribution sur le rôle d'une industrialisation durable dans la réalisation des objectifs de développement durable examinés (1, 2, 13, 16 et 17). L'Organisation a également apporté des contributions de fond aux débats du Conseil économique et social sur le financement du développement, la jeunesse, et la science, la technologie et l'innovation.

Pendant le forum, l'ONU DI a dirigé des débats sur la manière dont les politiques industrielles modernes pouvaient contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, en association avec l'Autriche et l'Éthiopie, qui coprésidaient le Groupe des amis du développement industriel inclusif et durable.

À l'occasion du fameux Sommet de l'avenir, les États Membres ont adopté le Pacte pour l'avenir, dans lequel il ont réaffirmé leur détermination à combler le déficit de financement de la réalisation des objectifs de développement durable en augmentant leurs investissements dans une industrialisation durable. L'ONU DI a été nommée par le Secrétaire général pour siéger au comité directeur de la mise en œuvre du Pacte, où elle codirigera les travaux visant à élargir l'accès aux avantages offerts par l'économie numérique, menés dans le cadre du Pacte numérique mondial figurant en annexe du Pacte pour l'avenir.



Forum politique de haut niveau pour le développement durable 2024

© Service photographique de l'ONU/Manuel Elias

Au cours des Journées d'action qui ont précédé le Sommet de l'avenir, l'ONUDI a présenté des solutions industrielles propres à remédier à la fracture numérique et, à l'occasion d'une manifestation organisée en marge de ces Journées, elle a lancé sa plateforme de solutions (voir chap. 6) avec le Gouvernement éthiopien, Google et l'Organisation internationale du café.

En marge de la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'ONUDI et ses partenaires ont également promu des solutions pour la décarbonation et l'action climatique, la durabilité des chaînes d'approvisionnement et l'industrialisation en Afrique.

Dans le cadre de la dernière manifestation de haut niveau sur la troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA III), l'ONUDI a délibéré avec les gouvernements, les institutions régionales, les partenaires de développement et le secteur privé sur la possibilité d'une quatrième Décennie et sur la manière dont ils pourraient, ensemble, mettre en œuvre le Pacte pour l'avenir en Afrique. L'accent a été mis sur la promotion de la croissance économique, la création d'emplois, la création de valeur ajoutée, la sécurité alimentaire et la prospérité à long terme, par des investissements et des partenariats.

Par le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement et le Programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2024-2034, la communauté

internationale a souligné qu'il importait de renforcer les capacités de production locales et de diversifier les économies, réaffirmant ainsi l'importance du travail de l'ONUDI. En tant que membre du comité consultatif de la présidence de l'Assemblée générale sur les pays en développement sans littoral, les PMA et les petits États insulaires en développement, l'ONUDI contribue au débat mondial sur la promotion d'un développement durable dans ces pays vulnérables.

Dans le rapport biennal de son Directeur général sur la coopération pour le développement industriel, l'ONUDI a rendu compte à l'Assemblée générale des grandes tendances observées, des obstacles à surmonter et des chances à saisir en matière d'industrialisation. Dans une nouvelle résolution sur la coopération pour le développement industriel adoptée par l'Assemblée générale, celle-ci réaffirme les trois nouvelles priorités de l'ONUDI et invite l'Organisation à étudier la possibilité d'une quatrième Décennie du développement industriel de l'Afrique et à contribuer, en 2025, à la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement et au deuxième Sommet mondial pour le développement social.



Pacte pour l'avenir



Sommet de l'avenir

UN Photo / Joey Felipe

LE G20 ET LE GROUPE BRICS : S'INVESTIR DANS LA GOUVERNANCE MONDIALE POUR L'AVENIR

Sous la présidence du Brésil, l'ONUDI a continué à coopérer activement avec le Groupe des Vingt (G20) en contribuant, par ses compétences techniques et ses conseils, aux travaux de multiples groupes de travail et à de nombreuses initiatives. Membre fondateur de la nouvelle Alliance mondiale du G20 contre la faim et la pauvreté, l'Organisation aidera à organiser la mise en service des systèmes alimentaires et l'agro-industrialisation nécessaires à la réalisation des cibles des objectifs 1 et 2 du Programme 2030.

Les conseils dispensés au groupe de travail du G20 sur le développement et à la réunion ministérielle ont porté sur l'égalité d'accès aux ressources et aux capacités productives. Ils ont permis d'orienter l'action à mener au niveau mondial, conformément à la déclaration finale, pour renforcer la coopération à la fois au niveau international et entre les pays en développement.

L'assistance technique et les conseils pratiques en matière d'énergie propre, de décarbonation industrielle et d'hydrogène vert dispensés par l'ONUDI au groupe de travail du G20 sur la transition énergétique ont aidé la réunion ministérielle à progresser dans la réalisation de son programme en faveur de solutions communes fondées sur des énergies propres.

L'Organisation a soutenu l'initiative du G20 sur la bioéconomie et contribué à l'élaboration des principes de haut niveau sur la bioéconomie régissant l'action internationale à mener dans ce domaine. Les contributions de fond apportées par l'ONUDI aux forums et mécanismes intergouvernementaux, notamment au forum politique de haut niveau pour le développement durable, au forum mondial du Groupe ministériel sur l'énergie propre, à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de



Cecilia Ugaz Estrada, Adjointe du Directeur général et Directrice principale à l'ONUDI, s'exprime au G20.

2024 et au Partenariat mondial pour l'application de l'hydrogène dans l'industrie, ont facilité l'intégration de considérations industrielles dans les résultats des politiques publiques à mener dans ces domaines.

Au sein du groupe de travail du G20 sur l'économie numérique, l'ONUDI a montré comment l'IA pouvait être utilisée à des fins productives, en particulier pour les petites entreprises des pays en développement. La valeur de ces nouvelles technologies, dont la déclaration finale a rendu compte, justifie la priorité accordée par la prochaine présidence aux microentreprises et aux PME.

Sous la présidence italienne du Groupe des Sept (G7), une nouvelle initiative public-privé sur le café a été lancée lors de la réunion ministérielle sur le développement, en octobre 2024. L'ONUDI en est la principale partenaire technique, c'est-à-dire qu'elle favorise sa mise en œuvre et mobilise les investissements du secteur privé, afin de faire augmenter la productivité et la création de valeur ajoutée dans les pays en développement producteurs de café.

Tout au long de l'année 2024, l'ONUDI a également développé sa coopération industrielle avec le groupe BRICS élargi (Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Elle a contribué aux travaux du groupe consultatif de son Partenariat pour une nouvelle révolution industrielle (PartNIR), qui ont donné lieu à l'élaboration d'un cadre plus complet pour l'initiative ONUDI-BRICS sur les compétences industrielles. En mettant en place un réseau dynamique, l'ONUDI vise à renforcer les capacités, à promouvoir les meilleures

pratiques et à favoriser l'innovation dans des secteurs industriels essentiels.

La huitième réunion des ministres de l'industrie du groupe BRICS, qui s'est tenue à Nijni Novgorod (Fédération de Russie) en août 2024, a décidé de créer le centre de compétences industrielles du groupe BRICS (BCIC), en coopération avec l'ONUDI, afin de renforcer le potentiel industriel des pays concernés. Ce pôle de connaissances centralisera les meilleures pratiques et les avancées technologiques recensées dans les domaines de l'innovation, du développement durable et de la transformation numérique. L'ONUDI a également eu des échanges bilatéraux avec plusieurs membres du groupe BRICS, et diffusé des connaissances techniques dans le cadre d'un séminaire hybride sur la cybersécurité industrielle organisé en partenariat avec le groupe consultatif du PartNIR, la société de sécurité informatique Kaspersky et l'Alliance mondiale de l'ONUDI sur l'IA pour l'industrie et la fabrication.

Le rôle de l'ONUDI a été encore renforcé par la Déclaration de Kazan, adoptée à l'issue du seizième Sommet des BRICS, qui s'est tenu en octobre 2024, par laquelle le lancement du BCIC a été officiellement annoncé et l'ONUDI saluée pour son importance cruciale dans le développement industriel des pays du groupe BRICS.



Centre d'innovation du PartNIR
du groupe BRICS



Participation de l'ONUDI à la réunion de haut niveau des ministres de l'industrie des pays du groupe BRICS en 2024



Les formations inclusives permettent d'attirer plus de femmes dans les carrières majoritairement masculines

Les secteurs tels que la construction et l'exploitation minière, les transports, l'agroforesterie, la gestion de l'eau et l'assainissement, et la mécanique, sont dominés par les hommes. Pour répondre à la demande du marché du travail et ouvrir des perspectives aux femmes, la Plateforme d'apprentissage et de perfectionnement des connaissances de l'ONUDI a collaboré avec des partenaires pour concevoir des formations et des systèmes neutres du point de vue du genre.

Financées par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et mises en œuvre dans le cadre de partenariats de développement public-privé, ces formations sont conçues pour bénéficier à la fois aux étudiantes et aux étudiants. Les équipes de direction, les équipes éducatives, les spécialistes de l'orientation professionnelle et le personnel dans son ensemble reçoivent une formation spécialisée, et les supports pédagogiques sont exempts de stéréotypes de genre, ce qui permet à toutes les personnes participantes de s'identifier. Les installations ont été équipées et des services prévus pour répondre à différents besoins, par exemple des toilettes séparées pour les femmes et des transports sécurisés dans les régions où les femmes ne sont pas en sécurité lorsqu'elles voyagent seules. Les modalités des stages sont souples, de sorte qu'il est possible d'y participer tout en assumant de nombreuses responsabilités domestiques, et les leçons sont mises en contexte pour les élèves ayant un faible niveau d'instruction.



Stagiaire au Centre zambien de formation industrielle

Des supports promotionnels et des publications sur les médias sociaux présentent des exemples de stages qui ont été couronnés de succès pour leurs participantes, pour inspirer de futures stagiaires et sensibiliser les populations aux avantages de l'égalité des sexes dans la formation professionnelle. Grâce à cette stratégie, l'ONUDI a réussi à faire augmenter le nombre d'inscriptions de femmes aux programmes de formation professionnelle qu'elle organise en Éthiopie, au Maroc et en Zambie.



Meilleures pratiques internationales en matière d'intégration des questions de genre



Retombées des formations dispensées par la Plateforme d'apprentissage et de perfectionnement des connaissances de l'ONUDI (2024)

Éthiopie – HDECoVA (engins lourds et véhicules industriels) :

Le taux moyen de **participation des femmes**, de **17,3 %**, a dépassé le taux suédois, de 14 %

Éthiopie – Centre de formation MISALE (conduite commerciale) :

358 conductrices de bus ont été formées. **Les revenus ont augmenté de 50 %**

Maroc – H₂O Maghreb (gestion de l'eau et assainissement) :

75 % de femmes ont obtenu un diplôme, et **45 % gagnent plus** aujourd'hui

Zambie – ZAMITA (engins lourds et transport) :

La participation des femmes a augmenté de 13 % dans le secteur des machines lourdes







Créer un environnement propice à une croissance durable : passer à l'échelle supérieure pour mettre en place un écosystème industriel résilient

L'ONUDI prête assistance à des réseaux qui permettent aux petites entreprises de gagner en efficacité et de se développer. Elle collabore avec les parties prenantes en vue d'amorcer les changements nécessaires dans les pratiques commerciales, la technologie, l'investissement, la gouvernance, les normes et les politiques. Cela contribue à l'établissement d'infrastructures et de chaînes d'approvisionnement durables, qui favorisent les échanges et ouvrent des débouchés aux entreprises de production des pays en développement, afin que celles-ci puissent négocier dans des conditions équitables.

La collaboration entre les entreprises, les organisations publiques et privées, les consommateurs et consommatrices et les gouvernements aide les entreprises et les personnes qui les dirigent à innover, à mobiliser des investissements et à accéder à de nouveaux marchés. Ce système interconnecté contribue à la réalisation d'objectifs mondiaux tels que ceux du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.



CRÉER LES PASSERELLES QUI VONT RENDRE POSSIBLE UN MONDE LIBÉRÉ DE LA FAIM

Un écosystème agro-industriel solide favorise non seulement la création d'emplois, mais aussi l'approvisionnement alimentaire, ce qui entraîne une transformation des collectivités et des économies. La formation dispensée par l'ONUDI sur les normes de qualité, les réglementations et la conformité aide même les plus petites entreprises à porter leur production à des niveaux qui leur permettent de nourrir davantage de personnes et d'améliorer leurs moyens de subsistance.

Améliorer la production de pommes et de viande pour améliorer la qualité et les revenus au Pakistan

Les secteurs de la pomiculture et de l'élevage fournissent traditionnellement des moyens de

subsistance à des millions de Pakistanais et de Pakistanaïses des zones rurales, mais les entreprises locales de production et de transformation n'ont pas les ressources nécessaires pour garantir le respect de normes de qualité et de sécurité strictes dans le secteur. Dans le cadre du projet d'aide au développement de l'agroalimentaire et de l'agro-industrie (PAFAID), l'ONUDI a aidé à mettre en place des installations modernes de transformation de la viande dans le Khyber Pakhtunkhwa et des pommes au Baloutchistan, et elle a inculqué de bonnes pratiques à des milliers de travailleurs et de travailleuses.

Pour améliorer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, l'ONUDI a modernisé trois laboratoires dans les deux provinces et mis en place un système de gestion de l'information pour rationaliser l'inspection et la certification halal de la viande par l'autorité



Bénéficiaires du projet PAFAID
de l'ONUDI au Pakistan

de sécurité sanitaire du Khyber Pakhtunkhwa. Au Baloutchistan, les entreprises de transformation des pommes ont été formées à des technologies de calibrage/triage et à des technologies vertes dans trois nouvelles unités de calibrage/triage et une installation de transformation, ce qui leur a permis d'accroître leur efficacité, leur durabilité et leur rentabilité. Les entreprises locales de production de pommes peuvent désormais satisfaire aux normes de qualité des grands acheteurs, ce qui leur permet d'augmenter considérablement leurs revenus.

Dans le Khyber Pakhtunkhwa, la nouvelle installation de transformation de la viande alimentée par l'énergie solaire comprend un grand abattoir moderne, une salle de transformation de la viande et une boucherie, ainsi qu'un institut où les personnes intéressées peuvent développer leurs compétences en matière de boucherie et apprendre à respecter les normes de sécurité sanitaire des aliments. Les boucheries et les entreprises de transformation de la viande qui ont été équipées d'outils leur permettant de développer de nouveaux produits ont pu ainsi augmenter leurs revenus.

Le projet PAFaid a permis d'améliorer les débouchés pour les femmes en créant et en soutenant la première coopérative féminine de viande dans le Khyber Pakhtunkhwa et en modernisant le laboratoire de transformation alimentaire de la division des femmes au Baloutchistan. Les programmes de formation aux nouvelles techniques de laboratoire et à la transformation alimentaire ont bénéficié à plus de 2 200 personnes, dont 906 femmes. En fin de compte, l'augmentation de la production et des ventes a permis d'améliorer les moyens de subsistance de plus de 30 000 personnes..



Projet PAFaid

Améliorer la sécurité sanitaire des aliments, les pratiques après récolte et la gestion de crise au Burkina Faso

Pays enclavé, le Burkina Faso connaît une grave insécurité alimentaire due aux effets dévastateurs des changements climatiques, à de lourdes pertes après récolte et à des normes de sécurité sanitaire et de qualité des aliments insuffisantes. Les violents conflits qui y ont fait rage ont plongé de



Réalisation du projet PAFaid (2024)



101 740 personnes ont eu accès à des aliments de qualité

2 537 emplois ont été créés ou conservés (1 486 occupés par des hommes et 1 051 par des femmes)

12 technologies de transformation et d'analyse des aliments ont été adoptées

5 guides pratiques de conformité aux politiques ont été élaborés

35 boucheries ont reçu du matériel pour satisfaire aux normes de sécurité sanitaire

73 entreprises ont été financées ou équipées

nombreuses personnes dans la famine et les ont rendues dépendantes des importations de denrées alimentaires. Les réserves alimentaires sont un moyen essentiel d'améliorer l'accès à la nourriture et sa disponibilité en cas de crise et de fluctuations de l'offre.

En partenariat avec le Programme alimentaire mondial (PAM), l'ONUDI a renforcé les capacités institutionnelles du pays en matière de sécurité alimentaire et de gestion de crise entre juin 2023 et juin 2024. Cette intervention a permis de renforcer les capacités de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS) et des acteurs de la chaîne d'approvisionnement, en leur inculquant les meilleures pratiques à adopter en matière de gestion des réserves alimentaires, de lutte intégrée contre les ravageurs et de sécurité sanitaire des aliments. En investissant 166 000 dollars dans du matériel de laboratoire et du matériel informatique, la SONAGESS s'est dotée de capacités accrues pour détecter et prévenir la contamination des stocks de denrées alimentaires.

Dans le cadre de leur initiative conjointe, le PAM et l'ONUDI ont formé 80 acteurs locaux aux meilleures pratiques après récolte pour leur apprendre à préserver la sécurité sanitaire des aliments stockés. Avec l'appui technique de l'Institut international



Silos destinés au stockage des céréales au Burkina Faso

d'agriculture tropicale du Bénin, 20 techniciens d'entrepôt de la SONAGESS ont appris à procéder à des fumigations et à lutter efficacement contre les infestations de ravageurs. En outre, dix membres du personnel ont été formés aux meilleures pratiques en matière de gestion stratégique des stocks alimentaires dans le cadre d'un échange avec l'organisme national de gestion des réserves alimentaires de la République-Unie de Tanzanie. Trente autres membres du personnel ont été initiés à des protocoles reconnus sur le plan international à appliquer dans les entrepôts, concernant l'analyse des risques aux points critiques, et la sécurité sanitaire et l'assurance de la qualité des aliments. De nouveaux supports pédagogiques ont permis de les sensibiliser à la prévention de la contamination par les aflatoxines, qui sont produites par des champignons qui peuvent se développer sur les céréales.

Cette initiative constitue une illustration originale du principe de l'unité d'action des Nations Unies, le PAM et l'ONUDI ayant mis en commun leurs ressources et leurs compétences au service de sa programmation conjointe et de son exécution accélérée.



Vidéo : Visite de la SONAGESS en République-Unie de Tanzanie dans le cadre d'un échange

La Conférence sur un monde libéré de la faim réaffirme les engagements en faveur de l'élimination de la faim



La Conférence sur un monde libéré de la faim a donné lieu à un rassemblement mondial unique en son genre à Addis-Abeba. Fruit de la collaboration de l'ONUDI avec le Gouvernement éthiopien et l'Union africaine et de l'assistance technique de la FAO, la Conférence a réuni plus de 1 400 personnes venues de près de 100 pays – dont trois présidents africains, deux premiers ministres et de nombreux autres dignitaires – pour s'attaquer au problème de la faim et de la sécurité alimentaire.

Une étude lancée à cette occasion par l'ONUDI et la FAO a montré qu'il faudrait 540 milliards de dollars pour éliminer la faim, et énoncé des recommandations en faveur d'une augmentation des revenus des plus pauvres par la création de valeur ajoutée et la transformation agroalimentaire. L'ONUDI a signé des mémorandums d'accord avec Bayer AG, l'Union internationale des sciences et techniques alimentaires et la Blue Nile Mashreg Bank pour collaborer avec elles sur l'agriculture durable, la technologie et l'innovation en matière d'alimentation, et les possibilités de financement et d'investissement, respectivement. Ces engagements prévoient notamment des partenariats public-privé et de nouveaux modes de financement pour aider à réduire la faim et à accroître la sécurité alimentaire.

L'ONUDI a également lancé le Transformation Pathways Fund (fonds des moyens de transformation) pour aider les PME à décarboner les systèmes agroalimentaires, et fixé l'objectif d'une dotation d'un milliard de dollars. En plus de l'engagement pris l'année dernière par l'Union des banques arabes de consacrer 1 000 milliards de dollars à la réalisation des objectifs de développement durable, l'Organisation de comptabilité et d'audit des institutions financières islamiques s'est engagée, pendant la Conférence, à mobiliser 20 % des prêts et avances des institutions financières islamiques consacrés au développement des PME dans le Sud mondial, et elle a demandé à l'ONUDI d'exécuter cet engagement.

La conférence s'est achevée par le lancement de l'Appel à l'action d'Addis-Abeba en faveur de la sécurité alimentaire et de l'élimination de la faim.



[Site Web de la Conférence](#)



L'ONUDI collabore avec des propriétaires d'exploitations agricoles soudanaises pour permettre leur financement et leur formation.

Des coopératives agricoles soudanaises se développent grâce à un accès au financement et à la formation

Les coopératives agricoles de Kassala, au Soudan, manquent d'installations pour trier et emballer les céréales récoltées, opérations essentielles pour pouvoir les vendre à des prix élevés sur le marché, et elles ont un accès limité aux prêts, ce qui constitue un obstacle de plus à leur évolution. À l'aide d'un financement de l'Italie, l'ONUDI a expérimenté un moyen collaboratif et innovant de former au financement et à la gestion d'entreprise. Les agriculteurs et agricultrices et les chefs d'entreprises agricoles ont ainsi pu obtenir des centaines de milliers de dollars, qui leur ont permis d'investir dans des technologies vertes et de développer leurs activités en diversifiant leurs cultures et en créant de la valeur ajoutée.

L'ONUDI a injecté 100 000 dollars, à titre d'investissement pilote, dans un mécanisme financier de partage des risques coordonné par le Ministère des finances. En tout, 500 000 dollars ont été déboursés dans le cadre de l'accord conclu avec les institutions financières soudanaises pour partager les risques de défaut de remboursement des prêts en échange de taux d'intérêt plus bas. Le personnel d'un centre de développement des entreprises créé par l'ONUDI en 2019 a aidé les coopératives agricoles, dont la plupart



étaient des primo-emprunteurs sans antécédents en matière de crédit, à créer des plans d'activité et des registres comptables pour faciliter l'obtention de prêts.

Ces prêts ont été utilisés pour acheter du matériel de transformation des légumes, des installations de triage des céréales, des épices pour la fabrication de sauces et des pompes à eau solaires pour l'irrigation. En effet, en raison de l'hyperinflation provoquée par le déclenchement du conflit armé en 2023, le coût de l'utilisation des pompes diesel traditionnelles a explosé, ce qui a incité les agriculteurs à réfléchir à d'autres solutions, telles que les pompes solaires, qui peuvent être rentabilisées en l'espace d'un an tout en contribuant à réduire la pollution.

En donnant des moyens d'action aux chefs d'entreprises locales et en renforçant les mécanismes financiers, l'ONUDI a contribué à poser des bases solides pour le développement durable du secteur agro-industriel soudanais, même pendant une période de profonde incertitude.



Site Web : [Création d'un comité de développement de l'entrepreneuriat](#)

CRÉER DES PASSERELLES POUR PROMOUVOIR DES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT ÉQUITABLES ET DURABLES

Par la formation, le mentorat et l'assistance technique, l'ONUDI fait accéder des fournisseurs de pays en développement, en particulier des entreprises dirigées par des femmes ou des jeunes, aux chaînes d'approvisionnement mondiales et leur donne les moyens de répondre à des critères de plus en plus stricts en matière de devoir de précaution.

Revitaliser les économies rurales au Mozambique en renforçant les chaînes d'approvisionnement du café et des fruits

Pour revitaliser les économies locales et renforcer la sécurité alimentaire, l'ONUDI a investi dans les chaînes d'approvisionnement durables du café et



L'ONUDI revitalise les économies rurales au Mozambique.

des fruits tropicaux du Mozambique, en organisant et en soutenant des collectifs d'agriculteurs et d'agricultrices de 2020 à 2024, à l'aide d'un financement de l'Italie.

Sur l'île d'Ibo, dans la province de Cabo Delgado, ces mesures ont permis de transformer une variété de café oubliée en une culture de grande valeur. L'ONUDI a aidé le groupe de recherche Illy Caffè et l'Université de Lúrio à analyser les propriétés génétiques du café d'Ibo, condition préalable à d'autres études destinées à améliorer sa sélection et sa culture. Elle a également aidé les agriculteurs et agricultrices à monter une association, leur a fourni du matériel moderne et dispensé une formation, et en a amené un groupe au Coffee Training Center d'Addis-Abeba, pour qu'il y apprenne les meilleures pratiques en matière de torréfaction, de dégustation et de commercialisation. Ces investissements ont porté leurs fruits, puisqu'on trouve désormais du café d'Ibo dans les boutiques hors taxes des aéroports du Mozambique.

En 2024, dans la province de Manica, les coopératives fruitières ont salué l'ouverture d'un pôle agricole alimenté par l'énergie solaire, qui dispose d'espaces d'entreposage et de stockage frigorifique, d'une salle informatique et de zones destinées à la transformation des produits agricoles. Cette nouvelle installation a permis de multiplier par plus de deux le nombre de membres des coopératives, qui est passé à 500. Par une formation étayée par du matériel pédagogique

(dont trois manuels désormais disponibles sur une application numérique), l'ONUDI a aidé les agriculteurs et agricultrices à augmenter leurs récoltes et à obtenir des certifications pour vendre des fruits frais au niveau international et des fruits déshydratés au niveau local. Elle a également amené trois personnes représentant des PME fruitières à un salon international en Italie, pour qu'elles puissent entrer directement en contact avec des acheteurs.

En menant des travaux de recherche, en dispensant des formations et en facilitant l'accès de coopératives agricoles aux marchés, l'ONUDI a permis aux provinces susmentionnées d'accroître leur résilience et leur sécurité alimentaire et de continuer à bénéficier du renforcement de leurs capacités après la clôture des projets.



[Visite du Coffee Training Center](#)



En Éthiopie, les parcs agro-industriels éthiopiens ouvrent de vastes débouchés aux propriétaires de petites exploitations agricoles.



Réalisations des parcs agro-industriels intégrés d'Éthiopie (2024)



4,5 millions de dollars de recettes d'exportation ont été dégagés par les entreprises des parcs agro-industriels intégrés

3 000 emplois ont été créés dans le **secteur du bâtiment**

1 211 accords ont été signés avec des investisseurs

41 000 petites exploitations agricoles et **7 coopératives** ont fourni des intrants

29 projets d'investissement ont vu le jour

4 produits agroalimentaires (avocat, soja, lait et miel) sont transformés actuellement

2 297 emplois manufacturiers ont été créés (dont 781 ont été pourvus par des femmes)

18 produits agroalimentaires sont proposés pour la transformation

Les parcs agro-industriels éthiopiens ouvrent de vastes débouchés aux propriétaires de petites exploitations agricoles

En Éthiopie, les propriétaires de petites exploitations agricoles ont du mal à intégrer leurs récoltes dans les chaînes d'approvisionnement agro-industrielles, qui exigent un approvisionnement régulier en matières premières d'une qualité constante. Pour soutenir les moyens de subsistance des populations rurales, l'ONUDI a commencé, en 2016, à mobiliser des investissements massifs pour construire quatre parcs agro-industriels intégrés. Trois d'entre eux sont en service depuis 2021 : ils reçoivent les récoltes de près de 200 000 producteurs et productrices et mettent à la disposition des chefs d'entreprise des infrastructures essentielles qui leur permettent de créer des usines agro-industrielles. Ces mesures ont permis de créer des milliers d'emplois tout en soutenant une agriculture durable.

En coopération avec des partenaires tels que la Banque africaine de développement (BAfD), l'Union européenne et la FAO, l'ONUDI a aidé le Gouvernement éthiopien à mobiliser plus de 1,3 milliard de dollars de fonds publics et privés pour construire les parcs agro-industriels intégrés. Ceux-ci abritent des voies d'accès, des équipements collectifs, des infrastructures de télécommunications, des systèmes informatiques, des services de sécurité et des banques. L'ONUDI a également fourni une assistance technique pour la

gestion et l'exploitation des parcs, et aidé à la mise en place de structures de gouvernance aux niveaux fédéral et régional. À ce jour, 28 usines sont en cours de construction et huit sont en service.

Les activités pédagogiques et les campagnes d'information qui y sont organisées font des parcs agro-industriels intégrés des centres de collaboration et de partage des connaissances. Dans un parc, une entreprise étrangère de production d'huile d'avocat accompagne les petites exploitations locales pour leur permettre de trouver des acheteurs fiables. Avant d'arriver dans les parcs, des cultures telles que le miel et les légumineuses transiteront par l'un des 19 centres de transformation rurale récemment achevés pour y être triées, stockées ou parfois transformées. Ces centres offrent également aux agriculteurs et aux agricultrices des fournitures agricoles, des services de vulgarisation et des financements locaux.

En créant les parcs agro-industriels intégrés, l'ONUDI a permis de renforcer les économies rurales en Éthiopie, car les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des agriculteurs et agricultrices intégrés dans ces chaînes d'approvisionnement se sont améliorés.



[Page d'accueil des parcs agro-industriels intégrés](#)

Alliance mondiale sur l'intelligence artificielle pour l'industrie et la fabrication : pour une utilisation éthique, inclusive et durable de l'intelligence artificielle



AIM-Global promeut l'action de l'ONUDI en faveur d'une utilisation responsable et durable de l'IA.

L'Alliance mondiale sur l'intelligence artificielle pour l'industrie et la fabrication (AIM-Global) dirigée par l'ONUDI fait collaborer les milieux universitaires, le secteur privé, le secteur public et la société civile autour de la promotion de la transformation numérique et de la durabilité. Elle défend un accès équitable aux technologies fondées sur l'IA et dote les pays en développement d'outils adaptés et d'une capacité d'innovation accrue pour leur donner des moyens d'agir.

En 2024, l'indice AIM GREEN, un dispositif novateur permettant de mesurer la durabilité des modèles d'IA et de promouvoir des pratiques plus écologiques dans le développement de l'IA, a été présenté à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 29). La publication intitulée *Bridging the AI Divide* (Comblent la fracture de l'IA) a fourni aux économies en développement une base sur laquelle s'appuyer pour tirer parti de l'IA, et un webinaire de formation dispensé dans plusieurs langues leur a permis de se doter de capacités accrues pour maximiser la compétitivité industrielle, la productivité et les avantages sociaux qu'ils pouvaient tirer de l'IA. En contribuant à des manifestations telles que le Sommet mondial sur l'intelligence artificielle au service du bien social, organisé par l'Union internationale des télécommunications, et le forum des pays du groupe BRICS sur le Partenariat pour une nouvelle révolution



industrielle, l'ONUDI a renforcé son rôle de chef de file en aidant les pays en développement à intégrer une IA durable dans leurs industries.

À la fin de 2024, le forum d'AIM-Global a réuni des parties prenantes du monde entier pour réfléchir aux progrès accomplis par l'initiative et baliser son avenir. Les principaux débats ont porté sur la démocratisation de l'accès à l'IA, la promotion des partenariats et l'utilisation de l'innovation pour favoriser une transformation industrielle durable. La devise d'AIM-Global, « From the Members to the World, for Humanity » (Des membres au monde, pour l'humanité), résume sa vision d'un avenir numérique inclusif et durable.



[Site Web d'AIM-Global](#)



Visite d'une cimenterie à Tunis

CRÉER DES PASSERELLES POUR PROMOUVOIR L'ACCÈS À L'ÉNERGIE PROPRE ET L'ACTION CLIMATIQUE

Les partenariats sont essentiels pour parvenir à réduire à zéro les émissions nettes. L'ONUDI réunit ces groupes pour créer un effet multiplicateur, chacun apportant des compétences singulières et tous apprenant ensemble à bâtir des industries durables et propres.

Réduire les hydrofluorocarbones et les substances qui appauvrissent la couche d'ozone dans le cadre de partenariats public-privé

Les fluides frigorigènes périmés qui n'ont pas été gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles ont entraîné l'émission de substances appauvrissant la couche d'ozone et d'hydrofluorocarbones (HFC) dans des proportions qui équivalent à l'émission annuelle de gaz à effet de serre de 441 centrales électriques alimentées au charbon. Dans le cadre de l'Alliance pour la protection du climat et de la couche d'ozone, l'ONUDI coordonne des échanges internationaux sur les moyens à mettre en œuvre pour gérer les fluides frigorigènes non désirés ou inutilisés. En 2024, à l'aide d'un financement de l'Allemagne, elle a soutenu l'Alliance en collaborant avec les coordonnateurs nationaux de l'Équateur, du Mexique et de la Tunisie et la coordonnatrice nationale du Malawi pour aider ces

pays à respecter le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

En Équateur, l'ONUDI a collaboré avec un prestataire de services informatiques pour mettre au point une plateforme numérique permettant d'améliorer la traçabilité des substances qui appauvrissent la couche d'ozone dans les échangeurs thermiques mis hors service. Au Malawi, des représentantes et représentants techniques ont été formés pour utiliser des outils d'entretien courant pour les systèmes de réfrigération et de climatisation, notamment des unités qui permettent de récupérer en toute sécurité les fluides frigorigènes usagés en vue de leur réutilisation ou de leur élimination, ou d'augmenter la durée de vie des appareils et de réduire les fuites de fluides frigorigènes. Il est essentiel de disposer d'une main-d'œuvre dotée de ces compétences techniques pour gérer de manière rigoureuse les banques de substances appauvrissant la couche d'ozone et de HFC.

Au Mexique, un projet est mené en coopération avec une entreprise locale pour expérimenter la destruction des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et des HFC par incinération dans des fours rotatifs. En Tunisie, un atelier sur la destruction des déchets de substances appauvrissant la couche d'ozone, organisé



Moyens de transport écologiques financés grâce au Réseau consultatif pour le financement privé, qui mobilise des investissements en faveur du climat au Pakistan et aux Fidji.

par l'ONUDI et le coordonnateur national, a permis de faire connaître les meilleures pratiques en vigueur aux 50 personnes participantes, y compris aux personnes représentant l'Alliance pour la protection du climat et de la couche d'ozone qui participaient à distance depuis l'étranger, et il a été l'occasion d'aller voir un four rotatif à ciment destiné au projet pilote de destruction des substances appauvrissant la couche d'ozone.

Toutes ces mesures ont permis de doter les parties prenantes locales de capacités accrues pour promouvoir l'action climatique et diffuser des connaissances sur les pratiques innovantes au niveau international.



Vidéo : Gestion des banques de substances appauvrissant la couche d'ozone

Mobiliser les investissements du secteur privé pour atténuer les changements climatiques au Pakistan et aux Fidji

Sous la direction de l'ONUDI, de 2016 à 2024, le Réseau consultatif pour le financement privé a aidé les PME agissant en faveur du climat dans les économies émergentes à améliorer la viabilité de leur activité et à trouver des investisseurs. Au cours de cette phase d'expansion, il a levé 30 millions de dollars auprès de donateurs américains, australiens,

européens et japonais pour mobiliser 2,2 milliards de dollars d'investissements en faveur des PME qu'il soutenait. En 2024, plus précisément, il a incubé un fonds de capital-investissement pour se concentrer sur des investissements en Asie du Sud, et notamment au Pakistan, et il a parachevé la conception d'un mécanisme de financement aux Fidji pour électrifier plus de 300 localités.

Au Pakistan, le Réseau a mis en place le fonds d'investissement Climate Core Asia dans le but de lever 150 millions de dollars auprès d'investisseurs publics et privés, et d'attirer des investisseurs commerciaux en réduisant les risques grâce à la présence de rendements subventionnés dans ce mécanisme de financement mixte. Les bénéficiaires potentiels de ce fonds sont des PME spécialisées dans les énergies propres et la mobilité électrique, qui ont été soutenues par le projet Pakistan Private Sector Energy mis en œuvre par le Réseau, à l'aide d'un financement de l'Agence des États-Unis pour le développement international. Le Réseau a également renforcé les capacités d'investissement climatique des institutions publiques et privées du Pakistan dans le cadre de sessions de formation visant à clarifier les idées fausses qu'elles pouvaient avoir sur les risques et à orienter leurs investissements vers des PME dirigées par des femmes.

Aux Fidji, un fonds de financement axé sur les résultats, conçu par le Réseau en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Gouvernement des Fidji, investit dans l'électrification d'îles éloignées à l'aide de miniréseaux alimentés par l'énergie solaire. Les prestataires de



Site de traitement des déchets plastiques au Ghana

services énergétiques du secteur privé détiendront et exploiteront ces miniréseaux en utilisant les subventions du fonds pour attirer des capitaux supplémentaires du secteur privé. Le fonds financera également les besoins variés que peut susciter un développement rural sans incidence sur le climat, notamment des installations de dessalement, des systèmes de réfrigération alimentés par l'énergie solaire et des services de télécommunications. Toutes ces initiatives de financement mises en œuvre au Pakistan et aux Fidji contribueront à étoffer la gamme des options de financement qui existent pour les PME et à mobiliser les investissements du secteur privé qui favorisent l'accès à l'énergie propre, l'action climatique et le développement durable.



Rapport annuel du Réseau consultatif pour le financement privé

Un nouveau centre d'innovation met l'économie circulaire à la portée des chefs d'entreprise du Ghana

En octobre 2024, le Centre pour l'économie circulaire au Ghana, fruit d'une coopération entre l'ONUDI et le Ministère ghanéen de l'environnement, de la science, de la technologie et de l'innovation, a été inauguré à l'Université technique de Ho. Il collabore avec trois autres institutions, chacune contribuant, par ses compétences, à la transition vers la circularité dans un domaine particulier : l'Université de Cape Coast dans celui des plastiques, la Fondation Or dans celui des textiles, et l'Université Kwame Nkrumah des sciences

et technologies dans celui de l'agriculture et de l'agro-transformation.

L'un des principaux objectifs du Centre est de donner aux organisations et aux petites entreprises ghanéennes, en particulier aux femmes et aux jeunes, les moyens de mettre au point ou d'appliquer des technologies et des modèles d'activité innovants en matière d'économie circulaire, en les dotant de compétences techniques et de compétences en matière de gestion d'entreprise. Le Centre s'est fixé des objectifs ambitieux : former 2 000 chefs de petites entreprises, expérimenter et valider 200 technologies et concepts d'activité relevant de l'économie circulaire, et mobiliser 10 millions de dollars de capitaux privés pour financer ces projets.

Il s'agira, pour commencer, de repérer des possibilités de circularité dans les différentes chaînes de valeur et d'attirer des entreprises susceptibles d'incuber les modèles d'activité et technologies circulaires. La collaboration avec des spécialistes et des parties prenantes nationales du secteur privé, du secteur informel et d'organisations de la société civile permettra au Centre et à ses partenaires d'appliquer des modèles et des technologies adaptés au contexte local et susceptibles d'être déployés sur le territoire.

Le Centre sert les objectifs stratégiques de l'ONUDI en favorisant les chaînes d'approvisionnement durables, en encourageant l'action climatique, en jouant le rôle de plateforme phare de transfert de connaissances et de technologies, et en menant la transition vers des économies plus responsables et circulaires.



Descriptif du projet

Intégrer l'égalité des sexes dans le secteur de la pêche au Cambodge

pour accroître la production et les exportations



Malgré la contribution essentielle qu'elles apportent à tous les maillons de la chaîne de valeur de la pêche, les Cambodgiennes sont largement sous-représentées aux postes de gouvernance et de prise de décision, ce qui est propre à perpétuer les inégalités et à entraver les progrès économiques.

Pour y remédier, l'ONUDI a mis en œuvre le projet de valorisation des produits de la pêche CAPFISH-Capture, à l'aide d'un financement de l'Union européenne et en coordination avec l'administration cambodgienne de la pêche et le secteur privé, des universités et des organismes d'appui.

Des membres de l'administration, des chefs d'entreprises de transformation du poisson, des équipes de conseil en développement des entreprises et des scientifiques ont travaillé en réseau pour comprendre comment les inégalités limitaient les perspectives des femmes et affaiblissaient le potentiel du secteur de la pêche. Des garanties sociales propres à prévenir la discrimination et à créer des environnements de travail favorables, ainsi qu'à protéger les enfants, ont été intégrées aux politiques publiques et rendues obligatoires pour l'obtention de la certification sur la qualité et la sécurité sanitaire des aliments.

Un groupe de 20 entreprises dirigées par des femmes et un réseau de groupes d'entreprises de production ont bénéficié d'un accompagnement supplémentaire pour apprendre à élaborer des propositions commerciales, à faire des analyses de marché et à répondre aux exigences de base en matière de sécurité sanitaire des aliments afin de renforcer et de développer leurs activités.

Le projet, qui devrait s'achever en 2025, aura été porteur de transformations. Plus de 50 % des entreprises de pêche bénéficiant d'une certification de qualité sont désormais dirigées par des femmes, ce qui leur permet d'accéder à de meilleurs marchés et de fixer des prix plus élevés pour leurs produits. De nouveaux produits ont été mis au point, tels que le poisson séché prêt à consommer à durée de conservation prolongée, et deux entreprises dirigées par des femmes ont pénétré les marchés internationaux, puisqu'elles exportent des produits alimentaires en Nouvelle-Zélande et en Australie. Ces réalisations montrent que le projet a réussi à aplanir les obstacles à l'égalité des sexes, en permettant aux femmes de faire prospérer des entreprises propres à renforcer et à développer le secteur de la pêche au Cambodge.



Retombées du projet CAPFISH-Capture entre 2022 et 2024



Le nombre d'emplois de valorisation des produits de la pêche a augmenté de **58 %** (et 5 100 d'entre eux ont été pourvus par des femmes)

La production de produits de la pêche valorisés a augmenté de **71 %**

1 million de dollars ont été levés au niveau local et **2 millions** de dollars par des entreprises

28 entreprises, dont **20 dirigées par des femmes**, ont accédé à des marchés élargis

Plus de **10 000** personnes, dont plus de **3 400 femmes**, ont reçu une formation



Au Cambodge, le projet CAPFISH-Capture autonomise les femmes dans le secteur de la pêche.



Faire pencher la balance en faveur de l'égalité des sexes : le parcours inspirant de l'entreprise de transformation du poisson Sophorn Someng / Les Nations Unies au Cambodge (en anglais)





Travailler sur le terrain : transformer les vies grâce à des entreprises innovantes, inclusives et durables

Le cœur de l'activité de l'ONUDI est sur le terrain, où elle travaille en contact direct avec les entreprises et les personnes. En aidant les entreprises, par une formation et un accompagnement, à adopter les technologies les plus récentes, à innover et à appliquer les meilleures pratiques environnementales, l'ONUDI contribue à les rendre plus résilientes et durables. Elle accorde une attention particulière aux femmes, aux jeunes et aux groupes défavorisés, leur donnant les moyens d'apprendre, de devenir des éléments moteurs et d'encadrer les autres. Dans le même temps, les programmes et projets de l'ONUDI contribuent à sensibiliser et motiver en faveur de la sécurité et de la durabilité des produits, et à augmenter la demande sur le marché afin que les entreprises puissent devenir, à long terme, des sources d'emplois équitables et de perfectionnement continu.



DONNER AUX ENTREPRISES LES MOYENS DE RENDRE POSSIBLE UN MONDE LIBÉRÉ DE LA FAIM

Dans de nombreux pays moins développés, l'agriculture constitue une source essentielle de revenus et de nourriture, mais les agriculteurs et agricultrices ne disposent ni des compétences ni de l'accès au capital nécessaires pour dépasser le stade de la subsistance. Par la formation et le travail en réseau, l'ONUDI aide les petites exploitations agricoles et les coopératives à tirer parti de techniques de production propres et de meilleurs systèmes de stockage, ce qui leur ouvre de nouvelles perspectives.

Les producteurs et productrices d'oignons de Gambie améliorent la qualité de leurs produits et renforcent leur pouvoir de négociation

En Gambie, nombre de responsables de petites entreprises de production d'oignons n'avaient pas d'autre choix que de stocker et de faire sécher leurs récoltes à la maison dans de mauvaises conditions ou de les mettre sur le marché précipitamment. Lorsque les récoltes risquaient de se gâter, la seule option possible était de les vendre à prix cassé pour éviter d'en perdre la totalité.



L'ONUDI aide les producteurs et productrices d'oignons de Gambie à améliorer la qualité de leurs produits et à renforcer leur pouvoir de négociation.

En 2024, l'ONUDI a entrepris de soutenir les entreprises gambiennes de production d'oignons dans le cadre de son programme de renforcement de la compétitivité en Afrique de l'Ouest, en construisant trois installations de séchage et de stockage d'oignons, d'une capacité de 20 tonnes chacune, dans les provinces de Côte-Ouest et de Fleuve central. Ainsi, elle a formé des cultivateurs et cultivatrices de cinq plantations à la gestion et à l'entretien des installations, qui devraient bénéficier directement à plus de 700 exploitations, dont 96 % sont dirigées par des femmes. Ces cultivateurs et cultivatrices font désormais sécher leurs oignons et les conservent plus longtemps, ce qui améliore la qualité de leurs récoltes et renforce leur pouvoir de négociation, ce qui leur permet d'obtenir un meilleur prix sur le marché.

Par ailleurs, l'ONUDI a aidé le Bureau des normes de Gambie à élaborer 12 normes nationales relatives aux produits horticoles, et offert aux techniciennes et techniciens du Bureau et d'autres organismes des modules de formation sur les normes internationales et les meilleures pratiques en matière de sécurité sanitaire des aliments et d'inspection des denrées alimentaires. En tout, 15 organismes et 615 personnes ont acquis des connaissances et des compétences dans le cadre de ces interventions, ce qui leur a permis de s'assurer des moyens de subsistance plus durables. En outre, ces nouvelles installations de stockage ont

inspiré dans tout le pays des projets visant à les reproduire dans d'autres plantations.



Actualités : Des installations de séchage et de stockage d'oignons en Gambie

Renforcer les capacités de l'industrie du café au Mozambique

Au Mozambique, l'industrie du café n'en est qu'aux prémices de son développement mais elle a un gros potentiel de croissance. Depuis 2019, l'ONUDI aide à remettre à l'honneur une variété de café indigène rare, *Coffea zanguebariae*, sur l'île d'Ibo et l'archipel des Quirimbas, ce qui ouvre des horizons au pays, en lui donnant la possibilité d'apporter sa contribution au marché mondial du café de spécialité (voir chap. 2).

En 2024, pour développer davantage cette industrie, l'ONUDI a aidé le Gouvernement mozambicain à achever sa stratégie 2024-2033 pour le secteur du café. Il s'agit d'un plan national complet qui vise à favoriser une croissance durable en encourageant la



Des femmes dans l'agro-industrie au Mozambique

© OIKOS - Fabio de Sousa

recherche, en augmentant la production, en améliorant l'accès à des ressources financières, en élaborant des normes de qualité et des réglementations, en intensifiant la commercialisation et en établissant des partenariats internationaux.

Pour donner de la visibilité à cette industrie naissante, l'ONUDI a coorganisé le premier festival du café du Mozambique à Maputo, en juin 2024, en coopération avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural, l'association des cultivateurs et cultivatrices de café du Mozambique, l'Agence italienne de coopération pour le développement et le groupe de défense de l'environnement BIOFUND. Fréquenté par 8 000 personnes, ce festival a été l'occasion de présenter les différentes variétés de café du Mozambique et de proposer des ateliers à thème animés par des spécialistes originaires du Brésil, d'Éthiopie, d'Italie et du Portugal, ainsi que

des dégustations professionnelles de café. Il a offert aux personnes participantes un espace précieux pour parler de leurs expériences, permis aux producteurs, transformateurs, acheteurs et consommateurs locaux de nouer des liens, et contribué à encourager les investissements internationaux, les prises de contact et la publicité nécessaires pour faire connaître le café du Mozambique partout dans le monde. Couvert par des publications internationales telles que *Coffee Magazine*, le festival a permis aux acheteurs de café de spécialité du monde entier de découvrir cette industrie en plein essor au Mozambique.



Festival de café de Maputo

DONNER AUX ENTREPRISES LES MOYENS DE PROMOUVOIR DES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT ÉQUITABLES ET DURABLES

L'ONUDI renforce la résilience du secteur manufacturier en nouant des partenariats, en aidant la main-d'œuvre à acquérir de nouvelles compétences et en faisant fructifier les investissements consacrés à des solutions industrielles innovantes. Les chaînes d'approvisionnement locales et régionales s'en trouvent renforcées, de sorte que le secteur informel et même les plus petites entreprises peuvent créer des emplois durables, en particulier pour les femmes et les jeunes.

Renforcer la qualité et mieux respecter les règles du marché pour développer le marché éthiopien du miel

Bien que l'Éthiopie soit l'un des premiers producteurs de miel et de cire d'abeille d'Afrique, elle a du mal à accéder aux marchés internationaux en raison de problèmes de qualité et de respect des règles du marché. L'utilisation de ruches traditionnelles, l'obsolescence du matériel, l'insuffisance des équipements de protection et l'inefficacité du stockage empêchent ce secteur d'être compétitif et de trouver des partenaires à l'exportation. Toutefois, grâce à l'intervention ciblée menée par l'ONUDI dans le cadre

du Programme d'accès aux marchés mondiaux, le secteur éthiopien du miel a renoncé à son modèle de production de subsistance pour adopter un modèle durable et rémunérateur.

Dans le cadre du Programme d'accès aux marchés mondiaux, 500 ensembles d'accessoires d'apiculture et d'équipements de protection ont été distribués aux apiculteurs de l'Oromia, ce qui a permis de moderniser le secteur dans cette région. Le nouveau matériel pédagogique comprend un manuel sur l'assurance de la qualité du miel et trois guides pratiques sur les meilleures pratiques à adopter en matière d'apiculture. Soixante-quinze apiculteurs – pour commencer – ont suivi une formation axée sur la qualité, tandis que des acteurs des secteurs public et privé apprenaient à utiliser un nouveau système de traçabilité normalisé destiné à être utilisé à l'échelle nationale. Le Programme a également aidé cinq entreprises à cerner les lacunes qu'elles devraient combler pour obtenir la certification du système de sécurité sanitaire des aliments (FSSC) reconnue à l'échelle mondiale, et permis à deux entreprises d'obtenir une certification de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) à la norme ISO 22000.



Production de miel en Éthiopie

Ces mesures ont permis d'améliorer sensiblement la productivité et la qualité. La collecte et les exportations de miel ont connu une forte hausse, puisque plus de 31 tonnes de miel et de cire d'abeille ont été exportées dans l'Union européenne en septembre 2024, et 90 tonnes de plus devraient l'être grâce à la conclusion de trois nouveaux accords commerciaux.



Exemples de réussite

Renforcer les capacités en matière de normes de qualité pour améliorer les chaînes de valeur agro-industrielles durables en Sierra Leone

En Sierra Leone, les exploitations agricoles, les coopératives et les PME transforment et vendent des produits agricoles tels que le cacao et l'huile de palme. Pour se développer sur les marchés régionaux et internationaux, elles doivent mettre en œuvre des normes facultatives, des réglementations techniques

obligatoires et des mesures sanitaires. L'ONUDI les aide à renforcer leurs connaissances et leurs capacités en la matière dans le cadre du programme de renforcement de la compétitivité en Afrique de l'Ouest. Lancé en 2019, ce programme a permis d'améliorer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments et de promouvoir des pratiques agricoles durables dans les coopératives.

En 2021, quatre PME ont été choisies pour bénéficier d'une assistance personnalisée afin d'obtenir la certification ISO 22000, reconnue au niveau international, sur la gestion de la sécurité des denrées alimentaires. Trois ans plus tard, après des sessions de formation régulières, l'élaboration d'instructions générales et la mise en œuvre des dispositions de la norme ISO 22000, deux de ces quatre PME ont officiellement reçu les certifications, à l'issue d'audits externes effectués par un organisme de certification européen. Par ailleurs, grâce à ce programme, deux PME ont obtenu la certification ISO 9001 sur les systèmes de gestion de la qualité.

La plus grande raffinerie d'huile de palme du pays, Jolaks, a été certifiée pour transformer des huiles et des graisses raffinées. Capitol Foods, une entreprise de transformation du cacao, a obtenu sa certification pour la torréfaction, la transformation et le conditionnement de la pâte de cacao tempérée, du beurre de cacao et de



© Délégation de l'Union européenne en Sierra Leone

Sierra Leone : test d'huile de palme
à la Jolaks Manufacturing Company Ltd

la poudre de cacao. En prenant en compte la sécurité sanitaire, la qualité et la durabilité dans leurs activités, ces entreprises sont devenues des maillons essentiels de chaînes d'approvisionnement non seulement rentables, mais également responsables sur le plan environnemental et socialement équitables, ce qui leur promet des avantages économiques et environnementaux à long terme.



[Descriptif du projet](#)

Renforcer les capacités des entreprises durables pour améliorer les moyens de subsistance en Afrique australe

La sylviculture et l'exploitation minière sont deux secteurs économiques essentiels de l'Afrique australe qui nécessitent d'être constamment adaptés aux objectifs technologiques et environnementaux. À l'aide d'un financement du Gouvernement finlandais, l'ONUDI s'est associée, au cours des trois dernières années, à cinq organismes de formation pour élaborer

de nouveaux programmes techniques, mettre à jour les programmes d'études et moderniser le matériel.

En Afrique du Sud, l'ONUDI a travaillé en étroite collaboration avec la South African Forestry Company SOC Limited pour renforcer les capacités opérationnelles et décisionnelles des microentreprises et des PME, en particulier chez les jeunes. Ce partenariat a permis d'élaborer une nouvelle formation sur l'utilisation d'une abatteuse mécanique et d'installer un système d'alimentation électrique fonctionnant à l'énergie solaire pour assurer cette formation sans interruption. En collaboration avec FOREST21, une initiative visant à renforcer les capacités de l'enseignement supérieur sud-africain dans le domaine de la sylviculture, des étudiantes et étudiants ont été placés dans des situations de travail réelles et une formation à l'ébénisterie et à l'usinage du bois a été mise en place avec le Furniture Technology Centre Trust, grâce à un nouvel équipement fourni par l'ONUDI. Une autre collaboration avec le Ministère sud-africain du commerce, de l'industrie et de la concurrence a permis d'exploiter, à titre expérimental, une unité de fabrication de briquettes dans une petite scierie, en utilisant les déchets de bois provenant de ses propres installations et de celles d'autres microentreprises et PME, ce qui a ouvert de nouveaux débouchés



Techniciennes et techniciens de l'exploitation minière formés à la gestion des ressources en eau

commerciaux et apporté une solution durable aux problèmes de déchets et d'énergie.

Au Mozambique, l'ONUDI a élaboré et mis en œuvre un programme durable de formation des formateurs à la prévention des incendies de forêt dans une région où les menaces d'incendies de forêt sont de plus en plus nombreuses. En Zambie, l'ONUDI a collaboré avec le Mopani Central Training Centre et l'Université des sciences appliquées de Häme (Finlande) à la conception d'un programme de formation destiné aux

techniciennes et techniciens de l'exploitation minière pour leur apprendre à gérer les ressources en eau dans les localités où des effluents dangereux peuvent contaminer les sources locales.

En renforçant les capacités locales en matière de pratiques industrielles durables, l'ONUDI a aidé des centaines de travailleurs et de travailleuses et des dizaines de microentreprises et de PME à adopter ces approches, tout en créant ou en maintenant plus de 600 emplois.

DONNER AUX ENTREPRISES LES MOYENS DE PROMOUVOIR L'ACCÈS À L'ÉNERGIE PROPRE ET L'ACTION CLIMATIQUE

La production d'énergie propre est un modèle d'innovation qui ouvre aux chefs d'entreprise de nombreuses perspectives. Par la formation et le mentorat, l'ONUDI s'efforce de faire en sorte que tous et toutes, y compris les plus petites entreprises et les groupes qui sont habituellement exclus, comme les femmes et les jeunes, aient accès à des débouchés dans ce domaine.

Réduire les fluides frigorigènes de synthèse en Équateur par la technologie et la réglementation

Pour assurer le respect de l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal, l'ONUDI aide l'Équateur dans l'action qu'il mène pour réduire les hydrofluorocarbones (HFC), des fluides frigorigènes



Production de réfrigérateurs écologiques en Équateur

qui contribuent aux changements climatiques. En collaboration avec le coordonnateur national pour les questions de protection du climat et de la couche d'ozone, l'ONUDI a élaboré, en 2023, le plan d'élimination des HFC et le plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali. Leur exécution a commencé en janvier 2024.

Des quotas d'importation ont été définis et les cadres réglementaires ont été actualisés pour inscrire les HFC dans les stocks nationaux de gaz frigorigènes. L'Équateur a également ajouté un axe d'action sur la gestion des HFC à sa contribution déterminée au niveau national, le plan d'action climatique adopté par le pays au titre de l'Accord de Paris. Par ailleurs, l'ONUDI a aidé à mettre à jour les normes d'efficacité énergétique applicables aux climatiseurs d'une capacité maximale de 36 000 unités thermiques britanniques.

En octobre 2024, l'entreprise Indurama a annoncé que, grâce à l'appui technologique de l'ONUDI, son usine équatorienne pouvait désormais fabriquer 1 000 groupes frigorifiques par jour, fonctionnant exclusivement avec des fluides frigorigènes naturels, ce qui permettait de réduire d'un peu plus de 10 tonnes les émissions de HFC. Ce succès vient compléter une initiative menée par l'ONUDI depuis

2019 pour remplacer un système fonctionnant à l'aide de fluides frigorigènes de synthèse par un système naturel fonctionnant à l'aide de propane, dans un entrepôt frigorifique destiné à stocker les fleurs récoltées dans la province de Cotopaxi. Cette initiative a reçu un prix de l'innovation décerné par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'American Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers.

Le plan d'élimination progressive des HFC et le plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali sont devenus des outils importants pour la transition de l'Équateur vers des technologies à faible potentiel de réchauffement de la planète, ce qui l'aide à honorer les engagements pris au titre du Protocole de Montréal par des changements d'orientation et l'innovation.



[Page d'accueil du coordonnateur national de l'Équateur pour les questions de protection du climat et de la couche d'ozone](#)



Édition 2024 de la manifestation organisée par l'organisme national de recherche de la Türkiye dans le cadre du Programme mondial d'innovation par les technologies propres

Élargir les débouchés commerciaux pour développer les énergies propres

L'ONUDI soutient des microentreprises et des PME qui mettent au point des technologies propres dans 17 économies émergentes. Financé par le FEM et le Fonds vert pour le climat (FVC), le Programme mondial d'innovation par les technologies propres s'attaque aux changements climatiques tout en faisant participer les femmes et les chefs d'entreprise habituellement désavantagés.

Une des initiatives essentielles du Programme est son accélérateur d'entreprises. En 2024, le troisième cycle de l'accélérateur a permis à 150 microentreprises et PME de neuf pays de développer leur activité. Le nombre total d'entreprises bénéficiant de cette initiative dépasse désormais les 1 650. Les sept finalistes des années 2022 et 2023 recevront le soutien du Partenariat pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique pour lever des capitaux permanents.

Afin d'autonomiser les femmes et de les faire participer davantage, le Programme a invité la fondatrice de l'équipe – féminine – lauréate de 2023, qui représentait la Türkiye, à servir de mentor à deux équipes de 2024. D'autres anciennes finalistes

représentant la Türkiye ont pris la parole lors des manifestations de 2024 pour faire part de leur expérience de femmes d'affaires.

En 2024, dans le cadre du Programme, l'ONUDI a également lancé des concours intitulés « Global Innovation Challenges » en Inde et en Namibie, en coopération avec le Network for Global Innovation. Il s'agit d'inviter des chefs d'entreprise à mettre au point des solutions de gestion de l'eau et de l'énergie dans des régions sujettes à la sécheresse. Les prix comprennent de l'argent, des activités de mentorat et un accompagnement pour le lancement de projets. Les noms des finalistes seront annoncés début 2025.

Pour aider les investisseurs à allouer des ressources aux microentreprises et PME du secteur des technologies propres, l'ONUDI a collaboré avec le FEM et le Cleantech Group pour publier l'édition 2024 de l'indice mondial d'innovation par les technologies propres (Global Cleantech Innovation Index), qui évalue les écosystèmes de l'entrepreneuriat de huit pays partenaires du Programme. Cet indice a été présenté à la COP 29 et largement diffusé dans les médias sociaux. Quatre autres documents-cadres de portée mondiale ont été publiés, qui énoncent des lignes directrices et des pratiques exemplaires pour



Tissage artisanal à Cabo Verde

soutenir, partout dans le monde, les écosystèmes de l'innovation et de l'entrepreneuriat dans le domaine des technologies propres.



Indice mondial d'innovation
par les technologies propres

Incuber des entreprises maritimes dirigées par des jeunes et des femmes sur le littoral de Cabo Verde

Isolé et exposé aux risques climatiques par sa situation géographique, Cabo Verde est entravé dans son développement économique par des obstacles singuliers, mais le dynamisme de son économie bleue offre à cette nation insulaire des possibilités de croissance durable. À l'aide d'un financement du Fonds commun pour les objectifs de développement durable, l'ONUDI a soutenu le lancement du programme d'innovation, de développement et d'entrepreneuriat pour tous (IDEA) à Cabo Verde, qui vise à encourager davantage de femmes et de jeunes à créer des start-up dans l'économie bleue.

Ce partenariat avec l'organisation à but non lucratif Bridge for Billions – qui relève de l'entrepreneuriat social –, le Gouvernement de Cabo Verde et trois autres organismes des Nations Unies a permis de créer et de mettre en œuvre un programme d'incubation d'entreprises et un concours.



« Ce programme m'a aidé à structurer mon idée d'entreprise, à partir des dépenses, de la stratégie de pénétration et de la permanence sur le marché. Je me sens plus confiant pour approcher les institutions financières et présenter la viabilité et les projections financières de mon entreprise. »

Jailson Pereira, fondateur de Plant'Agua, lauréat du programme IDEA de Cabo Verde



L'ONUDI fait participer les femmes et les jeunes à la vie économique et aide les populations à renforcer leur résilience à Cabo Verde.

De 2022 à 2024, ce programme a été mené à bien par 28 chefs d'entreprise – uniquement des jeunes ou des femmes –, qui ont ensuite créé 16 start-up. Le projet gagnant, Plant'Agu, portait sur la création d'un engrais organique pour l'élevage durable de coquillages et la culture durable d'algues. Les autres projets arrivés en finale portaient sur la mise au point, respectivement, d'un combustible à base d'hydrogène propre, de deux lignes de bijoux durables et d'un système de drones aériens destiné à assurer la sécurité sur les plages. Les personnes participantes ont utilisé la série de programmes IDEA App Cabo Verde, mise au point par l'ONUDI en 2019, pour se mettre en relation avec des entreprises lusophones qui leur servent de mentors partout dans le monde, et accéder à des modules de formation. Les bénéficiaires du programme ont déclaré avoir levé 93 000 dollars pour financer leur entreprise et vu leur chiffre d'affaires annuel augmenter de 2 300 dollars en moyenne.

Dans le cadre du projet, l'ONUDI a également renforcé les capacités d'une coopérative de pêche dans la localité de Ribeira da Barca. Un bateau de pêche de huit mètres de long a été entièrement remis en état, ce qui a permis de doubler les capacités de pêche de la localité et d'améliorer les possibilités de rémunération de cette activité.

Par ces mesures ciblées, l'ONUDI a renforcé les capacités locales et promu des moyens de subsistance durables, en faisant participer davantage de femmes et de jeunes à la vie économique et en renforçant la résilience des populations dans le secteur de l'économie bleue de Cabo Verde.



Programme IDEA
de Cabo Verde



**Protéger la santé et les moyens de subsistance des femmes
par une gestion plus sûre des déchets d'équipements électriques
et électroniques aux Philippines**



L'ONUDI contribue à une gestion plus sûre des déchets d'équipements électriques et électroniques aux Philippines.

Aux Philippines, la collecte et le démontage d'équipements électriques et électroniques en vue de leur recyclage constituent un moyen de gagner de l'argent pour les femmes des communautés à faibles revenus, mais les éthers diphényliques polybromés (PBDE) utilisés pour fabriquer ces produits sont toxiques pour les humains et les espèces sauvages. S'ils ne sont pas correctement gérés, ils risquent de contaminer les cours d'eau et les sols, de nuire à la santé humaine et, en particulier, de compromettre la fertilité des femmes et le développement de leurs enfants.

Pour remédier à ce risque sanitaire majeur tout en préservant les moyens de subsistance des femmes, l'ONUDI a collaboré avec le Gouvernement philippin et des partenaires des secteurs privé et public afin d'éliminer ces toxines par des pratiques plus sûres. À l'aide d'un financement du FEM et avec l'appui de deux entreprises de télécommunications, les femmes ont appris à inventorier, trier et démonter en toute sécurité des appareils électroniques de grande taille, tels que des téléviseurs, et à utiliser des outils permettant de détecter la présence de

PBDE. Des manuels ont été élaborés à l'aide d'un langage simplifié et d'illustrations pour garantir la compréhension et la viabilité.

Les femmes formées au démontage, qui apportent désormais leurs déchets d'équipements électriques et électroniques dans quatre nouvelles installations, sont devenues des modèles pour d'autres femmes, qu'elles encouragent à avoir recours à ces pratiques plus sûres. Des associations locales nouvellement créées ont donné aux femmes les moyens de participer davantage à la vie économique et de faire entendre leur voix au sein de l'industrie.

Le projet a entraîné des changements durables. La ville de San Jose Del Monte exige désormais que les déchets d'équipements électriques et électroniques soient acheminés vers des installations appropriées, cinq autres administrations locales ont accepté de contribuer à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et l'administration nationale s'est engagée à créer des installations de traitement de ces déchets dans chacune des 16 régions du pays.





Perspective régionale : stimuler la solidarité et la coopération pour le développement industriel

L'ONUDI exécute son mandat aux niveaux national, régional et international. Elle œuvre en faveur d'une intensification de la coopération entre les régions, qu'elle considère comme un élément essentiel pour stimuler l'investissement, la croissance et la prospérité, et pour lutter contre toutes sortes de problèmes de dimension planétaire. Les États Membres sont connectés et soutenus en fonction des besoins qui leur sont propres – accroître la compétitivité industrielle et les échanges commerciaux, stimuler le développement du secteur privé et traiter les questions liées à la durabilité environnementale et aux changements climatiques. L'ONUDI travaille au sein du système des Nations Unies pour le développement et en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, propose des analyses, des conseils sur les politiques à adopter, des services de renforcement des capacités, et d'autres formes d'appui, en étroite collaboration avec les gouvernements, les partenaires de développement, le secteur privé et d'autres institutions.



ENTREtenir DES RELATIONS D'INTERDÉPENDANCE DANS LE CADRE DE LA COOPÉRATION INDUSTRIELLE SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

Le jeu de leurs relations d'interdépendance permet aux États Membres de l'ONUDI de renforcer leurs systèmes industriels pour que ceux-ci contribuent à éliminer la faim, à réduire les changements climatiques et à mettre en place des chaînes d'approvisionnement durables. Le commerce Sud-Sud représente aujourd'hui plus de 15 % du commerce mondial total, et l'ONUDI facilite activement son expansion par un appui technique et des plateformes de mise en commun des connaissances. Le cadre de coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire de l'Organisation propose aux pays en développement des plateformes d'apprentissage et de partage, et vient d'être enrichi d'un nouveau cours en ligne et d'une boîte à outils sur l'industrialisation collaborative.

Dans le cadre de son réseau mondial de centres régionaux pour les énergies durables situés en Afrique, dans les pays arabes et dans les petits États insulaires en développement, l'ONUDI aide les pays à appliquer des modes de production propres, à utiliser leurs ressources de manière plus rationnelle et à adopter les principes de l'économie circulaire pour satisfaire aux normes internationales et s'intégrer dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

En encourageant la mise en commun des connaissances, le transfert de technologies et l'adoption de pratiques industrielles durables, l'ONUDI favorise la coopération industrielle au niveau régional et permet aux pays, même aux plus petits et aux moins développés d'entre eux, de disposer des mêmes chances. L'Organisation participera, en 2025, à l'examen de la stratégie de coopération Sud-Sud à l'échelle du système des Nations Unies. Cette stratégie décrira le programme de coopération Sud-Sud et triangulaire des organismes des Nations Unies, y compris de l'ONUDI, pour les cinq prochaines années.



Cours en ligne



Boîte à outils

Les régions en un coup d'œil

Afrique Pays arabes



États Membres de l'ONU (nombre de pays)

46

32 PMA, 6 PEID, 30 PRI

20

4 PMA, 10 PRI



Présence de l'ONU dans les pays (nombre de pays)

19

dont des bureaux sous-régionaux au Cameroun, en Éthiopie et au Nigéria, un bureau régional en Afrique du Sud et un Bureau de promotion des investissements et de la technologie pleinement opérationnel au Nigéria

8

dont un bureau de promotion des investissements et de la technologie au Bahreïn et un bureau sous-régional en Égypte



Programmes de pays (2024)

11

2



Programme de partenariat pays (PCP)

8

Côte d'Ivoire, Éthiopie, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal et Zambie. Le PCP mis en œuvre à titre volontaire au Kenya s'est pleinement déployé en 2024.

2

Égypte et Maroc



Contributions volontaires pour la coopération technique (montants nets, en millions de dollars, pour 2024)

60,5

| | | |
|--|-------|---|
| États Membres | 21,00 | ● |
| Union européenne | 17,10 | ● |
| FEM | 8,59 | ● |
| Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal | 4,25 | ● |
| Autres | 9,56 | ● |

24

| | | |
|--|-------|---|
| États Membres | 2,91 | ● |
| Union européenne | 4,01 | ● |
| FEM | 0,94 | ● |
| Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal | 13,21 | ● |
| Autres | 2,93 | ● |



Plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable en cours signés (total)

36

Nouveaux plans-cadres signés en 2024 :

Guinée (2024-2028)
Madagascar (2024-2028)
Mauritanie (2024-2027)
Sénégal (2024-2029)
Sierra Leone (2025-2030)
Tchad (2024-2026)

12

Nouveaux plans-cadres signés en 2024 : 0

**Asie et
Pacifique**

34

10 PMA, **13** PEID, **29** PRI

14

dont plusieurs bureaux de promotion des investissements et de la technologie, ainsi que des bureaux sous-régionaux en Chine, en Inde, en Indonésie et en Thaïlande

7

Cambodge et Pakistan

2

58

| | | |
|--|-------|---|
| États Membres | 8,33 | ● |
| Union européenne | 20,47 | ● |
| FEM | 18,26 | ● |
| Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal | 8,80 | ● |
| Autres | 2,14 | ● |

18

Nouveaux plans-cadres signés en 2024 : 0

**Europe et
Asie centrale**

40

17 PRI

9

dont plusieurs bureaux de promotion des investissements et de la technologie et bureaux de liaison, et son Siège en Autriche

4

Kirghizistan, République de Moldova et Ukraine

3

30,8

| | | |
|--|-------|---|
| États Membres | 23,10 | ● |
| Union européenne | 1,96 | ● |
| FEM | 0,13 | ● |
| Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal | 4,10 | ● |
| Autres | 1,51 | ● |

12

Nouveaux plans-cadres signés en 2024 : 0

**Amérique latine
et Caraïbes**

33

1 PMA, **16** PEID, **23** PRI

11

dont des bureaux sous-régionaux en Colombie, au Mexique et en Uruguay et le centre mondial des PEID ONUDI-Barbade

2

État plurinational de Bolivie et Pérou

2

31,6

| | | |
|--|-------|---|
| États Membres | 4,70 | ● |
| Union européenne | 2,31 | ● |
| FEM | 2,46 | ● |
| Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal | 14,68 | ● |
| Autres | 7,45 | ● |

18

Nouveaux plans-cadres signés en 2024 : Colombie (2024-2027)

AFRIQUE



© Wesley JvR/peopleimages.com - stockadobe.com

En 2024, la production manufacturière a nettement progressé dans l'ensemble de l'Afrique. Au niveau mondial, environ 30 % de l'énergie consommée pour cette activité provient aujourd'hui de sources renouvelables, et les capacités de l'Afrique en matière d'énergies renouvelables semblent vouées à croître, compte tenu de l'augmentation des investissements consacrés aux infrastructures et au capital-risque.

Néanmoins, le continent rencontre toujours des difficultés liées à sa dépendance vis-à-vis des produits de base et à son besoin impérieux de main-d'œuvre qualifiée. La région continue également de faire face à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire et à des problèmes environnementaux dus aux changements climatiques, ce qui nécessite constamment des investissements et des mesures de développement.

L'ONU DI À PIED D'ŒUVRE EN AFRIQUE

En 2024, l'Organisation a géré 297 projets, pour un budget de 169 millions de dollars. Ses initiatives – nouvelles ou en cours – visaient toutes à faciliter la mise en œuvre de sa Stratégie pour l'Afrique 2023-2025, en renforçant les capacités de production, en promouvant la prospérité, en favorisant un développement durable et en encourageant la collaboration.

Un nouveau partenariat établi avec la Chine et l'Éthiopie a porté sur la création, en Éthiopie, d'un pôle d'excellence Chine-Afrique-ONU DI destiné à promouvoir un développement durable dans toute l'Afrique. Cette initiative permettra d'accroître la productivité et les revenus des exploitations agricoles et des entreprises, d'élargir l'accès à des énergies propres et abordables, d'améliorer la connectivité numérique dans les localités rurales et de renforcer les capacités dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, des énergies renouvelables et du numérique. À titre d'expérimentation, ce pôle encouragera la collaboration et la mise en commun des meilleures pratiques en vigueur, et fera de l'Éthiopie un modèle de développement durable et d'innovation régionale.



Résultats des cinq centres régionaux pour les énergies durables d'Afrique (2024)



250 millions de dollars ont été levés

3 000 personnes ont reçu une formation

Plus de **40 pays** ont adopté des **normes énergétiques**

Plus de **400 entreprises** ont bénéficié d'un soutien pour se doter de matériel moderne d'**éclairage économe en énergie**

Dans le cadre du Programme mondial d'innovation par les technologies propres, l'ONUDI dirige plusieurs projets qui visent à aider les entreprises à réduire leur recours aux énergies carbonées. En 2024, ces projets ont concerné six nouveaux pays et permis d'éviter d'émettre environ 11 millions de tonnes de CO₂. Un projet mené en Égypte à l'aide d'un financement de la Suisse visait à promouvoir une économie verte (voir chap. 1), et une initiative de 11 millions de dollars menée en Algérie portait sur les pratiques relevant de l'économie circulaire. Entre l'Égypte, le Maroc et la Tunisie, 330 tonnes de déchets textiles ont été réutilisées en 2024.

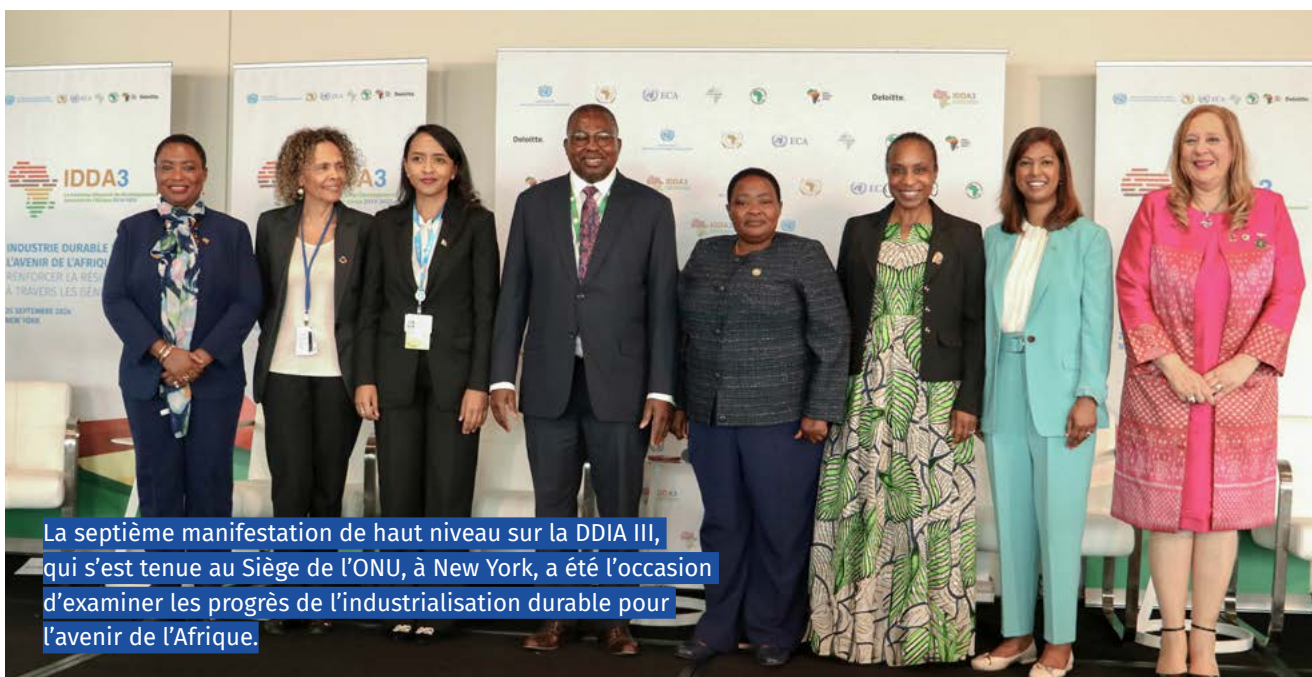
Développer les solutions agro-industrielles avec les partenaires des Nations Unies

Dans le cadre de la DDIA III, l'ONUDI a travaillé avec ses partenaires pour développer et renforcer les entreprises agro-industrielles dans toute l'Afrique, en utilisant les vastes ressources du continent pour favoriser une croissance économique durable et verte. Ses partenaires étaient la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique, Afreximbank, la BAfD, l'Africa Business Council et Deloitte.

Le programme d'agroparc africains communs a obtenu un engagement de 21 millions de dollars de

la part d'Afreximbank. L'ONUDI a dirigé les études de préinvestissement, jetant les bases de l'agroparc commun à la Côte d'Ivoire et au Ghana consacré au cacao, le premier des 15 agroparc qui doivent voir le jour au cours des dix prochaines années. Cette initiative vise à doter le continent de capacités accrues pour cultiver, transformer et vendre des produits agricoles conformes aux normes internationales, afin de stimuler la croissance économique, de renforcer la sécurité alimentaire et de favoriser l'industrialisation.

L'Éthiopie a lancé un projet de 4 millions de dollars visant à intégrer les petites exploitations agricoles dans les chaînes de valeur et les parcs industriels, afin d'améliorer leur accès aux marchés et leur productivité. Cette initiative est complétée par une contribution de 3 milliards de dollars versée par l'Alliance pour les zones spéciales de transformation agro-industrielle pour stimuler la transformation rurale. En mettant à disposition ses compétences techniques dans les domaines de la planification, du renforcement des capacités et du transfert de technologies, l'ONUDI facilite la création de passerelles avec les marchés et met en service les parcs agro-industriels ainsi que les centres de transformation rurale qui leur sont associés. Le développement de l'agro-industrie se traduit par des projets menés en Afrique du Sud, au Burkina Faso, en Guinée-Bissau et au Soudan pour favoriser l'accès aux marchés, la durabilité et une croissance inclusive tout en servant les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.



La septième manifestation de haut niveau sur la DDIA III, qui s'est tenue au Siège de l'ONU, à New York, a été l'occasion d'examiner les progrès de l'industrialisation durable pour l'avenir de l'Afrique.

Accroître la compétitivité commerciale et l'accès aux marchés

Le programme pour la compétitivité commerciale et l'accès aux marchés en Afrique est une initiative dotée de 200 millions d'euros qui vise à renforcer le commerce durable en Afrique et avec l'Union européenne. Il réunit l'Union européenne et ses États membres, l'Union africaine et les huit communautés économiques régionales d'Afrique.

L'ONUDI et le Centre du commerce international, ses principaux partenaires d'exécution, s'emploient, conformément aux objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), à renforcer l'infrastructure de contrôle de la qualité, à faire mieux respecter les réglementations commerciales, à multiplier les certifications, à promouvoir les secteurs à forte valeur ajoutée, à encourager la diversification

et à développer les capacités d'exportation des microentreprises et des PME.

À partir de 2025, l'ONUDI mettra en place des projets visant à renforcer les systèmes d'infrastructure de contrôle de la qualité pour permettre aux microentreprises et aux PME de satisfaire aux normes du système commercial international, d'améliorer la valeur de leurs produits et de les diversifier. Elle renforcera les capacités institutionnelles dont sont dotées les communautés économiques régionales, les conseils d'entreprises africains et le Secrétariat de la ZLECAf pour renforcer l'intégration économique et, à terme, stimuler l'industrialisation, les mécanismes commerciaux régionaux et continentaux et l'accès aux marchés.




Programme pour la compétitivité commerciale et l'accès aux marchés en Afrique - mission de cadrage dans les pays du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)

PAYS ARABES



© 22imagesstudio - stock.adobe.com



Les conflits en cours dans l'État de Palestine, au Liban et au Soudan sont restés les principaux problèmes qu'a connus la région en 2024. La faim, les déplacements de populations et les pertes civiles ont eu des conséquences dévastatrices. Le chômage est resté élevé, en particulier chez les jeunes, où il représente plus du double de la moyenne mondiale.

La hausse des températures et le stress hydrique ont plongé 13 pays de la région dans un état de pénurie d'eau absolue. Le financement de l'action climatique est davantage dirigé vers des mesures d'atténuation que vers des mesures d'adaptation, une nette préférence étant accordée aux grands systèmes centralisés d'approvisionnement en eau et d'assainissement. L'accès à ce financement est très inégal dans la région, puisque quatre pays reçoivent plus de 70 % des flux de trésorerie, tandis que les plus vulnérables – en particulier les PMA – reçoivent moins que leur part de cette aide.

L'ONU DI À PIED D'ŒUVRE DANS LES PAYS ARABES

L'ONU DI s'emploie à intensifier les activités régionales et internationales propres à multiplier les retombées en matière de développement. Par exemple, pour renforcer la compétitivité des Émirats arabes unis et promouvoir leur rôle de pôle régional et mondial pour les industries de demain, elle a aidé le Ministère de l'industrie et des technologies avancées à organiser le forum annuel de l'industrie et des technologies avancées qui devait se tenir dans le cadre du Sommet mondial des gouvernements. Ce forum a réuni des décideurs, des responsables politiques, des fonctionnaires des administrations locales, régionales et nationales et des personnes représentant le secteur privé pour s'entretenir des industries de pointe, étudier les retombées des technologies dans les différents secteurs et renforcer leurs partenariats internationaux. Les échanges qu'ont

eus les représentantes et représentants des différents ministères d'Égypte, des Émirats arabes unis, du Maroc et de la Türkiye ainsi que des entreprises industrielles du secteur privé ont porté sur le financement des secteurs sobres en carbone, le transfert et l'échange de technologies, et la construction d'infrastructures de contrôle de la qualité.

L'ONU DI soutient également les Émirats arabes unis, en leur qualité de membre de la coalition du Groupe ministériel sur l'énergie propre pour la décarbonation profonde de l'industrie, dans l'action qu'ils mènent pour normaliser les bilans carbone, fixer des objectifs en matière d'achats, favoriser les investissements dans l'élaboration de produits à faible émission de carbone et concevoir des lignes directrices pour l'industrie.



Le Ministère de l'agriculture, la FAO et l'ONUDI ont lancé un programme conjoint sur la durabilité et la résilience des systèmes agroalimentaires en Jordanie.

Renforcer la sécurité alimentaire avec les partenaires des Nations Unies

Destiné à mettre en place des systèmes alimentaires plus équitables, le premier forum régional sur l'accélération de la transformation des systèmes alimentaires dans les pays arabes s'est tenu à Amman, en octobre 2024. Organisé conjointement avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), le PAM, la FAO et la Banque mondiale, il a été l'occasion d'évaluer les progrès accomplis pour répondre à l'appel à l'action pour une transformation accélérée des systèmes alimentaires lancé en 2023 par le Secrétaire général. Ses conclusions seront reprises dans le rapport du Secrétaire général qui sera présenté au très attendu Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires +4, qui se tiendra en 2025. Dans le cadre du Fonds commun pour les objectifs de

développement durable, l'ONUDI conçoit des projets avec la FAO pour soutenir la sécurité alimentaire. Ces deux organisations ont également commencé à aider l'administration jordanienne à mener la transformation des systèmes alimentaires du pays et à mettre en œuvre sa stratégie nationale de sécurité alimentaire 2021-2030, en étroite collaboration avec le Conseil de la sécurité alimentaire. Ce partenariat vise à lutter contre trois problèmes interdépendants : l'insécurité alimentaire, les changements climatiques et le manque d'intégration des femmes, des jeunes et des personnes réfugiées (voir chap. 1).

Les axes des autres projets que mène l'ONUDI avec des organismes des Nations Unies vont de la diversification de l'économie en Algérie au développement des industries vertes en Jordanie, en passant par l'autonomisation des femmes au Liban et des jeunes en Tunisie, clef de l'accès à de meilleurs emplois et à des postes de direction.

Développer la coopération avec l'Arabie saoudite pour un développement industriel à long terme

En 2024, l'ONUDI a intensifié sa coopération avec l'Arabie saoudite afin de l'aider à mettre en œuvre sa stratégie industrielle nationale. Toutes deux ont passé des accords portant notamment sur l'élaboration d'un cadre de programmation stratégique et la mobilisation des compétences et des connaissances nécessaires pour engager des processus de développement industriel à long terme axés sur la réalisation de l'objectif de développement durable n° 9. Un nouveau bureau sous-régional de l'ONUDI sera créé à Riyad en 2025 pour faciliter les travaux menés à l'échelle nationale et régionale. L'indice de l'ONUDI sur les infrastructures de contrôle de la qualité pour le développement durable a été adopté par le pays, qui s'en servira pour suivre les progrès accomplis et procéder aux ajustements nécessaires.

Deux nouveaux projets portent sur les technologies permettant de réduire les changements climatiques. En vue d'éliminer, à l'horizon 2030, l'utilisation des HCFC – des gaz qui appauvrissent la couche d'ozone –

dans l'industrie manufacturière et le secteur des services, l'ONUDI et le PNUE collaborent avec l'Arabie saoudite afin de mettre en œuvre des solutions de remplacement durables et de renforcer les capacités locales de gestion des fluides frigorigènes. Dans le cadre d'un projet visant à décarboner l'industrie du ciment et du béton dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, l'ONUDI réunit des institutions de premier plan dans le domaine de la décarbonation industrielle, des associations de professionnels de cette industrie et des centres de recherche pour qu'ils collaborent avec les administrations nationales à la mise en place de projets pilotes.

L'Arabie saoudite a accueilli, en octobre 2024, le deuxième forum multilatéral sur la politique industrielle (voir chap. 1) et elle accueillera, en novembre 2025, la vingt et unième session de la Conférence générale de l'ONUDI, ce qui illustre la détermination du pays à mettre en œuvre et à promouvoir les principes de l'ONUDI en matière de développement industriel équitable et durable.




Coopération de l'ONUDI avec l'Arabie saoudite pour un développement industriel à long terme

ASIE ET PACIFIQUE



© Monkey Business - stock.adobe.com



La région de l'Asie et du Pacifique abrite 60 % de la population mondiale. Son industrialisation et son urbanisation rapides nécessitent d'exploiter les ressources naturelles à un rythme prodigieux, ce qui nuit à l'environnement et accélère les changements climatiques. La moitié des personnes sous-alimentées dans le monde vivent dans cette région, les femmes étant plus nombreuses que les hommes à ne pas avoir assez à manger. La pauvreté persistante est aggravée par le ralentissement économique et le chômage, en particulier chez les jeunes, où son taux est trois fois plus élevé que chez les adultes.

L'ONUDI À PIED D'ŒUVRE EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE

L'ONUDI rend l'industrialisation plus durable en aidant les microentreprises et les PME à adopter des technologies numériques, à réduire leurs déchets, à mieux utiliser les ressources et à renforcer la résilience globale des chaînes d'approvisionnement.

Par la formation et l'accompagnement, les travailleurs et les travailleuses agricoles ont pu enrichir leurs compétences, améliorer leur productivité et accroître leurs revenus, et les parcs industriels ont pu se développer en améliorant leurs politiques, leur gestion et leur financement. Les entreprises de transformation alimentaire réduisent leurs pertes après récolte et améliorent la sécurité alimentaire et la qualité de la nourriture.

Des travaux sont également en cours pour aider les pays à augmenter la valeur ajoutée de leurs industries et à adapter celles-ci aux atouts, aux ressources et aux besoins locaux. Afin d'offrir aux femmes et aux jeunes davantage de perspectives de travail productif, l'ONUDI propose des formations, des activités d'incubation et des services financiers, par exemple dans le cadre du programme – financé par l'Union européenne – d'atténuation de la pauvreté et de développement inclusif dans les zones rurales du Sindh, au Pakistan.

Renforcer les capacités en matière de direction de parcs industriels

Le programme de formation à la direction des parcs industriels, qui s'est tenu en juin 2024 à Shanghai (Chine), a rassemblé des participantes et participants représentant 11 pays d'Afrique, du monde arabe et de la région de l'Asie et du Pacifique. En partenariat avec l'Asia-Pacific Finance and Development Institute, l'ONUDI a accueilli les institutions publiques – notamment les ministères de l'industrie, de la production et de l'économie – et les autorités chargées de superviser les parcs industriels et les PME.

La formation à la gestion des parcs industriels et des zones économiques spéciales a porté sur la prise de décision stratégique, la promotion des investissements, le respect des réglementations, la durabilité et les nouvelles tendances en matière de technologies. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une action plus vaste menée par l'ONUDI – qui s'est notamment traduite par l'élaboration, en 2019, de lignes directrices internationales sur les parcs industriels et, en 2021, d'un cadre international pour les parcs éco-industriels – pour fournir des orientations stratégiques et promouvoir l'échange de pratiques exemplaires.



Une série de visites d'étude a permis aux personnes participantes d'observer directement les meilleures pratiques suivies. Dans le parc industriel de Suzhou, les personnes participantes ont réfléchi à de nouveaux modes de protection de l'environnement et de surveillance des polluants. Une visite du parc de haute technologie Caohejing de Shanghai leur a permis de découvrir des pratiques de gestion efficaces et de rationalisation des opérations appliquées dans des environnements industriels de haute technologie.

Réduire les risques pour l'environnement et atténuer les changements climatiques

Pour promouvoir les énergies propres et l'action climatique, l'ONUDI a facilité les investissements dans les énergies renouvelables, notamment pour financer des miniréseaux dans des États insulaires du Pacifique et des initiatives en faveur de l'énergie solaire dans des localités rurales d'Asie du Sud-Est. Elle a également aidé les industries à adopter des technologies et des pratiques permettant d'économiser l'énergie, en intégrant l'utilisation de la biomasse, de l'hydrogène vert, de l'énergie solaire, de l'énergie hydraulique et de l'énergie marine, dans le cadre du Programme mondial pour l'hydrogène dans l'industrie financé par le FEM. Pour réduire l'utilisation

du mercure dans l'exploitation minière et les procédés industriels, l'ONUDI a aidé la Chine et les Philippines à appliquer la Convention de Minamata. Elle a également aidé l'Afghanistan, le Bangladesh, le Brunéi Darussalam, la Chine, l'Iran, la Mongolie, le Pakistan et les Philippines à appliquer le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone en éliminant les HCFC et les HFC.

S'associer avec des organismes des Nations Unies au niveau des pays

Au niveau des pays, l'ONUDI travaille avec d'autres organismes des Nations Unies pour promouvoir un développement industriel inclusif et durable et stimuler la coopération intrarégionale et Sud-Sud. Il s'agit, par exemple, de contribuer à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 13 en Thaïlande en accélérant l'action climatique, ou à celle du plan de collaboration Chine-Organisation des Nations Unies-Union africaine, qui vise à aider les populations d'Afrique à renforcer leurs capacités industrielles et à réduire les effets des changements climatiques, la faim et la pauvreté. Les bureaux de l'ONUDI implantés dans la région ont contribué aux travaux de 23 équipes de pays des Nations Unies et sont signataires de 18 plans-cadres pour l'aide au développement.

« Bridge for Cities 2024 »

L'initiative « Bridge for Cities », lancée conjointement par l'ONUDI et le Gouvernement chinois en 2016, a pris une importance considérable et une dimension mondiale et sert un développement urbain inclusif et durable. Elle offre aux villes du monde entier une plateforme ouverte où témoigner de leurs succès et de leurs difficultés, trouver des solutions reproductibles, tirer parti de la collaboration multilatérale et acquérir, à terme, les moyens d'assurer leur développement durable. Elle se traduit par des manifestations de type forum annuel destinées à encourager une mobilisation constante, et contribue à l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable en donnant aux villes les moyens de devenir des acteurs clefs du développement durable au niveau local.

« Bridge for Cities 2024 » était la neuvième édition de cette manifestation. Organisée à Vienne, elle a attiré plus de 700 personnes venues de plus de 100 pays. En tout, 49 orateurs et oratrices, dont 6 ministres et 15 maires, ont réfléchi à des « solutions innovantes pour les villes de demain ». La manifestation a favorisé l'émergence d'une communauté dont les valeurs sont le partage des connaissances, le renforcement des capacités et la consolidation des partenariats. La collaboration de l'ONUDI avec les villes était axée sur les moyens de décarboner le développement urbain – matériaux de construction biosourcés, hydrogène vert, mobilité électrique et énergie solaire.

L'année 2025 sera celle de la dixième édition de « Bridge for Cities », qui donnera lieu à une série de manifestations, d'ateliers et de tables rondes organisés tout au long de l'année dans différentes régions.



EUROPE ET ASIE CENTRALE



© herraez - stock.adobe.com

La croissance économique globale de la région, qui ralentit depuis 2022 en raison de multiples crises, devrait rester faible en 2025. Toutefois, de grands progrès ont été faits dans la réalisation des objectifs du Programme 2030, notamment de l'objectif de développement durable n° 9, en particulier dans des domaines tels que l'amélioration des infrastructures et l'accès à l'énergie. Ces progrès posent des bases solides pour la réalisation des cibles de l'objectif 9. Pour qu'ils se poursuivent, il sera déterminant d'aider les microentreprises et les PME à innover et à être compétitives.

L'ONUDI À PIED D'ŒUVRE EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE

L'ONUDI aide les pays à renforcer leurs capacités industrielles durables de plusieurs manières : en développant les compétences professionnelles et entrepreneuriales, en particulier parmi les groupes les plus vulnérables, tels que les femmes, les jeunes, les personnes réfugiées et les personnes handicapées, et en modernisant les industries pour qu'elles fournissent de l'énergie propre et utilisent des technologies de pointe telles que l'IA. Elle s'emploie également à renforcer les capacités commerciales des pays en promouvant la qualité et le respect des normes à tous les maillons de la chaîne de valeur, ce qui aide même les plus petites entreprises à accéder à de nouveaux débouchés.

En 2024, à l'aide d'un financement du FEM, l'accélérateur d'entreprises du Programme mondial d'innovation par les technologies propres a prêté appui à 26 start-up du Kazakhstan, 25 de la République de Moldavie et 35 de la Türkiye. À l'aide d'un financement de la Slovénie, l'ONUDI a inauguré, en Serbie, le Smart Manufacturing Innovation, Centre qui sera transposé à une plus grande échelle pour servir l'ensemble de la région des Balkans occidentaux (voir chap. 1).

Le Programme mondial de parcs éco-industriels, financé par le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) de la Suisse, est mis en œuvre en République de Moldova et en Ukraine, où il permet d'économiser de l'énergie, de l'eau et des matériaux. En Ouzbékistan, à l'aide d'un financement de l'Allemagne, l'ONUDI a repéré deux

sites pouvant servir de zones industrielles pilotes, renforcé les capacités de 20 spécialistes et conçu des améliorations en matière de déchets, d'énergie et d'utilisation de l'eau.

Pour améliorer l'interconnexion des marchés et les échanges commerciaux, le Programme mondial sur le contrôle de la qualité et la normalisation, financé par le SECO, a fourni des infrastructures de contrôle de la qualité et des services de métrologie en Albanie, en Géorgie, en République de Moldova et en Ukraine. À l'aide d'un financement de l'Union européenne, l'ONUDI renforce les capacités des laboratoires, le respect des normes et les cadres juridiques généraux en Arménie et en République de Moldova.

Soutenir une relance industrielle verte en Ukraine

En 2024, l'ONUDI a lancé le programme de relance industrielle verte pour l'Ukraine. À partir d'un diagnostic complet de l'industrie, ce programme propose des solutions pour restaurer et moderniser le système économique du pays.

À l'aide d'un financement de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Bulgarie, du Japon, de la Pologne, de la Suisse, de la Tchéquie, du FEM et de l'Union européenne, l'ONUDI mène des activités dans les domaines suivants : impression de prothèses en 3D, autonomisation économique des femmes et des jeunes, renforcement



Production de prothèses par impression 3D en Ukraine

du Japon, elle a fourni trois imprimantes 3D pour la production de prothèses, formé six fournisseurs de prothèses et mis 32 prothèses à la disposition de 30 personnes en Ukraine.


S'associer avec des organismes des Nations Unies au niveau des pays

Entre 2018 et 2024, le programme EU4Environment, mis en œuvre conjointement par la Banque mondiale, la Commission économique pour l'Europe, l'ONUDI, l'Organisation de coopération et de développement économiques et le PNUE, a aidé les industries de cinq pays à passer à une production verte. Par la promotion d'une production propre et économe en ressources et l'application des principes de l'économie circulaire pour la réutilisation des matériaux, le projet a permis de réduire considérablement les émissions, la consommation d'eau et les déchets.

L'ONUDI a également contribué aux activités du système des Nations Unies pour le développement visant à renforcer l'appui au développement industriel, notamment en participant aux analyses communes de pays menées au titre du nouveau cycle des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, du Kazakhstan, de la Serbie, du Turkménistan et de l'Ukraine.

des capacités au niveau municipal, infrastructures de contrôle de la qualité, efficacité énergétique, économie circulaire, industrie alimentaire et secteur de l'emballage, gestion des produits chimiques, et transition numérique et IA.

L'ONUDI a commencé à élaborer un projet de 188 millions de dollars sur le transfert de technologies du Japon vers l'Ukraine en sélectionnant des solutions reposant sur des technologies de pointe pour la phase de démonstration. En 2024, toujours avec le soutien

|  Retombées de l'adoption de pratiques relevant d'une production propre et économe en ressources et de l'économie circulaire | | | | | |
|---|--------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| | Arménie | Azerbaïdjan | Géorgie | République de Moldova | Ukraine |
| Options de production propre et économe en ressources mises en œuvre | 84 | 8 | 25 | 6 | 36 |
| Réduction des émissions de CO ₂ par an | 2 000 t d'équivalent CO ₂ | 309 t d'équivalent CO ₂ | 265 t d'équivalent CO ₂ | 455 t d'équivalent CO ₂ | 985 t d'équivalent CO ₂ |
| Économies annuelles | € 336 000 | € 650 000 | € 560 000 | € 295 000 | € 226 000 |
| Réduction des déchets par an | 110 t | 990 t | 280 t | 140 t | NN |
| Réduction de la consommation d'énergie par an | 8 millions de KWh | 780 000 KWh | 1,7 million de KWh | 1,7 million de KWh | 3,7 millions de KWh |
| Réduction de la consommation d'eau par an | 10 000 m ³ | 4 000 m ³ | 290 m ³ | 84 000 m ³ | 300 m ³ |



Établir des partenariats avec les nouveaux pays partenaires de l'Union européenne

L'ONUDI travaille en étroite collaboration avec neuf nouveaux partenaires de développement de l'Union européenne : la Bulgarie, Chypre, la Croatie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie et la Tchéquie. En 2024, elle a organisé sa deuxième conférence régionale à Vienne afin de réfléchir à de nouveaux moyens de collaborer et de faire participer le secteur privé. Celle-ci s'est tenue parallèlement aux Cleantech Days 2024, qui s'inscrivaient dans le cadre du Programme mondial d'innovation par les technologies propres de l'ONUDI, et en coopération avec ViennaUP, un festival de start-up décentralisé organisé par la Vienna Business Agency.

À cette conférence, un salon de l'innovation a réuni dix groupes de travail chargés de recenser les difficultés partagées par les chefs d'entreprise et les domaines dans lesquels l'ONUDI pourrait aider ces derniers à les surmonter. Les débats ont porté sur

des sujets allant de la recherche à l'appui juridique en passant par le financement, et donné lieu à des recommandations en faveur de la promotion, aux niveaux local et central, de l'amélioration des politiques d'innovation et de coopération, et de la mobilisation des grandes entreprises.

L'Organisation aide à combiner le savoir-faire technique, les compétences et les ressources financières du secteur privé avec les rôles de réglementation et de coordination du secteur public et les compétences, les connaissances et le pouvoir de sensibilisation des organisations internationales. Ces partenariats public-privé peuvent aider à améliorer la qualité et la productivité à tous les maillons des chaînes de valeur de la région, à instaurer un environnement propice à la prospérité des microentreprises et des PME et à créer de nouveaux débouchés sur les marchés.




Personnes participant à la conférence « Connecting for Development – Innovating for Impact »

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



© Jean Prado - stock.adobe.com



La région de l'Amérique latine et des Caraïbes fait face à toutes sortes de difficultés sur les plans économique, social et environnemental. Bien que les progrès accomplis en matière d'énergie propre et la reprise régulière qui a suivi la pandémie soient des succès à saluer, la région pâtit d'une faible croissance économique, d'une innovation limitée et de niveaux élevés d'emploi informel, en particulier parmi les groupes vulnérables, tels que les femmes. Des problèmes structurels persistants entravent le développement, notamment la forte dépendance à l'égard des combustibles fossiles, les inégalités économiques et le manque de compétences de la main-d'œuvre.

L'ONUDI À PIED D'ŒUVRE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

La plateforme SDG 9 Accelerator de l'ONUDI (plateforme d'accélération de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 9) met en relation des personnes de toute la région pour qu'elles communiquent entre elles et apprennent les unes des autres dans 11 domaines d'activité, et propose, en ligne, des conférences, des formations et des outils sur l'analyse, la coopération technique et les initiatives de financement.

Développer les capacités industrielles par la formation et les partenariats

Le partenariat établi par l'ONUDI avec la Société andine de développement en République bolivarienne du Venezuela permet de renforcer les chaînes de valeur agro-industrielles dans toute la région par l'innovation, l'amélioration de la qualité, le respect des normes internationales, l'élargissement de l'accès aux marchés et le développement des ventes. Des formations aux techniques de plantation, à l'élagage et à la gestion des exploitations de café et de cacao ont permis d'accroître les capacités durables. De nouveaux modules de formation introduits en 2024 sur

l'utilisation de l'économie circulaire et de processus agricoles numériques ont été suivis par 236 nationaux intervenant dans sept chaînes agroalimentaires, dont 31 % de femmes et 16 % de jeunes.

Pour améliorer la qualité marchande des produits agricoles, l'ONUDI a collaboré avec plusieurs gouvernements. Le Costa Rica a modernisé ses cadres réglementaires et ses normes de qualité afin d'améliorer la traçabilité de la viande bovine. En Colombie et au Nicaragua, l'effort a porté sur l'amélioration de la qualité des exportations, la réduction des dommages causés à l'environnement et l'autonomisation des populations locales. Au Paraguay, l'ONUDI a aidé des coopératives rurales à réduire les déchets et à optimiser les processus (voir chap. 1).

L'ONUDI a aidé l'État de Tabasco, au Mexique, à élaborer une stratégie industrielle sur vingt ans visant à diversifier et à accroître la production manufacturière et les exportations. Le Costa Rica met au point une chaîne de valeur de la bioénergie en s'appuyant sur la formation et l'assistance technique de l'ONUDI, ce qui lui permet d'accroître ses capacités industrielles durables.



Une collaboration avec Cuba et la Slovénie a permis de stimuler la coopération économique et la compétitivité dans les secteurs de la biopharmacie, de la médecine et des nanotechnologies. L'ONUDI a aidé les autorités cubaines à moderniser le cadre réglementaire biopharmaceutique, puis elle a formé à l'utilisation de ce cadre plus de 40 entreprises cubaines, dont 20 ont adopté des normes internationales, améliorant ainsi leur accès aux marchés. Le projet a montré que de nouveaux donateurs, tels que la Slovénie, pouvaient être motivés pour renforcer les systèmes régionaux, ce qui pouvait être reproduit dans d'autres pays ou régions.

S'associer avec des organisations apparentées des Nations Unies pour une action plus efficace

L'ONUDI élabore des programmes conjoints avec d'autres organismes des Nations Unies afin d'accroître l'efficacité de son action en matière de développement et au niveau des pays. Deux de ses principales activités visent à accroître l'équité entre les femmes et les hommes afin d'atteindre les objectifs de développement durable. Elle collabore également dans

la région avec l'Organisation internationale du Travail pour renforcer la chaîne de valeur de l'aquaculture en mettant à disposition les connaissances et les outils nécessaires pour constituer des coopératives dans toute la région.

L'ONUDI a contribué aux activités menées par le système des Nations Unies pour le développement pour renforcer l'appui apporté à Cuba, au Guatemala, au Mexique et au Panama en matière de développement industriel. Dans le cadre du fonds d'innovation pour les énergies renouvelables (REIF), elle dirige un partenariat avec le PNUD et ONU-Femmes qui vise à promouvoir la transition énergétique en Uruguay (voir récit dans l'encadré).

En Colombie, dans le cadre d'une collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'ONUDI aide les familles à renoncer aux cultures illicites pour adopter des pratiques agricoles plus durables. À l'aide d'un financement du fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour la pérennisation de la paix en Colombie, elle a renforcé les compétences techniques et commerciales des populations rurales et leur a permis d'améliorer leurs moyens de subsistance en trouvant de nouveaux débouchés sur les marchés.

Le fonds d'innovation pour les énergies renouvelables permet à l'Uruguay d'accélérer sa transition vers une économie plus verte

L'ONUDI aide l'Uruguay à opérer sa deuxième transition énergétique, qui consiste à financer des technologies propres pour décarboner l'industrie. Le REIF a été créé pour attirer des investissements privés dans des projets consacrés aux énergies renouvelables, au stockage de l'énergie et à la mobilité durable. L'objectif est d'accélérer l'adoption de technologies vertes dans le secteur national de l'énergie, afin de stimuler sa compétitivité en réduisant les coûts.

Dans le cadre de cette initiative, l'ONUDI a fourni une assistance technique, mis ses compétences financières à disposition et organisé des activités de renforcement des capacités. Elle a aidé à concevoir la structure du fonds, qui permet un cofinancement avec des banques commerciales, une caractéristique essentielle pour mobiliser les investissements du secteur privé.

En 2024, le REIF a financé huit projets, dont cinq nouvelles initiatives, qui devraient collectivement permettre d'éviter l'émission de près de 27 000 tonnes

de CO₂. Des investissements directs de près de 2 millions de dollars ont permis de mobiliser 6,4 millions de dollars supplémentaires par le cofinancement de banques commerciales et d'autres institutions financières. Grâce à ce modèle de cofinancement, l'ONUDI a aidé à diversifier le portefeuille énergétique de l'Uruguay, encouragé l'adoption de technologies durables et permis à tout le pays de bénéficier des retombées du financement vert.

Le fonds travaille actuellement à la multiplication des projets d'hydrogène vert, afin de renforcer le rôle de chef de file mondial du financement durable et de la décarbonation que joue l'Uruguay. Le programme constitue un modèle pour d'autres pays : le mécanisme financier innovant qui permet de financer des technologies nouvelles et émergentes dans le domaine des énergies renouvelables à l'aide de ressources publiques et privées favorise la transition vers une économie sobre en carbone, en renforçant la durabilité et en réduisant les émissions.



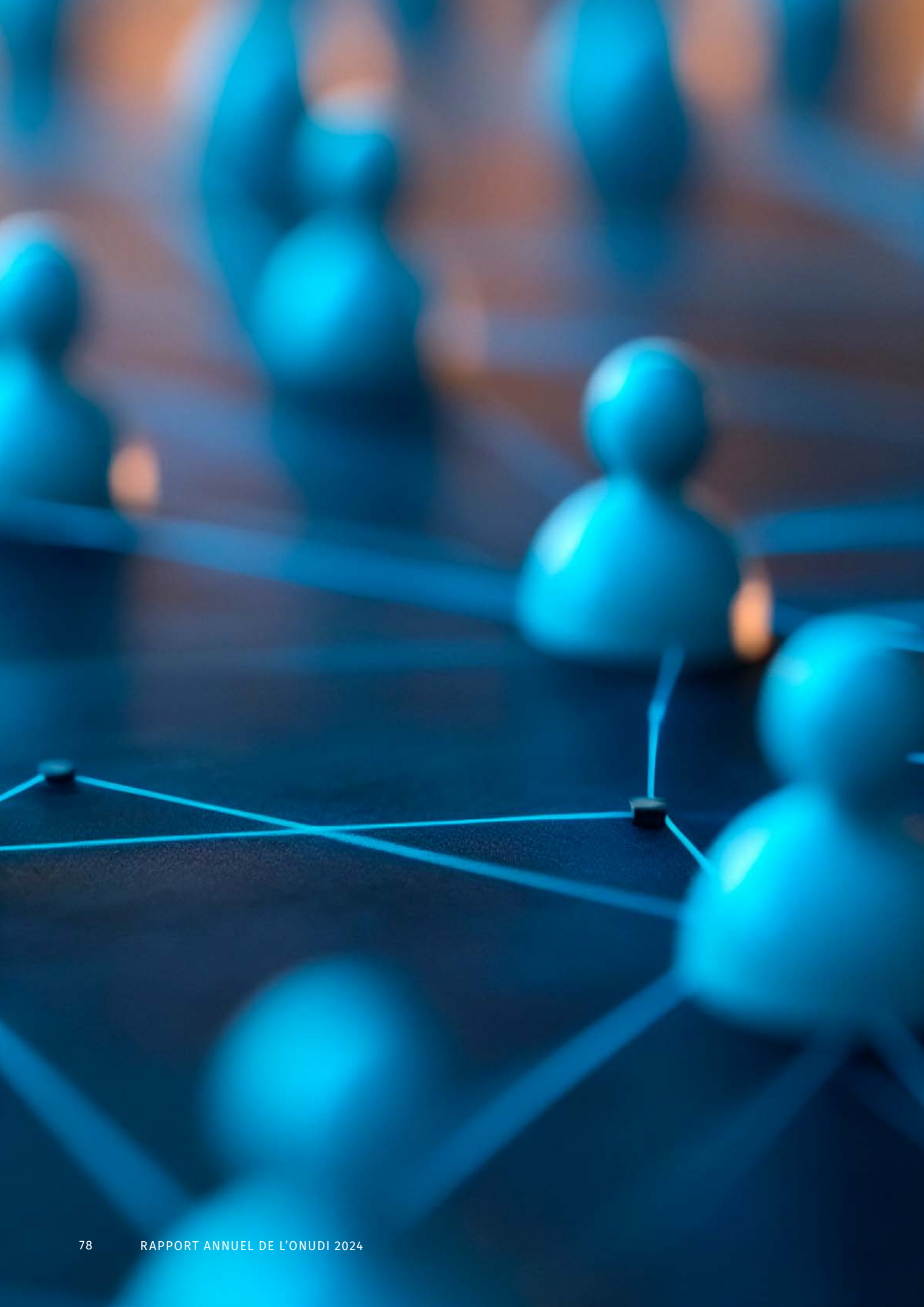
Accélérer la transition vers une économie plus verte en Uruguay



Une gestion stratégique efficace axée sur les résultats

Pour mettre en place des programmes axés sur les résultats et assurer un appui aux projets et leur coordination, l'ONUDI a mis en place de nombreuses politiques et mesures d'appui. Elle a élaboré des dispositifs d'application du principe de responsabilité et un ensemble d'indicateurs permettant de suivre les résultats de ses activités et de définir les ajustements nécessaires au fil de l'évolution des travaux.

Les garanties environnementales et sociales associées à tous les projets de coopération technique assurent des avantages tangibles et à long terme pour les populations et les écosystèmes du monde entier. En intégrant ces garanties de la phase de la conception des projets à celle de leur exécution, l'ONUDI continue à montrer l'exemple de ce qu'est une gestion des projets responsable et respecte son obligation de résultat, en veillant à ce que le progrès industriel soit durable, inclusif et pleinement conforme aux objectifs de développement durable, dans l'intérêt des générations futures.





SERVICES JURIDIQUES

Le Bureau des affaires juridiques joue un rôle essentiel, car il veille à ce que l'ONUDI agisse conformément aux cadres juridiques applicables, contribuant ainsi à promouvoir l'état de droit et à atténuer les risques juridiques. Il fournit des conseils juridiques avisés et impartiaux ainsi qu'une assistance spécialisée, et gère efficacement les questions contentieuses dans l'ensemble de l'Organisation. Ses fonctions essentielles consistent à fournir des avis juridiques au Directeur général et à toutes les unités administratives, à défendre les privilèges et immunités de l'ONUDI relevant du droit international, et à promouvoir le respect des règlements, des règles et des instructions administratives ainsi que des obligations découlant d'instruments juridiques tels que les accords, les mémorandums d'accord et les contrats.

En 2024, le Bureau a répondu à plus de 900 demandes d'avis et d'assistance juridiques, examiné de nombreuses instructions et politiques administratives et contribué à la conclusion de plusieurs instruments juridiques internationaux. Il convient de noter, en particulier, la conclusion d'un accord de base type régissant la coopération avec le Turkménistan et d'un accord établissant des relations avec l'Organisation asiatique de coopération forestière. L'appendice G du présent rapport contient une liste récapitulative des accords et arrangements conclus en 2024 au nom de l'ONUDI et envoyés au Bureau pour conservation. Par ailleurs, le Bureau a fourni une assistance juridique de fond dans le cadre de la quarantième session du Comité des programmes et des budgets et de la cinquante-deuxième session du Conseil du développement industriel.

ÉVALUATION ET CONTRÔLE INTERNE

Le Bureau de l'évaluation et du contrôle interne mène des évaluations, des audits internes et des enquêtes en toute indépendance et fournit des services d'information et d'assurance fondés sur des données objectives. Son travail contribue à l'efficacité et à l'efficacité des interventions et des processus de l'ONUDI, tant en interne qu'auprès des parties prenantes de l'Organisation.

En 2024, le Bureau a mené des évaluations stratégiques sur la DDIA III (2016-2025), sur la gestion des connaissances à l'ONUDI et sur la coopération de l'Organisation avec le secteur privé. Il a également réalisé une évaluation de pays en Chine, une étude d'évaluabilité de la contribution de l'Organisation à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 9, une évaluation des retombées du Forum

international de Vienne sur l'énergie et le climat, et un examen de la suite donnée aux recommandations, plans d'action en matière de gestion et enseignements formulés entre 2018 et 2023 à l'issue des évaluations. Il a par ailleurs publié 14 rapports d'évaluation indépendante de projet.

Des audits internes et des examens d'assurance planifiés ont été réalisés, et des évaluations d'audit interne et des conseils ont été fournis ponctuellement, à la demande du Directeur général et de l'équipe de direction. Il s'agissait notamment d'examen, du point de vue des assurances, de la gestion des risques institutionnels et des mécanismes de gouvernance interne de l'ONUDI, d'un audit sur l'utilisation des mécanismes financiers dans les projets et programmes de l'Organisation, et d'un examen consultatif ponctuel

sur les lignes directrices applicables au cycle de vie des programmes et projets de coopération pour le développement. En 2024, la fonction d'audit interne de l'ONUDI a reçu la meilleure note possible à une évaluation externe de la qualité réalisée à l'aune des Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne de l'Institut des auditeurs internes.

Pour renforcer la culture de l'évaluation à l'ONUDI et améliorer les capacités nationales d'évaluation dans les États Membres, des ateliers en présentiel portant sur ce thème ont été organisés et un cours en ligne est désormais à la disposition du personnel, des consultantes et consultants et des partenaires nationaux.

Le Bureau a participé activement aux travaux des réseaux de l'Organisation des Nations Unies et des réseaux internationaux sur l'évaluation, l'audit et les enquêtes. Il a continué d'assurer le secrétariat du Comité consultatif indépendant de l'ONUDI pour les questions de contrôle et de jouer le rôle de référent institutionnel auprès du Corps commun d'inspection du système des Nations Unies.



Bureau de l'évaluation
et du contrôle interne

DÉONTOLOGIE ET RESPONSABILITÉ À L'ONUDI

Le Groupe de la déontologie et de la responsabilité encourage une culture interne axée sur la déontologie, la transparence et la responsabilité en veillant à faire appliquer rigoureusement les politiques de déontologie, de manière que le personnel de l'ONUDI se conforme aux valeurs fondamentales que sont l'intégrité, le professionnalisme et le respect de la diversité.

En 2024, le Groupe a fourni au personnel, à titre confidentiel, des avis et des conseils sur des questions telles que les conflits d'intérêts, la fraude et les représailles en cas de signalement d'irrégularités ou de fautes. Il a également promu, par des formations et des communications, une culture du comportement déontologique conforme aux normes internationales et aux meilleures pratiques en vigueur à l'Organisation des Nations Unies. Il a affiné le cadre déontologique de l'ONUDI afin de renforcer le respect des normes internationales, et amélioré la crédibilité de l'Organisation et la confiance qu'elle inspire à ses États Membres, ses donateurs et ses partenaires.

Inspirée par la politique de l'Organisation relative à la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles promulguée en 2023, une formation en ligne a été lancée, et la première session de sensibilisation s'est tenue en 2024, à l'occasion de laquelle le Directeur général a réaffirmé le principe de la tolérance zéro de l'Organisation envers l'inaction face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles.

D'autres sessions de sensibilisation et formations ont été organisées sur la prévention de la fraude et de la corruption, ainsi que sur l'octroi aux individus de moyens d'agir comme des témoins actifs. Un recueil d'outils de protection des données personnelles a été élaboré pour aider le personnel à protéger le droit à la confidentialité des données personnelles, conformément à la politique correspondante de 2023. Une opération d'évaluation des risques de fraude a été organisée, qui sera déterminante pour mettre à jour la politique de sensibilisation et de prévention de l'ONUDI en matière de fraude, et pour fusionner les mécanismes de lutte contre la fraude et de lutte contre la corruption de l'Organisation.

Le Groupe a renforcé sa collaboration avec les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales, notamment avec le Réseau Déontologie des organisations multilatérales, le Bureau du Coordonnateur spécial chargé d'améliorer l'action des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles, et le Bureau de la Défenseuse des droits des victimes. En particulier, il a poursuivi les travaux qu'il menait, aux côtés des organisations des Nations Unies sises à Vienne, dans le cadre de l'initiative d'apprentissage de la dignité et de l'inclusion, saluée par ONU-Femmes en 2024 pour ses réalisations exceptionnelles dans la mise en œuvre de la version adaptée aux besoins du terrain des lignes directrices pour la création d'un environnement porteur (Enabling Environment Guidelines).

Fixer le cap, communiquer les résultats et veiller à l'efficacité de l'action

sur le plan du développement

En 2024, l'ONUDI a créé la Direction de la planification stratégique, de la programmation et des politiques pour faire face aux changements à l'œuvre à l'échelle planétaire et aider les États Membres à renforcer leurs capacités industrielles. Cette nouvelle Direction gère plusieurs activités essentielles de l'Organisation, notamment l'établissement du prochain cadre de programmation à moyen terme (2026-2029). Elle guidera l'élaboration du futur programme « Vision 2050 » de l'ONUDI, qui vise à aider les États Membres de l'Organisation à mettre en place des industries tournées vers l'avenir. Le cadre définira l'action concertée à mener pour répondre aux besoins prioritaires de l'Organisation : éliminer la faim, assurer des chaînes d'approvisionnement durables et promouvoir l'accès à l'énergie propre et l'action climatique.

Pour contrôler la qualité et les résultats de l'action menée en matière d'efficacité et d'efficacités, la Direction a facilité l'examen et l'approbation de 261 concepts de projets, soit 42 % de plus que l'année précédente. De plus, le nombre d'examen menés pour vérifier le respect des garanties environnementales et sociales a augmenté de 40 %.

Sur les 121 projets approuvés, d'une valeur totale d'environ 1,3 million d'euros, 69 % portaient sur la promotion de l'égalité des sexes et de l'inclusion. En outre, plus de 200 membres du personnel de l'ONUDI ont été sensibilisés à la prise en compte des questions de genre dans le cadre de partenariats avec ONU-Femmes, le FEM et l'Union européenne.

La Direction facilite l'apprentissage dans toutes les initiatives de l'ONUDI, en donnant au personnel les compétences et les connaissances nécessaires pour concevoir et exécuter des projets de coopération technique avec plus d'efficacité. Le cours en ligne sur la coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire en est un excellent exemple : il offre une vue d'ensemble des principes qui régissent la collaboration entre pays en développement et de leur application pratique dans le cadre de ces projets.

Par ailleurs, des rapports phares, tels que l'édition 2024 du *Rapport sur le développement industriel*, jouent un rôle déterminant dans l'élaboration de la politique industrielle mondiale, car ils fournissent aux États Membres des informations précieuses pour mettre au point des stratégies éclairées propres à promouvoir des économies résilientes et durables (voir chap. 1).

La participation de l'ONUDI aux activités menées au sein du système des Nations Unies et dans le cadre d'autres instances multilatérales donne à son action une portée et des retombées qui dépassent le cercle de ses propres États Membres et les limites de ses propres ressources. En conséquence, la Direction souligne qu'il importe d'intégrer des principes industriels équitables et durables dans les initiatives mondiales, en donnant des orientations à des instances telles que le G7, le G20 et le groupe BRICS.





Excellence des services et opérations internes

L'équipe des services et opérations internes joue un rôle essentiel d'appui pour toutes les activités de l'Organisation. L'exigence de sens critique de l'ONUDI vaut non seulement lorsqu'elle forme des personnes et des organismes à l'industrialisation et à l'innovation, mais aussi sur le plan interne. Une gestion efficace et efficiente des services financiers, des ressources humaines, des achats, des services généraux, de la logistique et des services informatiques contribue à une transformation rapide. L'informatisation des systèmes opérationnels permet d'améliorer la performance des opérations et des services. En investissant pour assurer un haut niveau de formation de son personnel et en optimisant l'efficacité de ses opérations, l'Organisation parvient à atteindre les résultats visés.

FINANCEMENT ET CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

En 2024, les partenaires financiers ont une fois de plus démontré leur soutien indéfectible aux services de coopération pour le développement fournis par l'ONUDI, le financement des projets correspondants ayant atteint un montant record de 350,3 millions de dollars, hors dépenses d'appui aux programmes. Cela représente une augmentation remarquable – de 45 % – par rapport à 2023. La croissance régulière des contributions volontaires s'explique par les contributions importantes versées par les principaux partenaires financiers publics de l'ONUDI et par l'Union européenne. Ces montants devraient rester élevés en 2025, grâce au soutien durable de partenaires de longue date et à des accords de financement prévoyant des paiements échelonnés sur plusieurs années.

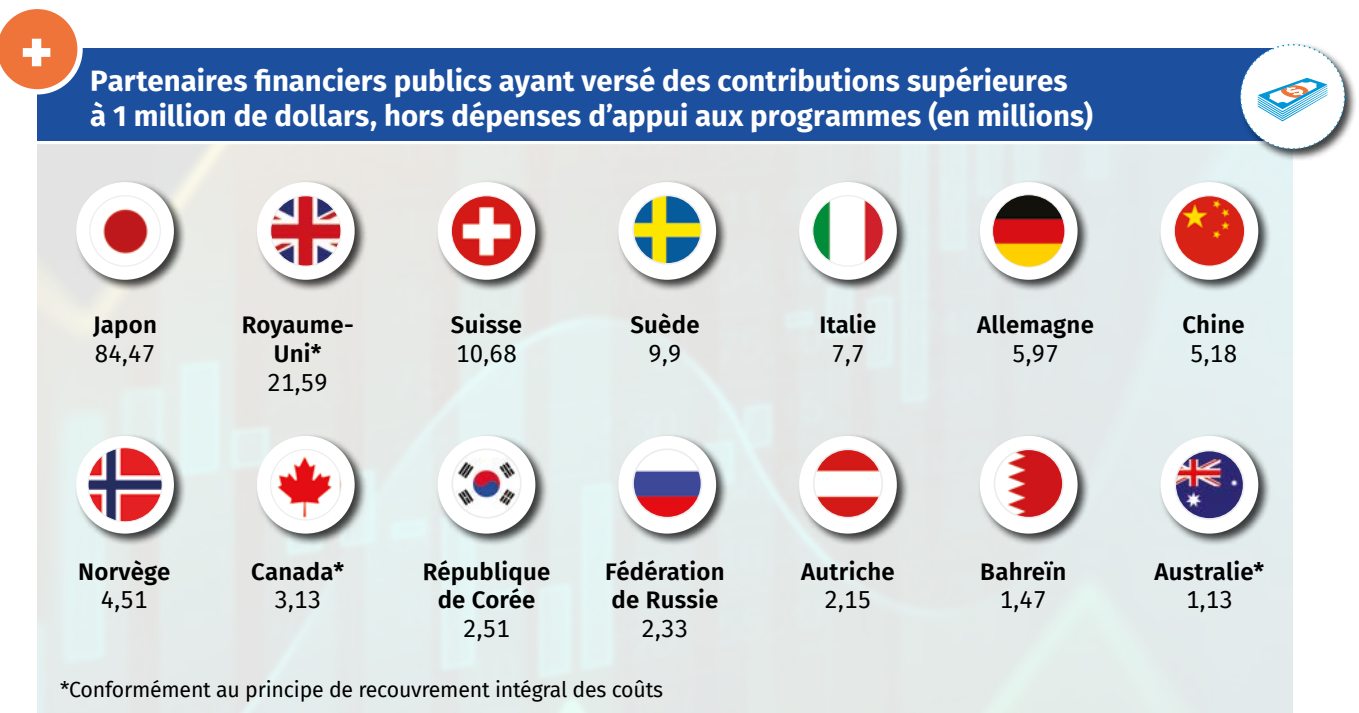
La valeur des services de coopération technique de l'ONUDI a, elle aussi, sensiblement augmenté, pour atteindre, en 2024, un record historique de 291,2 millions de dollars qui se sont effectivement et rapidement traduits en interventions efficaces en faveur du développement.

Le montant des fonds mobilisés pour les projets et programmes à mettre en œuvre ultérieurement a atteint un niveau sans précédent – 663,6 millions de dollars. Cette croissance souligne l'utilité du mandat et des compétences techniques de l'ONUDI pour répondre

aux besoins urgents de ses États Membres. La valeur du portefeuille de ces projets et programmes est passée à 1,1 milliard de dollars, contre 725,6 millions de dollars en 2023. Sur ce montant, 637,6 millions de dollars représentent des versements annoncés se rapportant à des accords déjà conclus. Ces ressources contribueront à maintenir, dans les années à venir, l'intensité de l'activité de l'Organisation dans le domaine de la coopération pour le développement.

Les fonds provenant des États Membres et d'autres donateurs publics ont représenté 48 % des contributions volontaires. Quatorze donateurs publics ont versé des contributions supérieures à un million de dollars, hors dépenses d'appui aux programmes, comme le montre la figure ci-dessous. Le Japon a été le premier contributeur (84,5 millions de dollars), suivi du Royaume-Uni (21,6 millions de dollars), de la Suisse (10,7 millions de dollars), de la Suède (9,9 millions de dollars) et de l'Italie (7,7 millions de dollars).

L'appui de l'Union européenne a, lui aussi, sensiblement augmenté – de 44 % depuis 2023 –, atteignant un niveau historique de 65,6 millions de dollars. Si l'Afrique est restée, sur le plan géographique, la principale bénéficiaire de ces financements, ceux-ci se sont également étendus à la région de l'Asie et du Pacifique.



Les contributions du FEM ont permis de maintenir le montant des fonds approuvés à un niveau stable (42,4 millions de dollars) en 2024, tandis que celles du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal ont atteint 45 millions de dollars, soit 53,6 % de plus que l'année précédente.

Le Programme des administrateurs et administratrices auxiliaires de l'ONUDI a continué de bénéficier du soutien généreux de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Chine, de la Finlande, de l'Italie et du Japon, permettant à l'Organisation d'intensifier l'action qu'elle menait pour former la prochaine génération de spécialistes du développement industriel. Ces contributions jouent un rôle essentiel dans le renforcement des capacités des ressources humaines de l'ONUDI et permettent à des jeunes d'acquérir une expérience professionnelle précieuse dans le domaine de la coopération internationale.

Sur le plan géographique, les contributions volontaires ont bénéficié à plusieurs régions. L'Afrique en a reçu la majeure partie (60,5 millions de dollars), suivie de l'Asie et du Pacifique (58 millions de dollars), de l'Amérique latine et des Caraïbes (31,6 millions de dollars), de l'Europe et de l'Asie centrale (30,8 millions de dollars), et des pays arabes (24 millions de dollars). Enfin, les initiatives mondiales et interrégionales ont bénéficié d'un montant important (145,4 millions de dollars), destiné principalement à financer un projet de grande envergure visant à soutenir le Sud mondial.

Sur le plan thématique, la priorité des partenaires financiers de l'ONUDI est restée la protection de l'environnement, qui a attiré 163,9 millions de dollars (47 % du montant total des fonds). Les crédits alloués au renforcement de la compétitivité économique se sont élevés à 131,2 millions de dollars, et les domaines d'activité que sont la création d'une prospérité partagée grâce à l'industrie et les services transversaux ont bénéficié respectivement de 34,5 et 20,7 millions de dollars. L'augmentation sensible des financements observée en 2024 met en évidence la demande accrue dont ont fait l'objet les services de l'ONUDI et la confiance qu'ont inspirée les partenaires financiers pour ce qui était de régler les problèmes urgents. Ces ressources financières permettront à l'Organisation de poursuivre sa mission et d'aider ses États Membres à encourager la croissance économique, la durabilité environnementale et le progrès social.

Contributions des fonds mondiaux : Fonds pour l'environnement mondial, Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal et Fonds vert pour le climat

Le partenariat avec le FEM a été encore renforcé en 2024, les projets relatifs à l'adaptation aux changements climatiques ayant été financés par le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques. Comme prévu, l'augmentation des ressources financières a encouragé l'approbation des interventions, qui ont permis de fournir des services pour protéger l'environnement.

Parallèlement, l'ONUDI a continué à programmer son portefeuille de projets dans le cadre du huitième cycle de reconstitution des ressources du FEM, ce qui s'est traduit par l'approbation de notes de cadrage de l'ONUDI lors des réunions du Conseil du FEM de février, juin et décembre 2024. Les notes de cadrage approuvées portaient sur trois programmes mondiaux dirigés par l'ONUDI : le programme mondial pour l'hydrogène propre, le programme mondial de gestion des déchets électroniques et le programme d'innovation en matière de solutions d'adaptation aux changements climatiques et de renforcement de la résilience. Le portefeuille de projets ainsi constitué par l'ONUDI porte sur des questions environnementales essentielles et vise notamment à : mettre en œuvre des solutions de décarbonation de l'industrie, appliquer des technologies fonctionnant à l'hydrogène vert, rendre les chaînes d'approvisionnement plus écologiques par l'élimination des polluants dangereux, appliquer des solutions relevant de l'économie circulaire pour réduire le plus possible les déchets plastiques et la pollution, élaborer des modèles d'investissement innovants pour financer des solutions d'adaptation aux changements climatiques, et adopter des pratiques durables en matière d'aménagement urbain et une gestion rationnelle des déchets.

L'ONUDI a continué d'élargir sa coopération avec le FVC en organisant des consultations stratégiques structurées entre son équipe de direction et le secrétariat du Fonds, en participant aux concertations régionales et aux réunions internes du Fonds et en menant des activités stratégiques en marge de la COP 29. En 2024, elle a renforcé sa collaboration avec le FVC dans le cadre de nouvelles initiatives financées par le programme d'appui à la préparation du Fonds et axées sur le financement de l'action climatique,

l'innovation par les technologies propres et l'application de technologies fonctionnant à l'hydrogène vert, et elle a poursuivi ses efforts pour constituer un portefeuille complet de propositions de projets en faveur du climat.

Pour aider les pays en développement à atténuer les changements climatiques dans le cadre du Fonds pour l'adaptation, l'ONUDI a continué à définir des notes de cadrage et des propositions complètes pour un projet régional en Afrique et pour un projet national en Asie. Le Conseil du Fonds pour l'adaptation a invité l'Organisation à élaborer un programme visant à soutenir des activités d'adaptation menées au niveau local et doté d'un budget total de 15 millions de dollars.

La coopération avec le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal s'est encore intensifiée en 2024, l'ONUDI ayant mené des projets dans 80 pays pour éliminer les HCFC et réduire les HFC. Les activités menées par l'ONUDI au titre du Protocole de Montréal pendant la période considérée ont permis de réduire les émissions d'équivalent CO₂ de 82 millions de tonnes, soit le double de l'année précédente.

En 2024, le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal a non seulement approuvé des projets visant à éliminer ou réduire les substances réglementées, mais il a également mis en place de nouveaux guichets de financement pour soutenir des projets d'investissement destinés à améliorer l'efficacité énergétique lors de la réduction des HFC dans la fabrication d'équipements de réfrigération et de climatisation.

Le financement du plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali a été approuvé pour 30 pays, qui ont arrêté des calendriers de réduction des émissions annuelles d'équivalent CO₂ qu'ils respecteraient en réduisant leur consommation de HFC. L'ONUDI a utilisé les guichets de financement qui venaient d'être créés, d'une part pour des projets pilotes sur l'efficacité énergétique dans le contexte de la réduction des HFC, et d'autre part pour l'établissement des inventaires des banques de substances appauvrissant la couche d'ozone. Pour les projets bénéficiant de contributions pluriannuelles fondées sur des mécanismes tels que les plans de gestion de l'élimination des HCFC et des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, l'ONUDI a mobilisé un montant supplémentaire de 32,9 millions de dollars qui sera versé de manière échelonnée jusqu'en 2030.



Protocole de Montréal
- Tableaux de bord



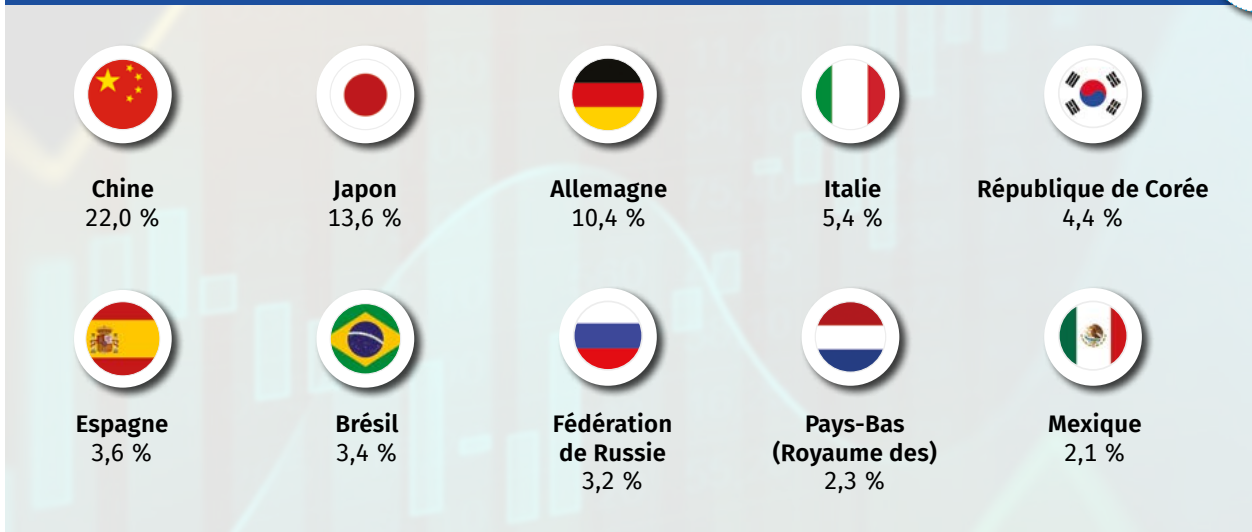
Protocole de Montréal
- Projets

Ressources des Nations Unies, des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires et des fonds d'affectation spéciale gérés par l'ONUDI

Conformément à son engagement en faveur du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, l'ONUDI s'est livrée spontanément



Montants les plus importants des contributions versées à l'ONUDI en 2024 (taux de contributions pour 2024-2025, arrondis)



à des activités de coopération interinstitutions, ce qui a fait augmenter les contributions d'organismes des Nations Unies et de fonds d'affectation spéciale pluripartenaires affectées aux services de l'ONUDI, qui se sont élevées en tout à 12,6 millions de dollars en 2024.

Le montant des contributions volontaires non préaffectées ou préaffectées selon des critères souples aux activités de l'ONUDI axées sur la coopération pour le développement a été négligeable en 2024. Conformément au pacte de financement, l'ONUDI encourage ses États Membres à prévoir des modalités de financement plus prévisibles et plus souples, notamment en augmentant les contributions volontaires destinées aux activités de base qu'ils versent au Fonds pour l'innovation et la transformation

et au Fonds d'équipement de l'ONUDI ou en allouant des ressources à des initiatives de coopération pour le développement financées par les fonds d'affectation spéciale thématiques de l'ONUDI ou par l'élément « contributions générales » du Fonds de développement industriel. Si les contributions versées au Fonds pour l'innovation et la transformation sont généralement restées modestes, des sommes encourageantes – dépassant 100 000 dollars – ont été reçues du Fonds du Qatar pour le développement et du Royaume-Uni. 2024 a été une année fructueuse pour le recouvrement des contributions. Les États Membres ont montré leur attachement à l'ONUDI en étant nombreux à s'acquitter de leurs contributions, ce qui a permis à l'Organisation d'exécuter son mandat et de mettre en œuvre son programme de travail.

ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

La Division de la gestion des ressources humaines fournit des services relatifs à l'administration du personnel de l'ONUDI, en veillant à faire respecter strictement les politiques de l'Organisation tout en apportant un soutien à l'ensemble du personnel. Elle a joué un rôle central dans la révision de la structure du Secrétariat de l'ONUDI et adopté un nouveau découpage des divisions pour mieux conseiller, soutenir et faciliter les opérations internes.

En 2024, l'effectif total était de 2 284 personnes, contre 2 281 en 2023. En 2024, on comptait 698 fonctionnaires et 1 586 consultant·es et consultants, 154 pays étaient représentés et le personnel était composé de 44 % de femmes et de 56 % d'hommes. Par comparaison, en 2023, on comptait 671 fonctionnaires et 1 610 consultant·es et consultants, 152 pays étaient représentés et le personnel était composé de 42 % de femmes et de 58 % d'hommes. Par

conséquent, en 2024, les effectifs ont légèrement augmenté, le nombre de pays représentés s'est légèrement accru et la représentation des femmes et des hommes s'est légèrement équilibrée.

En 2024, il y a eu une forte demande pour des conseils et des opérations en matière d'acquisition de talents : le nombre de recrutements de fonctionnaires pour des engagements de durée déterminée a atteint 160 au cours de l'année, en sus des 930 consultant·es et consultants embauchés. Pour continuer à attirer des recrues dotées des meilleures compétences possibles et à promouvoir une large représentation géographique et une représentation équilibrée des femmes et des hommes, une importance croissante est accordée aux campagnes d'information. Les possibilités d'apprentissage se sont accrues, et assorties d'options pour favoriser l'accessibilité et l'inclusivité.

ACHATS

En 2024, l'équipe des services d'achat a géré un volume total d'activité de plus de 235 millions de dollars et 884 bons de commande sur un total de

10 390 émis par l'ONUDI, contribuant ainsi à la réalisation complète de l'objectif fixé pour l'année au titre de la coopération technique et au bon

fonctionnement de l'Organisation, au Siège et dans les bureaux hors Siège, ainsi que du Centre international de Vienne (CIV). Le Manuel des achats, le Manuel des subventions et les notes d'orientation publiées tout au long de l'année ont constitué un socle solide pour gérer des volumes de transactions nettement plus importants, conformément aux meilleures pratiques en vigueur. L'équipe des services d'achat a continué à répondre aux besoins contractuels de nombreuses

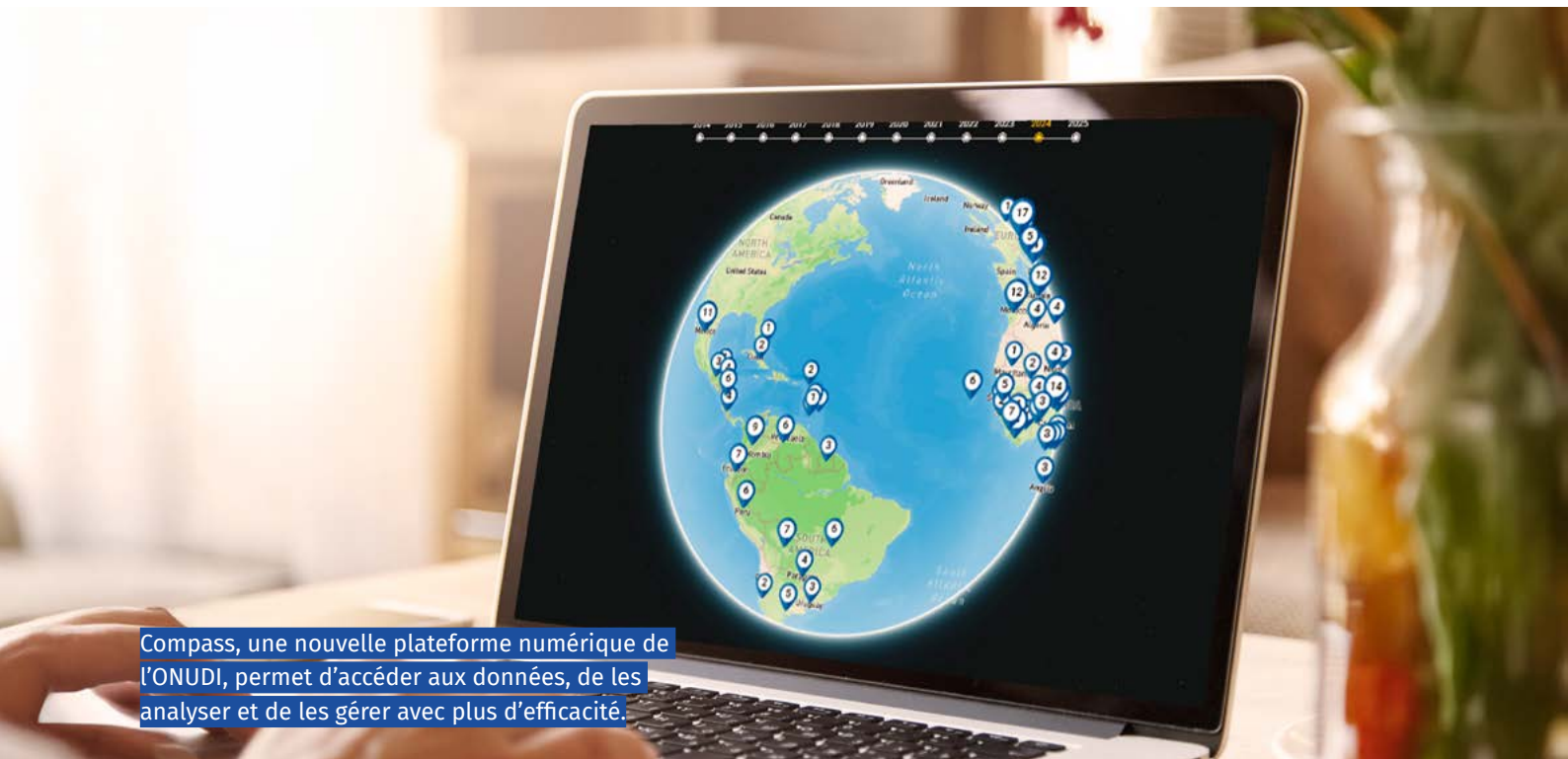
initiatives programmatiques de premier plan, et anticipé les besoins de formation interne et externe dans le domaine des achats. Plusieurs activités de sensibilisation et séminaires internationaux sur les achats ont été menés avec d'autres organisations des Nations Unies, auxquels ont participé des États Membres de l'ONUDI, notamment l'Allemagne, l'Autriche, la Croatie, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Roumanie et la Tchéquie.

SERVICES DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE, D'INNOVATION ET D'OPTIMISATION DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

En 2024, la Division des services de transformation numérique, d'innovation et d'optimisation des activités de coopération technique a continué à encourager la transformation numérique interne et l'efficacité des opérations. Une nouvelle plateforme numérique, Compass, a été lancée pour remplacer la plateforme de données ouvertes et permettre une meilleure accessibilité aux données. Environ 2 200 utilisateurs et utilisatrices ont migré

vers Microsoft 365 Cloud pour accroître leur productivité et intensifier leur collaboration. Plus de 12 000 demandes d'assistance ont été traitées, 350 postes de travail ont été remplacés et des systèmes de données obsolètes ont été mis à niveau pour renforcer la résilience informatique.

Dans le cadre de l'initiative d'optimisation des activités de coopération technique, des outils ont été



Compass, une nouvelle plateforme numérique de l'ONUDI, permet d'accéder aux données, de les analyser et de les gérer avec plus d'efficacité.

adoptés pour améliorer la gestion du portefeuille, les prévisions et le progiciel de gestion intégré. En 2024, l'automatisation robotisée des processus a permis d'économiser 130 000 euros en traitant efficacement plus de 14 000 éléments.

L'ONUDI a renforcé son cadre de cybersécurité, donnant suite à toutes les recommandations du Commissaire aux comptes et du Corps commun d'inspection à ce sujet. Une nouvelle instruction administrative sur le processus de gestion des risques liés à la sécurité de l'information (AI/2024/01) a été promulguée. Elle décrit le processus permettant de garantir que ces risques sont correctement recensés, évalués et maîtrisés.

En septembre 2024, au cours des Journées d'action du Sommet de l'avenir, la plateforme de solutions de

l'ONUDI a été lancée dans les bureaux de Google à New York. Elle propose des solutions pour permettre aux États Membres d'améliorer leurs capacités industrielles. Grâce à des hackathons axés sur la programmation de solutions reposant sur l'IA et au nouveau programme ScaleX Accelerator du laboratoire d'innovation, des solutions innovantes peuvent être transposées à une plus grande échelle. Les technologies d'avant-garde et les innovations, telles que l'IA, continueront d'être utilisées pour améliorer l'efficacité de l'action de l'Organisation et garantir l'excellence de sa prestation de services.



[Plateforme de solutions de l'ONUDI](#)

SERVICES DE GESTION DES INSTALLATIONS

Les services de gestion des installations consistent à veiller à ce que l'ensemble des installations et services techniques du Centre international de Vienne fonctionnent bien, de manière fiable et en

toute sécurité. En 2024, la Division a géré plus de 4 200 demandes de réinstallation de fonctionnaires et de réaménagement de bureaux, et fourni ses services dans le cadre de plus de 130 manifestations.



Pour la neuvième année consécutive, l'ONUDI a reçu le certificat de neutralité climatique de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en continuant à réduire sa consommation d'énergie.

Les infrastructures ont été modernisées : les principales conduites d'évacuation, canalisations d'eau et lignes d'alimentation ont été remplacées, la gestion des déchets a été améliorée, les systèmes d'alimentation en eau et de chauffage ont été renouvelés et six cages d'ascenseur ont été remises à neuf.

La sécurité et la fiabilité des systèmes ont été renforcées par la mise à jour des systèmes

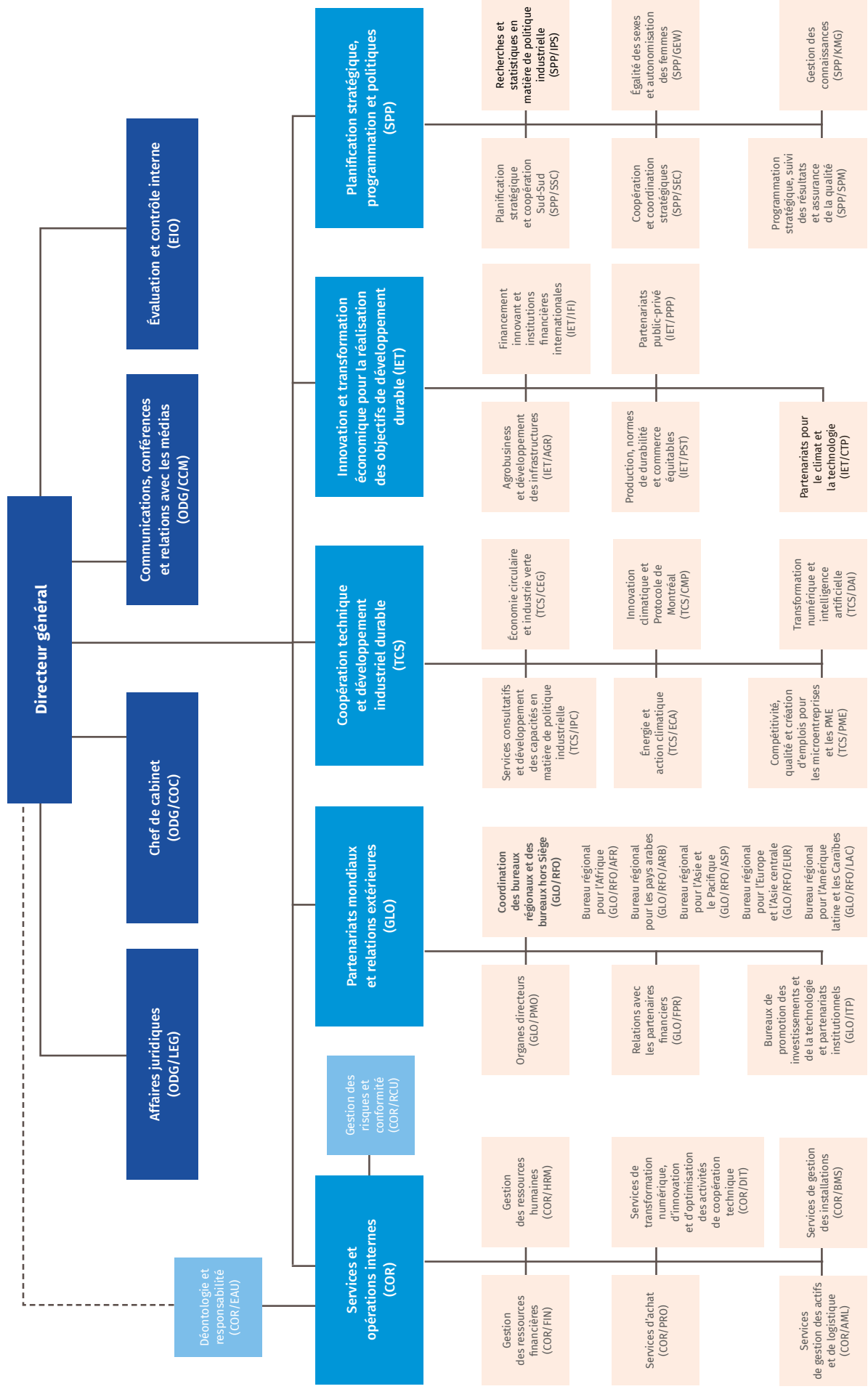
d'automatisation du réseau d'électricité et de la sécurité incendie, des éclairages d'urgence et d'évacuation, d'un système de désenfumage et du système de vidéosurveillance de la clôture d'enceinte, ainsi que de l'accès électronique et du système d'alarme d'un laboratoire d'analyse des drogues.

L'installation de quatre kilomètres de nouveaux câbles à fibre optique dans le centre de données de l'Office des Nations Unies à Vienne a permis d'améliorer la capacité et la fiabilité du réseau. Un test de piratage éthique a permis de s'assurer de la solidité des systèmes informatiques.

SIGLES ET ACRONYMES


| | |
|-----------------------|---|
| AIM-Global | Alliance mondiale sur l'intelligence artificielle pour l'industrie et la fabrication |
| BAfD | Banque africaine de développement |
| BCIC | centre de compétences industrielles du groupe BRICS |
| BRICS | Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud |
| CO₂ | dioxyde de carbone |
| COP 29 | vingt-neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques |
| EquiP | projet d'amélioration de la qualité des politiques industrielles |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| FEM | Fonds pour l'environnement mondial |
| FVC | Fonds vert pour le climat |
| HCFC | hydrochlorofluorocarbones |
| HFC | hydrofluorocarbones |
| IA | intelligence artificielle |
| IDEA | programme d'innovation, de développement et d'entrepreneuriat pour tous |
| IITA | Initiative internationale pour la transparence de l'aide |
| ONUDI | Organisation des Nations Unies pour le développement industriel |
| PAM | Programme alimentaire mondial |
| PartNIR | Partenariat pour une nouvelle révolution industrielle |
| PBDE | éthers diphényles polybromés |
| PEID | petits États insulaires en développement |
| PME | petites et moyennes entreprises |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| PNUE | Programme des Nations Unies pour l'environnement |
| REIF | fonds d'innovation pour les énergies renouvelables |
| SECO | Secrétariat d'État à l'économie (Suisse) |
| SMIC | Smart Manufacturing Innovation Centre |
| SONAGESS | Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (Burkina Faso) |
| ZLECAF | Zone de libre-échange continentale africaine |

ORGANIGRAMME DE L'ONU






 Centre international de Vienne
Wagramerstr. 5, B.P. 300,
A-1400 Vienne, Autriche

 +43 1 26026-0

 www.unido.org

 CCM@unido.org



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL